



Patrimoine
canadien

8122-3-1-00

UNC

COOPÉRATION INTERGOUVERNEMENTALE -
MANITOBA
GESTION SCOLAIRE; GÉNÉRALITÉS

ENTENTE SPÉCIALE - GESTION DES
ÉCOLES FRANÇAISES



7540-CH-502-0870

[illegible]

7540-21-904-5775

000944



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Document disclosed under the
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

CLOSED VOLUME VOLUME COMPLET

DATED FROM
À COMPTER DU

27 février 2001

TO
JUSQU'AU

7 mai 2001

AFFIX TO TOP OF FILE - À METTRE SUR LE DOSSIER

DO NOT ADD ANY MORE PAPERS - NE PAS AJOUTER DE DOCUMENTS

FOR SUBSEQUENT CORRESPONDENCE SEE - POUR CORRESPONDANCE ULTÉRIEURE VOIR

FILE NO. - DOSSIER N°

8122-3-1-00

VOLUME

3

000945

13/3 → Jise, Je n'ai pas fait
de changement.

Cpt - se
qui m'exclues
L.O.E.
+ Supplémentaire

The Honourable Drew Caldwell
Minister of Education, Training and Youth
Government of Manitoba
Room 168, Legislative Building
450 Broadway
Winnipeg, Manitoba
R3C 0V8

Dear Mr. Caldwell:

I am pleased to inform you that I have approved the renewal of the *Canada - Manitoba Special Agreement on Investment Measures for Quality Education in the Language of the Minority*, as well as the Division Scolaire Franco-manitobaine N° 49 (DSFM) multi-year action plan as detailed in Schedule 2 of the above-mentioned agreement. Canada's contribution towards the implementation of the action plan will amount to \$15,000,000 for five years including \$3,600,000 already approved for 1999-2000.

You will note that I have signed the four enclosed copies of the *Canada - Manitoba Special Agreement on Investment Measures for Quality Education in the Language of the Minority* (two in English and two in French). I invite you to countersign and return one English- and one French-language copy for each Agreement to me at your earliest convenience.

Further to the ratification of the agreement mentioned above, I have authorized an initial payment totalling \$1,650,000. This amount represents the first payment of Canada's 2000-01 contribution under the Special Investment Measures. Subsequent payment will be made to your province subject to the terms and conditions of the Agreement.

The Government of Canada would like to inform the Canadian public about this agreement as soon as possible after it is signed. If you are interested, we would be pleased to do this through a joint press release with your Government. Officials from my department will be in touch with your officials to discuss such an arrangement.

- 2 -

In closing, I would like to mention that I am most pleased that our governments have agreed to sign this agreement, which will have a significant impact on official languages education in Manitoba. The action-plan approach will facilitate transparency and accountability to all Canadians, as well as discussions with all interested parties and minority-language communities.

I look forward to our continued cooperation in the area of official languages in education.

Yours sincerely,

Sheila Copps

Enclosures

MAR 14 2001

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA
SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES À
LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION DANS LA LANGUE DE LA MINORITÉ**

*Ebauche
Entente*

(2000-2001 à 2003-2004)

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA
SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES À
LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION DANS LA LANGUE DE LA MINORITÉ**

LA PRÉSENTE ENTENTE SPÉCIALE a été conclue en français et en anglais ce ____^e jour
de _____ 2001

ENTRE : **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA**, ci-après appelée
 «Canada», représentée par la ministre du Patrimoine canadien,

ET : **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU MANITOBA**, ci-après appelée
 «Manitoba», représentée par le ministre de l'Éducation, de la Formation
 professionnelle et de la Jeunesse.

ATTENDU QUE la *Constitution du Canada* et plus particulièrement la *Charte canadienne des droits et libertés* ainsi que la *Loi sur les langues officielles* reconnaissent que le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada et que le Canada reconnaît ses responsabilités et engagements envers celles-ci;

ATTENDU QUE l'éducation est de compétence provinciale et qu'il revient au Manitoba de déterminer les objectifs, de définir les contenus, de fixer les priorités et de faire l'évaluation de ses programmes d'éducation dans la langue de la minorité;

ATTENDU QUE l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* reconnaît le droit des Canadiennes et des Canadiens appartenant à la minorité de langue française ou de langue anglaise dans une province ou un territoire de faire instruire leurs enfants dans leur propre langue là où le nombre le justifie;

ATTENDU QUE la Cour Suprême du Canada a statué que l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* confère aux parents appartenant à la minorité linguistique un droit de gestion et de contrôle à l'égard des établissements d'enseignement où leurs enfants se font instruire, lorsque le nombre le justifie;

ATTENDU QUE le Manitoba, après une série de consultations publiques approfondies, a établi une politique globale pour la gestion des écoles françaises de la province;

ATTENDU QUE l'Assemblée législative du Manitoba a adopté la Loi modifiant la *Loi sur les écoles publiques (Gestion des écoles françaises)* à l'égard de la politique du Manitoba sur la gestion des écoles françaises;

ATTENDU QUE la ministre du Patrimoine canadien est chargée, conformément à la *Loi sur les langues officielles*, d'encourager et d'aider les gouvernements provinciaux et territoriaux à offrir aux membres des communautés minoritaires de langue officielle l'instruction dans leur propre langue;

ATTENDU QUE le Canada et le Manitoba ont antérieurement mis en œuvre une entente spéciale qui a mené à l'établissement de la gestion des écoles françaises au Manitoba;

ATTENDU QUE le Canada a approuvé une série de mesures spéciales destinées à investir davantage dans la qualité des programmes d'éducation dans la langue de la minorité, à consolider le réseau d'établissements postsecondaires de langue française et à promouvoir l'apprentissage de la langue seconde;

ATTENDU QUE le Manitoba a approuvé une série de mesures spéciales destinées à améliorer la qualité des programmes d'éducation dans la langue de la minorité;

EN CONSÉQUENCE, la présente entente atteste que les parties aux présentes conviennent des modalités ci-après.

1. OBJET DE L'ENTENTE

- 1.1 La présente entente a pour objet d'établir un cadre de collaboration entre le Canada et le Manitoba en vue d'améliorer la qualité des programmes d'éducation dans la langue de la minorité, conformément au plan d'action de la Division scolaire franco-manitobaine n° 49 (DSFM) figurant à l'Annexe 2 de la présente entente.

2. OBJET DE LA CONTRIBUTION

- 2.1 Sous réserve des dispositions au paragraphe 3.1 de la présente entente, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses supplémentaires faites par le Manitoba pour réaliser les activités décrites dans le plan d'action de la DSFM (Annexe 2) selon les trois objectifs mentionnés ci-dessous, c'est-à-dire:
- a) assurer une formation de qualité à la population estudiantine francophone du Manitoba en promouvant le développement de personnes autonomes, épanouies, compétentes, sûres de leur identité, fières de leur langue et de leur culture;
 - b) établir un projet éducatif communautaire, géré par les parents francophones du Manitoba, et qui reflète les intérêts et les valeurs du milieu franco-manitobain ;
 - c) établir et assurer un accès à un programme français dans un plus grand nombre de communautés d'ayants droit selon *la Charte canadienne des droits et libertés*.
- 2.2 Le plan d'action de la DSFM qui figure à l'Annexe 2 de la présente entente comprend la description des activités à entreprendre, des résultats visés et des indicateurs de rendement ainsi que la ventilation proposée de la contribution du Canada et de celle du Manitoba.

3. MONTANT MAXIMAL DE LA CONTRIBUTION

- 3.1 Sous réserve de l'affectation des crédits par le Parlement, du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du Programme des langues officielles dans l'enseignement et des modalités et conditions de la présente entente, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses admissibles faites par le Manitoba à travers la DSFM pour mettre en œuvre le plan d'action de la DSFM (Annexe 2) aux fins décrites à l'article 2 de la présente entente, le moindre de quinze millions de dollars (15 000 000 \$ sur cinq ans, soit du mois d'avril 1999 au mois de mars 2004, et dont 3 600 000 \$ ont été versés en 1999-2000) ou 50 p. cent du total des dépenses admissibles engagées par le Manitoba à travers la DSFM, selon la répartition ci-après.

2000-2001 :	3 300 000 \$
2001-2002 :	3 000 000 \$
2002-2003 :	2 700 000 \$
2003-2004 :	2 400 000 \$

- 3.2 Le Canada et le Manitoba reconnaissent que la contribution du Canada offerte au cours d'un exercice financier donné sera versée à l'appui des activités qui seront réalisées au cours de l'année scolaire provinciale.

- 3.3 Sous réserve de l'affectation des crédits par l'Assemblée législative du Manitoba et du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du ministère de l'Éducation, de la Formation professionnelle et de la Jeunesse, le Manitoba s'engage à contribuer aux dépenses admissibles faites aux termes du plan d'action approuvé de la DSFM (Annexe 2), selon la répartition ci-après (le Manitoba a déjà versé un montant de 1 000 000 \$ à la DSFM en 1999-2000).

2000-2001 :	1 900 000 \$
2001-2002 :	3 000 000 \$
2002-2003 :	4 000 000 \$
2003-2004 :	5 100 000 \$

- 3.4 L'aide financière prévue par le Manitoba, aux termes du paragraphe 3.3, est en surplus des fonds normalement octroyés dans le cadre du Programme de financement des écoles et en surplus des augmentations régulières s'y rattachant.
- 3.5 La contribution prévue du Manitoba doit également être en surplus des contributions du Canada et du Manitoba dans le cadre de l'*Entente Canada-Manitoba relative à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde* et de toute autre entente semblable entre le Canada et le Manitoba dans le domaine de l'enseignement en français.
- 3.6 Les modalités administratives régissant le paiement de la contribution du Canada aux termes de la présente entente figurent à l'Annexe 1 de la présente entente.

4. DÉPENSES ADMISSIBLES

- 4.1 Aux fins de la présente entente, les dépenses admissibles pour chacune des activités énumérées au paragraphe 2.1 pourront comprendre, entre autres, les salaires et avantages sociaux, les honoraires professionnels, les frais d'administration, les dépenses liées à l'achat ou à la location de matériel et d'équipement essentiels, à l'acquisition et à la production de matériel pédagogique ainsi qu'à la formation.

5. BUDGET ET ACTIVITÉS APPROUVÉS

- 5.1 Le Canada et le Manitoba conviennent que les contributions mentionnées à l'article 3 s'appliquent uniquement aux activités décrites dans le plan d'action de la DSFM (Annexe 2), selon la ventilation budgétaire fédérale et provinciale (Annexe 3) prévue dans la présente entente.

6. INFORMATION DU PUBLIC

- 6.1 Le Canada et le Manitoba conviennent que la présente entente et ses annexes seront mises à la disposition de tous les gouvernements provinciaux et territoriaux et du public canadien.
- 6.2 Le Manitoba rendra public chaque année un rapport sur les activités réalisées et les résultats atteints dans le cadre du plan d'action de la DSFM (Annexe 2). Ce rapport sera publié conjointement avec le rapport annuel prévu au paragraphe 1.3 de l'Annexe A de l'*Entente Canada-Manitoba relative à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde*.
- 6.3 Le Manitoba présentera les renseignements mentionnés au paragraphe 6.2 de la présente entente de la façon qu'il juge comme étant la plus conforme à sa situation propre. Si, de l'avis du Canada ou du Manitoba, il y a lieu de clarifier l'information présentée, le Canada et le Manitoba tiendront des discussions dans ce but et aussi dans le but de déterminer la pertinence des éclaircissements demandés par rapport aux besoins du Canada.

- 6.4 Le Manitoba accepte de mentionner les contributions du Canada dans toute la publicité qu'il fera sur les programmes et activités pour lesquels le Canada aura fourni une contribution financière dans le cadre de la présente entente. Aux fins de la présente entente, la publicité comprend notamment, sans toutefois s'y limiter : les communiqués, les rapports de ministères ou d'organismes provinciaux, et la correspondance adressée à des établissements d'enseignement. Le Manitoba accepte de fournir chaque année au Canada des échantillons de ces divers types de publicité.

7. DURÉE

- 7.1 La présente entente lie le Manitoba et le Canada pour la période commençant le 1^{er} avril 2000 et se terminant le 31 mars 2004, et toutes les contributions devant être versées par le Canada en conformité avec les dispositions de la présente entente ne visent que les activités réalisées et les dépenses faites par le Manitoba au cours de ladite période dans l'exécution du plan d'action de la DSFM (Annexe 2).

8. MODIFICATION OU CESSATION

- 8.1 Les parties peuvent, d'un commun accord écrit, modifier la présente entente ou y mettre fin pendant la durée de celle-ci.
- 8.2 L'une ou l'autre des parties peut mettre fin à la présente entente au terme de n'importe quel exercice financier, en donnant avis écrit à l'autre partie au moins un exercice financier complet à l'avance.
- 8.3 Sur réception de l'avis décrit au paragraphe 8.2 :
- a) aucune nouvelle activité ne doit être entreprise;
 - b) les activités existantes doivent se terminer à la date prévue dans l'avis et aucune dépense ne doit être faite après la date d'expiration de l'entente.

9. ÉVALUATION

- 9.1 Chaque année, les parties se rencontreront pour faire le point sur la présente entente et pour discuter des résultats des activités menées dans le cadre de celle-ci. Elles pourront convenir d'inviter les représentants de la DSFM à participer à cette rencontre.
- 9.2 Le Manitoba convient de fournir au Canada un rapport final détaillé sur les activités réalisées dans le cadre du plan d'action de la DSFM (Annexe 2), y compris une évaluation des résultats atteints. Ce rapport doit être fourni au plus tard le 31 décembre 2004.

10. CONSULTATIONS

- 10.1 Le Manitoba continuera de consulter en particulier la Division scolaire franco-manitobaine, dont les membres sont élus, et les groupes et associations intéressés relativement aux activités prévues dans la présente entente. Le Canada, dans son champ de compétence, se propose de consulter les associations et les groupes intéressés quant aux activités mises en place dans le cadre de la présente entente.

11. PARTENARIAT

- 11.1 Les parties reconnaissent que la présente entente ne constitue pas une association en vue de former une société ou une co-entreprise, ni ne crée de relation de mandataires entre le Canada et le Manitoba.

12. MEMBRES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, DU SÉNAT ET DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU MANITOBA

- 12.1 Aucun membre de la Chambre des communes, du Sénat et de l'Assemblée législative du Manitoba ne peut prendre part à la présente entente ou en tirer quelque avantage que ce soit.

13. FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT

- 13.1 Aucun fonctionnaire ou employé du gouvernement du Canada n'est admis à être partie à la présente entente ni à participer à aucun des bénéfices qui en proviennent sans le consentement écrit du ministre de qui relève le fonctionnaire ou l'employé.

14. RESPONSABILITÉ DU CANADA

- 14.1 Le Canada ne répond ni des blessures, même mortelles, ni des dommages matériels subis par le Manitoba ou qui que ce soit d'autre, à l'occasion de l'exécution de la présente entente par le Manitoba, à moins que ces blessures ou dommages ne soient imputables à une faute commise par un employé ou agent du gouvernement du Canada dans l'exercice de ses fonctions.

15. INDEMNISATION

- 15.1 Le Manitoba devra indemniser le Canada et la ministre du Patrimoine canadien ainsi que leurs employés ou mandataires et les dégager de toute responsabilité pour les réclamations, pertes, dommages, frais et dépenses découlant d'une blessure ou d'un décès ou encore pour les pertes ou dommages à la propriété attribuables ou présumés attribuables au Manitoba ou à ses employés ou mandataires dans l'exercice des activités décrites dans la présente entente.

16. COMMUNICATIONS

- 16.1 Toute communication destinée au Canada concernant la présente entente doit être envoyée par courrier à l'adresse suivante :

Ministre du Patrimoine canadien
Ottawa (Ontario)
K1A 0M5

- 16.2 Toute communication destinée au Manitoba concernant la présente entente doit être envoyée par courrier à l'adresse suivante :

Ministre de l'Éducation, de la Formation professionnelle
et de la Jeunesse
Gouvernement du Manitoba
450, rue Broadway
Bureau 168, Édifice législatif
Winnipeg (Manitoba)
R3C 0V8

- 16.3 Toute communication ainsi envoyée sera réputée avoir été reçue après le délai nécessaire à une lettre pour parvenir, dans des circonstances normales, à destination.

17. ANNEXES

17.1 Les annexes ci-jointes font partie intégrante de la présente entente :

- Annexe 1 - Modalités administratives;
- Annexe 2 - Plan d'action de la DSFM; et
- Annexe 3 - Contributions fédérales et provinciales.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente entente spéciale à la date inscrite à la première page.

AU NOM DU CANADA

AU NOM DU MANITOBA

Ministre du Patrimoine canadien

Ministre de l'Éducation, de la Formation
professionnelle et de la Jeunesse

EN PRÉSENCE DE :

EN PRÉSENCE DE :

Témoin

Témoin

ANNEXE 1

MODALITÉS ADMINISTRATIVES

1. MODALITÉS DE PAIEMENT

- 1.1 Pour chacun des exercices financiers, le Canada s'engage à verser au Manitoba la contribution mentionnée à l'article 3 de la présente entente spéciale de la façon suivante :
- a) pour le premier exercice financier, un premier paiement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada sera versé après la signature de la présente entente;
 - b) pour chaque exercice subséquent, le premier paiement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada pour cet exercice sera versé sous réserve de la réception et de l'acceptation du plan d'action de la DSFM (Annexe 2) mis à jour, le cas échéant, et à condition que les exigences pour les versements précédents aient été remplies;
 - c) pour chaque exercice de la présente entente, le deuxième paiement, n'excédant pas le solde de la contribution du Canada pour cet exercice financier, sera versé après la réception et l'acceptation :
 - (i) d'un état financier final certifié relatif à la contribution du Canada au Manitoba, pour l'exercice précédent, sauf la première année de l'entente;
 - (ii) d'un état financier provisoire certifié démontrant les dépenses réelles faites par le Manitoba durant la période se terminant le 31 janvier de l'exercice courant et les dépenses prévues jusqu'à la fin de l'année scolaire;
 - (iii) d'un rapport détaillé sur les activités réalisées l'année précédente dans le cadre du plan d'action de la DSFM (Annexe 2), sauf la première année de l'entente.
- 1.2 En plus des états financiers visés au paragraphe 1.1 de la présente annexe, un état financier final certifié démontrant les dépenses réelles faites par le Manitoba durant l'exercice financier se terminant le 31 mars 2004 devra être présenté au Canada au plus tard neuf mois après la fin de cet exercice financier, c'est-à-dire le 31 décembre 2004.
- 1.3 Les montants à payer par le Canada au Manitoba conformément à la présente entente seront effectués dans un délai approximatif de trente (30) jours ouvrables suivant la réception des documents visés au paragraphe 1.1 de la présente annexe, à condition que les renseignements présentés dans lesdits documents soient conformes aux modalités de la présente entente et que le Manitoba ait donné suite aux questions soulevées par le Canada, le cas échéant.

2. TRANSFERTS

- 2.1 Le Manitoba pourra transférer des fonds entre les activités du plan d'action de la DSFM (Annexe 2) avec l'autorisation écrite du Canada, à l'exception des projets d'immobilisation, dans la mesure où ces transferts ne remettent pas en question l'atteinte des résultats prévus dans le plan d'action de la DSFM. Le Manitoba devra présenter une demande pour tout transfert au Patrimoine canadien avant le 15 février de l'exercice financier visé.

ANNEXE 1

3. ÉTATS FINANCIERS CERTIFIÉS ET RAPPORTS D'ACTIVITÉS

- 3.1 Aux fins de la présente entente, le Manitoba présentera au Canada des états financiers certifiés par un agent principal de programme et par un agent principal des finances. Ces derniers auront été dûment autorisés par le Manitoba et agréés par le Canada.
- 3.2 Aux fins de la présente entente, les états financiers visés à l'article 1 de la présente annexe sont des états détaillés de toutes les dépenses faites par le Manitoba à l'égard des activités financées dans le cadre de la présente entente. Ces états financiers seront présentés de façon conforme au budget du plan d'action de la DSFM (Annexe 2).
- 3.3 Les rapports visés à l'article 1 de la présente annexe doivent contenir une description détaillée des activités réalisées et des résultats atteints dans le cadre du plan d'action de la DSFM (Annexe 2).

4. EXCÉDENT

- 4.1 Si les paiements versés au Manitoba conformément à la présente entente dépassent les montants auxquels le Manitoba a droit, la somme excédentaire devra être remise au Canada. Si la somme excédentaire n'a pas été remise, le Canada pourra déduire d'un montant équivalent ses contributions ultérieures au Manitoba.

5. VÉRIFICATION FINANCIÈRE

- 5.1 Le Canada se réserve le droit de vérifier ou de faire vérifier les comptes et registres du Manitoba relatifs aux dispositions de la présente entente afin de s'assurer du respect de ces dispositions, et le Manitoba accepte de mettre à la disposition des vérificateurs tout registre, document ou renseignement dont ceux-ci pourraient avoir besoin. La portée et l'étendue des vérifications financières, et le moment choisi pour les entreprendre, seront fixés par le Canada et, le cas échéant, ces vérifications pourront être menées par des fonctionnaires du ministère du Patrimoine canadien ou par leurs agents.
- 5.2 Le Canada accepte d'informer le Manitoba des résultats de toute vérification financière et de verser au Manitoba, le plus tôt possible après la vérification financière, toute somme d'argent qui pourrait, selon la vérification, s'avérer due par lui au Manitoba. Le Manitoba accepte de verser au Canada, sur la foi des résultats de la vérification financière, toute somme d'argent qui pourrait s'avérer due par lui au Canada.



Division scolaire franco-manitobaine n° 49
« Apprendre et grandir ensemble »

ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA
SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES À
LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION DANS LA LANGUE DE LA MINORITÉ

PLAN D'ACTION 2000-2004

PRÉAMBULE

Le mandat de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) trouve ses racines dans l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* de 1982. Des jugements de la Cour suprême du Canada, le jugement Mahé, le Renvoi manitobain et l'arrêt Arseneault-Cameron en ont précisé les dimensions et formulé la vision. La responsabilité provinciale s'articule dans l'article 21 de la *Loi sur les écoles publiques* telle qu'amendée en 1993.

En vertu de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* et de la jurisprudence, les enfants francophones du Canada ont droit à l'égalité des résultats en éducation.

L'école est l'institution la plus importante pour la survie de la minorité linguistique officielle, qui elle-même est un véritable bénéficiaire en vertu de l'article 23.

La Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) regroupe présentement vingt-deux (22) écoles qui accueillent 4 480 élèves. Ces écoles sont éparpillées sur un large territoire géographique à partir de La Broquerie au sud-est à Saint-Lazare au nord-ouest et de Notre-Dame-de-Lourdes au sud-ouest à Saint-Georges au nord-est. La clientèle scolaire desservie par ces écoles est elle-même dispersée sur un large territoire. La seule concentration importante de clientèle francophone se trouve dans la région urbaine où la DSFM a établi cinq (5) écoles élémentaires et une (1) école secondaire, toutes situées à Saint-Boniface/Saint-Vital pour desservir toute la population francophone de Winnipeg.

Depuis les six dernières années, la DSFM a établi de nouveaux programmes pour mieux répondre aux besoins de ses élèves. L'entente viendra défrayer les coûts supplémentaires reliés à l'avancement de l'éducation en français et au mandat de la DSFM qui ne sont pas rencontrés par des programmes actuellement en place (i.e. Programme des langues officielles dans l'enseignement).

OBJECTIFS

Assurer une formation de qualité à la population estudiantine francophone du Manitoba en promouvant le développement de personnes autonomes, épanouies, compétentes, sûres de leur identité, fières de leur langue et de leur culture.

Établir un projet éducatif communautaire, géré par les parents francophones du Manitoba, et qui reflète les intérêts et les valeurs du milieu franco-manitobain.

Établir et assurer un accès à un programme français dans un plus grand nombre de communautés d'ayants droit selon la Charte canadienne des droits et libertés.

OBJECTIF

Assurer une formation de qualité à la population estudiantine francophone du Manitoba en promouvant le développement de personnes autonomes, épanouies, compétentes, sûres de leur identité, fières de leur langue et de leur culture

1. DÉVELOPPEMENT DE PROGRAMMES ET SERVICES D'APPUI

ACTIONS		RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE RENDEMENT	RESSOURCES FINANCIÈRES		
				ANNÉE	PROVINCIAL	FÉDÉRAL
1,1	Assurer le développement et la mise en œuvre d'une programmation qui répond mieux aux besoins des élèves dans le domaine culturel, dans le domaine académique, de l'adaptation personnelle et scolaire et des services complémentaires en français	a) les élèves ont accès à une programmation plus variée et de qualité	a) taux de réussite plus élevé chez les élèves	2000-2001	692 400 \$	2 280 900 \$
		b) augmentation des résultats obtenus par les élèves	b) nombre de programmes et de services offerts en français	2001-2002	1 004 700 \$	1 913 000 \$
		c) d'assurer une meilleure équivalence au niveau des résultats et du choix de programmes (exemples : rassemblements culturels, cours à distance, classe modulaire, programme alternatif, phase d'accueil, etc.)	c) nombre d'activités et de services culturels disponibles aux élèves	2002-2003	1 321 000 \$	1 630 000 \$
		d) accroissement des inscriptions d'élèves à la DSFM	d) nombre d'élèves inscrits dans la phase d'accueil	2003-2004	1 485 000 \$	1 375 000 \$
		e) taux d'élèves obtenant le diplôme d'études secondaires	e) nombre d'élèves inscrits à la DSFM			
		f) les élèves ont accès à une phase d'accueil de qualité	f) nombre d'élèves diplômés de la DSFM			
		g) augmentation du montant de matériel pédagogique et didactique disponible en français	g) utilisation du matériel pédagogique et didactique			
			h) satisfaction des élèves			
1,2	Établir le programme de maternelle à temps plein dans chacune des écoles de la DSFM	a) le développement langagier et de la francisation de nos élèves en jeune enfance est accru	a) meilleur rendement aux niveaux langagiers et de la francisation	2000-2001	0 \$	547 100 \$
		b) meilleure intégration dans le système scolaire dès la première année	b) satisfaction des parents vis-à-vis le progrès de leurs enfants	2001-2002	0 \$	627 000 \$
		c) réduction du temps qu'un élève doit passer en phase d'accueil	c) intégration plus rapide des élèves de la phase d'accueil en classes régulières	2002-2003	0 \$	670 000 \$
		d) plus de communautés auront accès à la maternelle à temps plein	d) augmentation du nombre de classes offrant une maternelle à temps plein	2003-2004	0 \$	750 000 \$

ACTIONS		RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE RENDEMENT	RESSOURCES FINANCIÈRES		
1,3	Assurer le développement et la mise en œuvre des cours et programmes dans le domaine des études professionnelles et technologiques qui ne sont présentement pas disponibles en français	a) les élèves ont accès à plus de cours et de programmes dans le domaine des études professionnelles et technologiques b) diminution du nombre d'élèves qui quittent la DSFM pour suivre ailleurs des cours dans ce domaine c) transition avec succès des élèves à l'éducation postsecondaire ou au marché du travail	a) nombre d'élèves qui choisissent ces cours b) nombre de cours vocationnels et technologiques disponibles c) nombre d'élèves diplômés qui poursuivent leurs études postsecondaires en français	ANNÉE	PROVINCIAL	FÉDÉRAL
				2000-2001	100 000 \$	144 300 \$
				2001-2002	135 300 \$	130 000 \$
				2002-2003	173 000 \$	100 000 \$
				2003-2004	255 000 \$	45 000 \$

2000-2001	792 400 \$	2 972 300 \$
2001-2002	1 140 000 \$	2 670 000 \$
2002-2003	1 494 000 \$	2 400 000 \$
2003-2004	1 740 000 \$	2 170 000 \$
TOTAL	5 166 400 \$	10 212 300 \$

OBJECTIF

Établir un projet éducatif communautaire, géré par les parents francophones du Manitoba, et qui reflète les intérêts et les valeurs du milieu franco-manitobain.

2. COMMUNAUTAIRE

ACTIONS	RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE RENDEMENT	RESSOURCES FINANCIÈRES		
			ANNÉE	PROVINCIAL	FÉDÉRAL
2,1 Offrir à nos communautés des services, des programmes et des lieux de rassemblement où s'entremêlent l'éducation, la langue, la culture et l'identité de la communauté (i.e. programmes de pré-maternelles, tournées d'information, formations pour parents, re-francisation, services de garderies, cours d'éducation permanente, etc.)	a) l'enfant peut arriver à mieux intégrer l'école avec les bases langagières et cognitives requises pour réussir	a) augmentation du nombre d'événements communautaires qui se passent dans nos écoles	2000-2001	-- \$	95 000 \$
	b) tous les parents sont en mesure d'appuyer le vécu préscolaire et scolaire de leurs enfants	b) augmentation du nombre de programmes et services communautaires offerts ainsi que du nombre de participants	2001-2002	-- \$	120 000 \$
	c) la compréhension du français chez les parents est améliorée	c) augmentation du nombre de partenariats établis avec d'autres groupes et/ou organismes	2002-2003	-- \$	144 000 \$
			2003-2004	-- \$	170 000 \$
2,2 Assurer un système de fonctionnement qui permet une implication accrue des parents et une meilleure communication entre élu.e.s	a) révision du système de fonctionnement présentement en place	a) satisfaction des élu.e.s et des parents	2000-2001	407 600 \$	-- \$
	b) les élu.e.s ont accès à une formation qui répond aux besoins de la commission scolaire	b) outils de communication et de consultations développés et utilisés	2001-2002	420 000 \$	-- \$
	c) un meilleur système de communication et de consultation est établi	c) montant de matériel de formation développé et utilisé	2002-2003	420 000 \$	-- \$
	d) les rôles de tous les intervenants sont clarifiés et harmonisés		2003-2004	420 000 \$	-- \$

2000-2001	407 600 \$	95 000 \$
2001-2002	420 000 \$	120 000 \$
2002-2003	420 000 \$	144 000 \$
2003-2004	420 000 \$	170 000 \$
TOTAL	1 667 600 \$	529 000 \$

OBJECTIF

Établir et assurer un accès à un programme français dans un plus grand nombre de communautés d'ayants droit selon la
Charte canadienne des droits et libertés

3. ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

ACTIONS		RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE RENDEMENT	RESSOURCES FINANCIÈRES		
3,1	Fournir des installations scolaires requises et assurer l'aménagement des écoles en ce qui a trait à des fonctions et programmes d'une école (salles de classe, gymnase, bibliothèque, laboratoires, etc.)	a) les élèves et les enseignant.e.s ont accès à des installations leur permettant d'accéder et de livrer les programmes offerts par la DSFM	a) plus d'élèves ont accès à des gymnases, des bibliothèques, des laboratoires, etc. b) réduction du montant d'espaces scolaires loués de d'autres divisions scolaires c) les membres du personnel et les élèves ont accès aux locaux dont ils ont besoin quand ils en ont besoin	ANNÉE	PROVINCIAL	FÉDÉRAL
				2000-2001	500 000 \$	-- \$
				2001-2002	1 200 000 \$	-- \$
				2002-2003	1 800 000 \$	-- \$
				2003-2004	2 500 000 \$	-- \$
						232 700 \$
						210 000 \$
						156 000 \$
3,2	Assurer un plus grand accès à un système de transport de qualité permettant aux élèves un va et vient d'une durée raisonnable et où ils peuvent communiquer dans leur langue maternelle	a) un plus grand nombre d'élèves inscrits ou désirant s'inscrire à la DSFM ont accès au transport par autobus scolaire avec des parcours qui minimisent le temps passé dans l'autobus b) établissement de nouveaux parcours en milieu rural et urbain c) établissement d'un système de transport scolaire indépendant d'une division scolaire cédante	a) nombre de nouveaux élèves transportés par autobus scolaire b) nombre de parents qui transportent leurs enfants à l'école c) nouveaux trajets d'autobus créés d) établissement d'un système de transport scolaire indépendant d'une division scolaire cédante e) réduction dans la durée moyenne d'un parcours d'autobus	2000-2001	200 000 \$	60 000 \$
				2001-2002	240 000 \$	
				2002-2003	286 000 \$	
				2003-2004	440 000 \$	

ANNEXE 3

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA
SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES A
LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION DANS LA LANGUE DE LA MINORITÉ**

**CONTRIBUTIONS
FÉDÉRALES ET PROVINCIALES**

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES À LA QUALITÉ
DE L'ÉDUCATION DANS LA LANGUE DE LA MINORITÉ
VENTILATION DES CONTRIBUTIONS
1999/2000 TO 2003/2004
(en milliers de dollars)**

	1999/2000	2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004	Total
Contributions du Canada	3,600.0	3,300.0	3,000.0	2,700.0	2,400.0	15,000.0
Contributions du Manitoba						
<i>Contributions supplémentaires</i>	1,000.0	1,400.0	1,800.0	2,200.0	2,600.0	9,000.0
<i>Projets d'immobilisation</i>	0.0	500.0	1,200.0	1,800.0	2,500.0	6,000.0
Contributions totales	4,600.0	5,200.0	6,000.0	6,700.0	7,500.0	30,000.0

MAR 14 2001

**CANADA-MANITOBA SPECIAL AGREEMENT ON INVESTMENT MEASURES
FOR QUALITY EDUCATION IN THE LANGUAGE OF THE MINORITY**

(2000-01 to 2003-04)

**CANADA-MANITOBA SPECIAL AGREEMENT ON INVESTMENT MEASURES
FOR QUALITY EDUCATION IN THE LANGUAGE OF THE MINORITY**

THIS SPECIAL AGREEMENT has been concluded in English and in French on this ____ day of _____, 2001

BETWEEN: **HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF CANADA**, hereinafter referred to as "Canada", represented by the Minister of Canadian Heritage,

AND: **HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHT OF MANITOBA**, hereinafter referred to as "Manitoba", represented by the Minister of Education, Training and Youth.

WHEREAS the *Canadian Constitution*, and more particularly the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, as well as the *Official Languages Act*, recognize that English and French are the official languages of Canada and Canada recognizes its responsibilities and undertakings with respect to those languages;

WHEREAS education is a provincial jurisdiction and it is the responsibility of Manitoba to determine the objectives, define the contents, set the priorities and make the evaluation of its minority-language educational programs;

WHEREAS Section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* recognizes the right of Canadians belonging to the French-language or English-language minority in a province or territory to have their children educated in their own language where numbers warrant;

WHEREAS the Supreme Court of Canada has ruled that Section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* confers upon minority-language parents a right of management and control over the educational facilities in which their children are taught, where numbers warrant;

WHEREAS Manitoba, following extensive public consultations, has established a comprehensive policy for the governance of Francophone schools in the province;

WHEREAS the Legislative Assembly of Manitoba has passed the *Public Schools Amendment (Francophone Schools Governance) Act* to give effect to Manitoba's policy for the governance of Francophone schools;

WHEREAS the Minister of Canadian Heritage is instructed, in accordance with the *Official Languages Act*, to encourage and assist provincial and territorial governments to offer members of the official-language minority communities education in their own language;

WHEREAS Canada and Manitoba have previously implemented a Special Agreement that led to the establishment of Francophone Schools Governance in Manitoba;

WHEREAS Canada has approved a series of special measures designed to further investment in the quality of the educational programs in the language of the minority, to consolidate the network of French-language post-secondary institutions and to promote the learning of the second language;

WHEREAS Manitoba has approved a series of special measures designed to improve the quality of the educational programs in the language of the minority;

NOW THEREFORE, this Agreement witnesses that the parties hereto agree as follows.

1. PURPOSE OF THE SPECIAL AGREEMENT

- 1.1 The purpose of this Agreement is to establish a framework for co-operation between Canada and Manitoba for the purpose of enhancing the quality of the minority-language education programs, pursuant to the Action Plan submitted by the "Division scolaire franco-manitobaine no. 49 (DSFM)" which appears in Schedule 2 to this Agreement.

2. PURPOSE OF THE CONTRIBUTION

- 2.1 Subject to the provisions of Clause 3.1 of this Agreement, Canada agrees to contribute to the additional expenses incurred by Manitoba in order to carry out the activities described in the DSFM's Action Plan (Schedule 2) according to the three objectives described below, namely:

- a) to ensure a quality education for the francophone student population of Manitoba by promoting the development of independent, fulfilled and competent individuals who are sure of their identity and proud of their language and culture;
- b) to establish a community educational project, managed by francophone parents of Manitoba, that reflects the interests and values of the Franco-Manitoban community;
- c) to establish and provide access to a *Français* program in a larger number of communities of rights holders under the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*.

- 2.2 The DSFM's Action Plan appearing in Schedule 2 to this Agreement includes a description of the activities to be undertaken, the desired outcomes and the performance indicators, as well as a proposed breakdown of Canada's and Manitoba's respective contributions.

3. MAXIMUM AMOUNT OF CONTRIBUTION

- 3.1 Subject to the appropriation of funds by Parliament, the maintenance of current and forecasted budgetary levels for the Official Languages in Education Program and the terms and conditions of this Agreement, Canada agrees to contribute to the eligible expenditures made by Manitoba for the implementation of the DSFM's Action Plan (Schedule 2) for the purposes described in Clause 2 of this Agreement, the lesser of fifteen million dollars (\$15,000,000 over five years from April 1999 to March 2004, of which \$3,600,000 was provided in 1999-2000) or 50% of the eligible expenditures made by Manitoba through the DSFM, according to the following schedule:

2000-2001 :	\$3,300,000
2001-2002 :	\$3,000,000
2002-2003 :	\$2,700,000
2003-2004 :	\$2,400,000

- 3.2 Canada and Manitoba recognize that Canada's contribution provided in a particular fiscal year shall be paid to support measures that are implemented during the provincial school year.

- 3.3 Subject to the appropriation of funds by the Legislative Assembly of Manitoba and the maintenance of the current and forecasted budgetary levels of the Department of Education, Training and Youth, Manitoba agrees to contribute to the eligible expenditures incurred under the approved Action Plan (Schedule 2) submitted by the DSFM, in accordance with the following schedule (Manitoba has already provided the DSFM an amount of \$1,000,000 in 1999-2000):

2000-2001 :	\$1,900,000
2001-2002 :	\$3,000,000
2002-2003 :	\$4,000,000
2003-2004 :	\$5,100,000

- 3.4 Manitoba's financial assistance, as per clause 3.3, shall be in addition to the funds normally granted in the context of the Schools Funding Program and to the regular increases pertaining thereto.
- 3.5 The budgeted contribution from Manitoba shall also be in addition to Canada's and Manitoba's contributions under the *Canada-Manitoba Agreement for Minority-Language Education and Second-Language Instruction* or any other similar agreement between Canada and Manitoba regarding French-language education.
- 3.6 The administrative terms and conditions governing the payment of Canada's contribution under this Agreement appear in Schedule 1 to this Agreement.

4. ELIGIBLE EXPENDITURES

- 4.1 For the purposes of this Agreement, the eligible expenditures for each activity listed in Clause 2.1 may include, among others, salaries and benefits, professional fees, administrative fees, costs associated with purchasing or renting essential material and equipment, with producing and acquiring pedagogical materials and with training.

5. BUDGET AND APPROVED ACTIVITIES

- 5.1 Canada and Manitoba agree that the contributions referred to in Clause 3 apply only to the activities described in the DSFM's Action Plan (Schedule 2), in accordance with the federal and provincial budgetary breakdowns (Schedule 3) provided for in this Agreement.

6. PUBLIC INFORMATION

- 6.1 Canada and Manitoba agree that this Agreement and the Schedules thereto shall be made available to all provincial and territorial governments and to the Canadian public.
- 6.2 Manitoba shall make public an annual report on the activities carried out and the results achieved as part of the DSFM's Action Plan (Schedule 2). This report shall be made public in conjunction with the annual report referred to in Clause 1.3 of Schedule A to the *Canada-Manitoba Agreement for minority-language education and second-language instruction*.
- 6.3 Manitoba shall provide the information referred to in Clause 6.2 of this Agreement in the manner it considers to be most appropriate to its particular circumstances. If there is a need, in the opinion of Canada or Manitoba, to clarify the information provided, Canada and Manitoba will hold discussions to do so and to review the pertinence of such information to the needs of Canada.

- 6.4 Manitoba agrees to give recognition of Canada's participation when conducting publicity for all programs and activities for which financial assistance was provided by Canada. For the purpose of this Agreement, publicity includes, without being limited to, news releases, reports of provincial government departments or agencies; and correspondence with educational institutions. Manitoba agrees to provide Canada annually with samples of these different kinds of publicity.

7. DURATION

- 7.1 This Agreement between Manitoba and Canada is valid for the period beginning April 1, 2000 and ending March 31, 2004, and all of the contributions to be paid by Canada pursuant to the provisions of this Agreement shall cover only the activities conducted and the expenditures made by Manitoba during the said period in the carrying out of the DSFM's Action Plan (Schedule 2).

8. AMENDMENT AND TERMINATION

- 8.1 The parties may, by mutual agreement in writing, amend this Agreement or terminate it during the term of the Agreement.
- 8.2 Either party may terminate this Agreement at the end of any fiscal year by giving notice in writing to the other party at least one full fiscal year in advance.
- 8.3 Upon receipt of such a notice as described in Clause 8.2:
- a) no new measure shall be undertaken; and
 - b) the existing measures shall terminate as of the date provided for in this notice and no expenditure shall be made after the date of expiration of the Agreement.

9. EVALUATION

- 9.1 The parties shall meet annually to review progress made under this Agreement and to discuss the results of the activities conducted within its framework. They may agree to invite the representatives of the DSFM to participate in this meeting.
- 9.2 Manitoba agrees to provide to Canada a final detailed report on the activities undertaken within the framework of the DSFM's Action Plan (Schedule 2), including an evaluation of the results achieved. This report shall be submitted by December 31, 2004.

10. CONSULTATIONS

- 10.1 Manitoba will continue to consult in particular the *Division scolaire franco-manitobaine*, whose members are elected, and the interested groups and associations in relation to the educational programs contemplated under this Agreement. Canada, within its field of jurisdiction, proposes to consult the interested associations and groups concerning the programs established under this Agreement.

11. PARTNERSHIP

- 11.1 The parties acknowledge that this Agreement does not constitute an association for the purpose of forming a partnership or joint venture, nor does it create any agency relationship between Canada and Manitoba.

12. MEMBERS OF THE HOUSE OF COMMONS, THE SENATE AND THE LEGISLATIVE ASSEMBLY OF MANITOBA

12.1 No member of the House of Commons, the Senate or the Legislative Assembly of Manitoba may be admitted to any share or part of this Agreement or to any benefit arising therefrom.

13. OFFICIALS AND EMPLOYEES OF THE GOVERNMENT

13.1 No official or employee of the government of Canada may be admitted to any share or part of this Agreement or to any benefit arising therefrom without the consent in writing of the Minister to whom the official or employee reports.

14. LIABILITY OF CANADA

14.1 Canada is not liable for any injury, including fatal injury, or material damage suffered by Manitoba or anyone else as a result of the implementation of this Agreement by Manitoba unless such injuries or damages are attributable to the fault of an employee or agent of the government of Canada in the course of his or her duties.

15. INDEMNIFICATION

15.1 Manitoba shall indemnify Canada and the Minister of Canadian Heritage and their servants or agents and release them from any liability for and against all claims, losses, damages, costs and expenses related to any injury or death of a person, or loss or damage to property caused or alleged to be caused by Manitoba or its servants or agents in carrying out the activities described in this Agreement.

16. COMMUNICATIONS

16.1 Any notice concerning this Agreement intended for Canada shall be sent by mail to the following address:

The Minister of Canadian Heritage
Ottawa, Ontario
K1A 0M5

16.2 Any notice concerning this Agreement intended for Manitoba shall be sent by mail to the following address:

The Minister of Education, Training and Youth
Government of Manitoba
450 Broadway
Room 168, Legislative Building
Winnipeg, Manitoba
R3C 0V8

16.3 Any notice sent in this way shall be deemed to have been received after the time required for a letter to reach its destination under normal circumstances.

17. SCHEDULES

17.1 The Schedules attached hereto are an integral part of this Agreement:

Schedule 1 - Administrative Terms and Conditions;
Schedule 2 - DSFM's Action Plan; and
Schedule 3 - Federal and Provincial Contributions.

IN WITNESS WHEREOF, the parties have executed this Special Agreement on the date inscribed on the first page.

ON BEHALF OF CANADA

ON BEHALF OF MANITOBA

Minister of Canadian Heritage

Minister of Education, Training and Youth

IN THE PRESENCE OF :

IN THE PRESENCE OF :

Witness

Witness

SCHEDULE 1

ADMINISTRATIVE TERMS AND CONDITIONS

1. PAYMENT

1.1 In each fiscal year, Canada agrees to pay to Manitoba the contribution referred to in Clause 3 of this Special Agreement, as follows:

- (a) in the first fiscal year, an initial payment representing about one half (50 per cent) of Canada's contribution, following the signing of this Agreement;
- (b) in each subsequent year, the first payment, representing approximately one-half (50%) of Canada's contribution for that year, will be paid subject to the receipt and acceptance of the updated DSFM's Action Plan (Schedule 2), where necessary, and on the condition that the requirements for the previous payments have been met;
- (c) in each fiscal year of this Agreement, the second payment, which shall not exceed the balance of Canada's contribution for that year, shall be paid following receipt and acceptance:
 - (i) of a final certified financial statement in relation to Canada's contribution to Manitoba for the preceding year, except for the first year of the Agreement;
 - (ii) of an interim certified financial statement demonstrating the actual expenditures made by Manitoba during the period ending January 31 of the current year and the anticipated expenditures to the end of the school year;
 - (iii) of a detailed report on the activities conducted under the DSFM's Action Plan (Schedule 2) in the preceding year, except for the first year of the Agreement.

1.2 In addition to the financial statements referred to in Clause 1.1 of this Schedule, a final certified financial statement demonstrating the actual expenditures made by Manitoba during the fiscal year ending March 31, 2004 shall be submitted to Canada no later than nine months following the end of that fiscal year, i.e. December 31, 2004.

1.3 The amounts payable by Canada to Manitoba pursuant to this Agreement shall be paid within a period of approximately thirty (30) business days following the receipt of the documents referred to in Clause 1.1 of this Schedule, provided that the information submitted in the said documents is consistent with the terms and conditions of

this Agreement and that Manitoba has responded to any questions raised by Canada, where applicable.

2. TRANSFERS

- 2.1 Manitoba may transfer funds among the activities of the DSFM's Action Plan (Schedule 2) with the authorization in writing of Canada, except for capital projects, provided that these transfers do not call into question the achievement of the results set out in the DSFM's Action Plan. Manitoba shall submit the appropriate request to Canada before February 15 of the fiscal year in question.

3. CERTIFIED FINANCIAL STATEMENTS AND ACTIVITY REPORTS

- 3.1 For the purposes of this Agreement, Manitoba will submit financial statements to Canada, certified by a senior program officer and a senior financial officer, who shall be duly authorized by Manitoba and agreed to by Canada.
- 3.2 For the purposes of this Agreement, the financial statements referred to in Clause 1 of this Schedule are detailed statements of all expenditures made by Manitoba in regard to the activities funded within the framework of this Agreement. These financial statements shall be presented in a way that is consistent with the budget of the DSFM's Action Plan (Schedule 2).
- 3.3 The activity reports referred to in Clause 1 of this Schedule shall contain a detailed description of the activities carried out within the framework of the DSFM's Action Plan (Schedule 2) and of the ensuing outcomes.

4. OVERPAYMENT

- 4.1 Should the payments made to Manitoba pursuant to this Agreement exceed the amounts to which Manitoba is entitled, the excess amount shall be returned to Canada. Should the excess amount not be returned, Canada may deduct an equivalent amount from its subsequent contributions to Manitoba.

5. FINANCIAL AUDIT

- 5.1 Canada reserves the right to undertake, or cause to have undertaken, a financial audit of the accounts and records of Manitoba concerning the provisions of this Special Agreement to ensure compliance with the provisions of the Agreement, and Manitoba shall make available to such auditors any records, documents and information that the auditors may require. The scope, coverage and timing of such financial audits shall be determined by Canada and if conducted may be carried out by officials of the Department of Canadian Heritage or their agent(s).
- 5.2 Canada agrees to inform Manitoba of the results of any financial audit and to pay Manitoba, as soon as possible after the audit, any monies that the audit may show to be then due and owing to Manitoba. Manitoba agrees to pay to Canada, on being informed of the results of such financial audit, any monies that the audit may show to be due and owing to Canada.



Division scolaire franco-manitobaine n° 49
"Learning and Growing Together"

CANADA-MANITOBA SPECIAL AGREEMENT ON INVESTMENT MEASURES
FOR QUALITY EDUCATION IN THE LANGUAGE OF THE MINORITY

ACTION PLAN 2000-2004

PREAMBLE

The mandate of the Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) has its origins in section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* of 1982. The decisions of the Supreme Court in *Mahé*, the *Manitoba Reference* and *Arsenault-Cameron* specified the scope of this provision and articulated its underlying vision. Provincial responsibility is defined in section 21 of the *Public Schools Act* as amended in 1993.

Pursuant to section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and the relevant case law, francophone children in Canada have the right to equal results in education.

Schools are the institutions that are most important to the survival of the official language minority, which is itself an actual beneficiary under section 23.

The DSFM presently has 4 480 students in twenty-two schools (22). These schools are scattered over a large geographical area, from La Broquerie in the southeast to St. Lazare in the northwest and from Notre Dame de Lourdes in the southwest to St. Georges in the northeast. The student population that these schools serve is also widely dispersed. The only large concentration of francophone students is in the urban area, where the DSFM has established five (5) elementary schools and one (1) secondary school in St. Boniface/St. Vital to serve the entire francophone population of Winnipeg.

In the last six years, the DSFM has established new programs to better meet the needs of its students. The agreement will defray the supplementary costs related to the advancement of French-language education and the mandate of the DSFM that are not met by the programs currently in place (i.e., the Official Languages in Education Program).

OBJECTIVES

To ensure a quality education for the francophone student population of Manitoba by promoting the development of independent, fulfilled and competent individuals who are sure of their identity and proud of their language and culture.

To establish a community educational project, managed by francophone parents of Manitoba, that reflects the interests and values of the Franco-Manitoban community.

To establish and provide access to a *Français* program in a larger number of communities of rights holders under the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*.

OBJECTIVE

To ensure a quality education for the francophone student population of Manitoba by promoting the development of independent, fulfilled and competent individuals who are sure of their identity and proud of their language and culture

1. DEVELOPMENT OF PROGRAMS AND SUPPORT SERVICES

ACTIONS	EXPECTED RESULTS	INDICATORS OF SUCCESS	REQUIRED FUNDING		
			YEAR	PROVINCIAL	FEDERAL
1.1 Ensure the development and implementation of programming that better meets students' cultural and academic needs, their personal adaptation needs and the need for complementary services in French	a) students have access to more diversified quality programming	a) higher success rate among students	2000-2001	\$692 400	\$2 280 900
	b) students achieve higher results	b) number of programs and services available in French	2001-2002	\$1 004 700	\$1 913 000
	c) better equivalence in terms of results and selection of programs (e.g.: cultural gatherings, distance courses, module-based teaching, alternative program, <i>Phase d'accueil</i> , etc.)	c) number of cultural activities and services available to students	2002-2003	\$1 321 000	\$1 630 000
	d) increased enrolment in the DSFM	d) number of students enrolled in the <i>Phase d'accueil</i>	2003-2004	\$1 485 000	\$1 375 000
	e) high school graduation rate	e) number of students enrolled in the DSFM			
	f) students have access to a quality <i>Phase d'accueil</i>	f) number of graduates from the DSFM			
	g) increase in the amount of instructional material available in French.	g) use of instructional material			
		h) satisfaction of students			
1.2 Establish a full-time kindergarten program in each of the schools of the DSFM	a) language development and level of French further advanced in early childhood	a) better performance in terms of language development and level of French	2000-2001	\$0	\$547 100
	b) smoother integration into the school system as of Grade 1	b) parent satisfaction with the progress of their children	2001-2002	\$0	\$627 000
	c) reduction in the amount of time that a student has to spend in the <i>Phase d'accueil</i>	c) faster integration of <i>Phase d'accueil</i> students into regular classes	2002-2003	\$0	\$670 000
	d) more communities have access to full-time kindergarten	d) increase in the number of classes offering full-time kindergarten	2003-2004	\$0	\$750 000

ACTIONS		EXPECTED RESULTS	PERFORMANCE INDICATORS	FUNDING		
				YEAR	PROVINCIAL	FEDERAL
1.3	Ensure the development and implementation of technical and vocational courses and programs that are currently not available in French	a) students have access to more technical and vocational courses and programs b) decline in the number of students who leave the DSFM to take such courses elsewhere c) students make successful transition to postsecondary education or the labour market	a) number of students who choose these courses b) number of technical and vocational courses available c) number of high school graduates who pursue their postsecondary studies in French	2000-2001	\$100 000	\$144 300
				2001-2002	\$135 300	\$130 000
				2002-2003	\$173 000	\$100 000
				2003-2004	\$255 000	\$45 000

2000-2001	\$792 400	\$2 972 300
2001-2002	\$1 140 000	\$2 670 000
2002-2003	\$1 494 000	\$2 400 000
2003-2004	\$1 740 000	\$2 170 000
TOTALS	\$5 166 400	\$10 212 300

OBJECTIVE

To establish a community educational project, managed by francophone parents of Manitoba, that reflects the interests and values of the Franco-Manitoban community

2. COMMUNITY

ACTIONS		EXPECTED RESULTS	PERFORMANCE INDICATORS	FUNDING		
				YEAR	PROVINCIAL	FEDERAL
2.1	Offer our communities services, programs and gathering places where education, language, culture and community identity intermingle (i.e., nursery school programs, information tours, training for parents, French recovery, day care services, continuing education courses, etc.)	a) children are better able to integrate school with the basic linguistic and cognitive skills necessary to succeed b) all parents are in a position to reinforce their children's experience in preschool and school c) parents' French comprehension is improved	a) increase in the number of community events that take place in our schools b) increase in the number of community services and programs available, as well as in the number of participants c) increase in the number of partnerships established with other groups and/or organizations	2000-2001	\$--	\$95 000
				2001-2002	\$--	\$120 000
				2002-2003	\$--	\$144 000
				2003-2004	\$--	\$170 000
2.2	Ensure an operating system that allows for greater involvement of parents and better communication among elected officials	a) review of the operating system currently in place b) elected officials have access to training that meets the needs of the school board c) a better system of communication and consultation is established d) the roles of all stakeholders are clarified and coordinated	a) satisfaction of elected officials and parents b) communication and consultation tools developed and used c) amount of training material developed and used	2000-2001	\$407 600	\$--
				2001-2002	\$420 000	\$--
				2002-2003	\$420 000	\$--
				2003-2004	\$420 000	\$--

2000-2001	\$407 600	\$95 000
2001-2002	\$420 000	\$120 000
2002-2003	\$420 000	\$144 000
2003-2004	\$420 000	\$170 000
TOTALS	\$1 667 600	\$529 000

OBJECTIF

To establish and provide access to a Français program in a larger number of Communities of rights holders under the Canadian Charter of Rights and Freedoms

3. EDUCATIONAL FACILITIES

ACTIONS		EXPECTED RESULTS	PERFORMANCE INDICATORS	FUNDING					
3.1	Furnish the required educational facilities and ensure the space is developed to meet functional and program needs (classrooms, gymnasium, library, laboratories, etc.)	a) students and teachers have facilities in which they are able to access and deliver the programs offered by the DSFM	a) more students have access to gymnasiums, libraries, laboratories, etc. b) reduction in the amount of school space rented from other school divisions c) staff members and students have access to premises they need when they need them	YEAR	PROVINCIAL	FEDERAL			
				2000-2001	\$500 000	--			
				2001-2002	\$1 200 000\$	--			
				2002-2003	\$1 800 000\$	--			
				2003-2004	\$2 500 000\$	--			
3.2	Ensure greater access to a quality transportation system with reasonable travel time and in which students can communicate in their mother tongue	a) a greater number of students enrolled or wishing to enrol in the DSFM have access to school bus transportation with routes that minimize their travel time b) establishment of new routes in urban and rural areas c) establishment of a school transportation system independent from provider school divisions	a) number of new students transported by school bus b) number of parents who drive their children to school c) new bus routes created d) establishment of a school transportation system independent from provider school divisions e) reduction in the average length of bus routes	2000-2001	\$200 000	\$232 700			
				2001-2002	\$240 000	\$210 000			
				2002-2003	\$286 000	\$156 000			
				2003-2004	\$440 000	\$60 000			
							2000-2001	\$700 000	\$232 700
							2001-2002	\$1 440 000	\$210 000
							2002-2003	\$2 086 000	\$156 000
							2003-2004	\$2 940 000	\$60 000
							TOTALS	\$7 166 000	\$658 700
							2000-2001	\$1 900 000	\$3 300 000
							2001-2002	\$3 000 000	\$3 000 000
							2002-2003	\$4 000 000	\$2 700 000
							2003-2004	\$5 100 000	\$2 400 000
							GRAND TOTALS	\$14 000 000	\$11 400 000

SCHEDULE 3

**CANADA-MANITOBA SPECIAL AGREEMENT ON INVESTMENT MEASURES
FOR QUALITY EDUCATION IN THE LANGUAGE OF THE MINORITY**

**FEDERAL AND PROVINCIAL
CONTRIBUTIONS**

**CANADA-MANITOBA SPECIAL AGREEMENT ON INVESTMENT MEASURES
FOR QUALITY EDUCATION IN THE LANGUAGE OF THE MINORITY
SCHEDULE OF CONTRIBUTIONS
1999/2000 TO 2003/2004
(in thousands of dollars)**

	1999/2000	2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004	Total
Canada's Contribution	3,600.0	3,300.0	3,000.0	2,700.0	2,400.0	15,000.0
Manitoba's Contribution:						
<i>Supplementary Contributions</i>	1,000.0	1,400.0	1,800.0	2,200.0	2,600.0	9,000.0
<i>Capital Projects</i>	0.0	500.0	1,200.0	1,800.0	2,500.0	6,000.0
Total Contributions	4,600.0	5,200.0	6,000.0	6,700.0	7,500.0	30,000.0

Revised 8/3/2001

**CANADA-MANITOBA SPECIAL AGREEMENT ON INVESTMENT MEASURES
FOR QUALITY EDUCATION IN THE LANGUAGE OF THE MINORITY**

(2000-01 to 2003-04)

**CANADA-MANITOBA SPECIAL AGREEMENT ON INVESTMENT MEASURES
FOR QUALITY EDUCATION IN THE LANGUAGE OF THE MINORITY**

THIS SPECIAL AGREEMENT has been concluded in English and in French on this ____ day
of _____, 2001

BETWEEN: **HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHTS OF CANADA**, hereinafter
referred to as "Canada", represented by the Minister of Canadian Heritage,

AND: **HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHTS OF MANITOBA**,
hereinafter referred to as "Manitoba", represented by the Minister of
Education, Training and Youth.

WHEREAS the *Canadian Constitution*, and more particularly the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, as well as the *Official Languages Act*, recognize that English and French are the official languages of Canada and Canada recognizes its responsibilities and undertakings with respect to those languages;

WHEREAS education is a provincial jurisdiction and it is the responsibility of Manitoba to determine the objectives, define the contents, set the priorities and make the evaluation of its minority-language educational programs;

WHEREAS Section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* recognizes the right of Canadians belonging to the French-language or English-language minority in a province or territory to have their children educated in their own language where numbers warrant;

WHEREAS the Supreme Court of Canada has ruled that Section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* confers upon minority-language parents a right of management and control over the educational facilities in which their children are taught, where numbers warrant;

WHEREAS Manitoba, following extensive public consultations, has established a comprehensive policy for the governance of Francophone schools in the province;

WHEREAS the Legislative Assembly of Manitoba has passed the *Public Schools Amendment (Francophone Schools Governance) Act* to give effect to Manitoba's policy for the governance of Francophone schools;

WHEREAS the Minister of Canadian Heritage is instructed, in accordance with the *Official Languages Act*, to encourage and assist provincial and territorial governments to offer members of the official-language minority communities education in their own language;

WHEREAS Canada and Manitoba have previously implemented a Special Agreement that led to the establishment of Francophone Schools Governance in Manitoba;

WHEREAS Canada has approved a series of special measures designed to further investment in the quality of the educational programs in the language of the minority, to consolidate the network of French-language post-secondary institutions and to promote the learning of the second language;

WHEREAS Manitoba has approved a series of special measures designed to improve the quality of the educational programs in the language of the minority;

NOW THEREFORE, this Agreement witnesses that the parties hereto agree as follows.

1. PURPOSE OF THE SPECIAL AGREEMENT

- 1.1 The purpose of this Agreement is to establish a framework for co-operation between Canada and Manitoba for the purpose of enhancing the quality of the minority-language education programs, pursuant to the Action Plan submitted by the "Division scolaire franco-manitobaine no. 49 (DSFM)" which appears in Schedule 2 to this Agreement.

2. PURPOSE OF THE CONTRIBUTION

- 2.1 Subject to the provisions of Clause 3.1 of this Agreement, Canada agrees to contribute to the additional expenses incurred by Manitoba in order to carry out the activities described in the DSFM's Action Plan (Schedule 2) according to the three objectives described below, namely:

- a) ☒ To ensure a quality education for the francophone student population of Manitoba by promoting the development of independent, fulfilled and competent individuals who are sure of their identity and proud of their language and culture;
- b) ☒ To establish a community educational project, managed by francophone parents of Manitoba, that reflects the interests and values of the Franco-Manitoban community;
- c) ☒ To establish and provide access to a *Français* program in a larger number of communities of rights holders under the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*.

- 2.2 The DSFM's Action Plan appearing in Schedule 2 to this Agreement includes a description of the activities to be undertaken, the desired outcomes and the performance indicators, as well as a proposed breakdown of Canada's and Manitoba's respective contributions.

3. MAXIMUM AMOUNT OF CONTRIBUTION

- 3.1 Subject to the appropriation of funds by Parliament, the maintenance of current and forecasted budgetary levels for the Official Languages in Education Program and the terms and conditions of this Agreement, Canada agrees to contribute to the eligible expenditures made by Manitoba for the implementation of the DSFM's Action Plan (Schedule 2) for the purposes described in Clause 2 of this Agreement, the lesser of fifteen million dollars (\$15,000,000 over five years from April 1999 to March 2004, of which \$3,600,000 was provided in 1999-2000) or 50% of the eligible expenditures made by Manitoba through the DSFM, according to the following schedule:

2000-2001 :	\$3,300,000
2001-2002 :	\$3,000,000
2002-2003 :	\$2,700,000
2003-2004 :	\$2,400,000

- 3.2 Canada and Manitoba recognize that Canada's contribution provided in a particular fiscal year shall be paid to support measures that are implemented during the provincial school year.

- 3.3 Subject to the appropriation of funds by the Legislative Assembly of Manitoba and the maintenance of the current and forecasted budgetary levels of the Department of Education, Training and Youth, Manitoba agrees to contribute to the eligible expenditures incurred under the approved Action Plan (Schedule 2) submitted by the DSFM, in accordance with the following schedule (Manitoba has already provided the DSFM an amount of \$1,000,000 in 1999-2000):

2000-2001 :	\$1,900,000
2001-2002 :	\$3,000,000
2002-2003 :	\$4,000,000
2003-2004 :	\$5,100,000

- 3.4 Manitoba's financial assistance, as per clause 3.3, shall be in addition to the funds normally granted in the context of the Schools Funding Program and to the regular increases pertaining thereto.
- 3.5 The budgeted contribution from Manitoba shall also be in addition to Canada's and Manitoba's contributions under the *Canada-Manitoba Agreement for Minority-Language Education and Second-Language Instruction* or any other similar agreement between Canada and Manitoba regarding French-language education.
- 3.6 The administrative terms and conditions governing the payment of Canada's contribution under this Agreement appear in Schedule 1 to this Agreement.

4. ELIGIBLE EXPENDITURES

- 4.1 For the purposes of this Agreement, the eligible expenditures for each activity listed in Clause 2.1 may include, among others, salaries and benefits, professional fees, administrative fees, costs associated with purchasing or renting essential material and equipment, with producing and acquiring pedagogical materials and with training.

5. BUDGET AND APPROVED ACTIVITIES

- 5.1 Canada and Manitoba agree that the contributions referred to in Clause 3 apply only to the activities described in the DSFM's Action Plan (Schedule 2), in accordance with the federal and provincial budgetary breakdowns (Schedule 3) provided for in this Agreement.

6. PUBLIC INFORMATION

- 6.1 Canada and Manitoba agree that this Agreement and the Schedules thereto shall be made available to all provincial and territorial governments and to the Canadian public.
- 6.2 Manitoba shall make public an annual report on the activities carried out and the results achieved as part of the DSFM's Action Plan (Schedule 2). This report shall be made public in conjunction with the annual report referred to in Clause 1.3 of Schedule A to the *Canada-Manitoba Agreement for minority-language education and second-language instruction*.
- 6.3 Manitoba shall provide the information referred to in Clause 6.2 of this Agreement in the manner it considers to be most appropriate to its particular circumstances. If there is a need, in the opinion of Canada or Manitoba, to clarify the information provided, Canada and Manitoba will hold discussions to do so and to review the pertinence of such information to the needs of Canada.

- 6.4 Manitoba agrees to give recognition of Canada's participation when conducting publicity for all programs and activities for which financial assistance was provided by Canada. For the purpose of this Agreement, publicity includes, without being limited to, news releases, reports of provincial government departments or agencies; and correspondence with educational institutions. Manitoba agrees to provide Canada annually with samples of these different kinds of publicity.

7. DURATION

- 7.1 This Agreement between Manitoba and Canada is valid for the period beginning April 1, 2000 and ending March 31, 2004, and all of the contributions to be paid by Canada pursuant to the provisions of this Agreement shall cover only the activities conducted and the expenditures made by Manitoba during the said period in the carrying out of the DSFM's Action Plan (Schedule 2).

8. AMENDMENT AND TERMINATION

- 8.1 The parties may, by mutual agreement in writing, amend this Agreement or terminate it during the term of the Agreement.
- 8.2 Either party may terminate this Agreement at the end of any fiscal year by giving notice in writing to the other party at least one full fiscal year in advance.
- 8.3 Upon receipt of such a notice as described in Clause 8.2:
- a) no new measure shall be undertaken; and
 - b) the existing measures shall terminate as of the date provided for in this notice and no expenditure shall be made after the date of expiration of the Agreement.

9. EVALUATION

- 9.1 The parties shall meet annually to review progress made under this Agreement and to discuss the results of the activities conducted within its framework. They may agree to invite the representatives of the DSFM to participate in this meeting.
- 9.2 Manitoba agrees to provide to Canada a final detailed report on the activities undertaken within the framework of the DSFM's Action Plan (Schedule 2), including an evaluation of the results achieved. This report shall be submitted by December 31, 2004.

10. CONSULTATIONS

- 10.1 Manitoba will continue to consult in particular the *Division scolaire franco-manitobaine*, whose members are elected, and the interested groups and associations in relation to the educational programs contemplated under this Agreement. Canada, within its field of jurisdiction, proposes to consult the interested associations and groups concerning the programs established under this Agreement.

11. PARTNERSHIP

- 11.1 The parties acknowledge that this Agreement does not constitute an association for the purpose of forming a partnership or joint venture, nor does it create any agency relationship between Canada and Manitoba.

12. MEMBERS OF THE HOUSE OF COMMONS, THE SENATE AND THE LEGISLATIVE ASSEMBLY OF MANITOBA

12.1 No member of the House of Commons, the Senate or the Legislative Assembly of Manitoba may be admitted to any share or part of this Agreement or to any benefit arising therefrom.

13. OFFICIALS AND EMPLOYEES OF THE GOVERNMENT

13.1 No official or employee of *the government of* Canada may be admitted to any share or part of this Agreement or to any benefit arising therefrom without the consent in writing of the Minister to whom the official or employee reports.

14. LIABILITY OF CANADA

14.1 Canada is not liable for any injury, including fatal injury, or material damage suffered by Manitoba or anyone else as a result of the implementation of this Agreement by Manitoba unless such injuries or damages are attributable to the fault of an employee or agent of Canada in the course of his or her duties.

15. INDEMNIFICATION

15.1 Manitoba shall indemnify Canada and the Minister of Canadian Heritage and their servants or agents and release them from any liability for and against all claims, losses, damages, costs and expenses related to any injury or death of a person, or loss or damage to property caused or alleged to be caused by Manitoba or its servants or agents in carrying out the activities described in this Agreement.

16. COMMUNICATIONS

16.1 Any notice concerning this Agreement intended for Canada shall be sent by mail to the following address:

The Minister of Canadian Heritage
Ottawa, Ontario
K1A 0M5

16.2 Any notice concerning this Agreement intended for Manitoba shall be sent by mail to the following address:

The Minister of Education, Training and Youth
Government of Manitoba
450 Broadway
Room 168, Legislative Building
Winnipeg, Manitoba
R3C 0V8

16.3 Any notice sent in this way shall be deemed to have been received after the time required for a letter to reach its destination under normal circumstances.

17. SCHEDULES

17.1 The Schedules attached hereto are an integral part of this Agreement:

Schedule 1 - Administrative Terms and Conditions;
Schedule 2 - DSFM's Action Plan; and
Schedule 3 - Federal and Provincial Contributions.

IN WITNESS WHEREOF, the parties have executed this Special Agreement on the date inscribed on the first page.

ON BEHALF OF CANADA

ON BEHALF OF MANITOBA

Minister of Canadian Heritage

Minister of Education, training and Youth

IN THE PRESENCE OF :

IN THE PRESENCE OF :

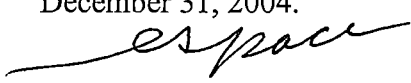
Witness

Witness

SCHEDULE 1

ADMINISTRATIVE TERMS AND CONDITIONS

1. PAYMENT

- 1.1 In each fiscal year, Canada agrees to pay to Manitoba the contribution referred to in Clause 3 of this Special Agreement, as follows:
- (a) in the first fiscal year, an initial payment representing about one half (50 per cent) of Canada's contribution, following the signing of this Agreement;
 - (b) in each subsequent year, the first payment, representing approximately one-half (50%) of Canada's contribution for that year, will be paid subject to the receipt and acceptance of the updated DSFM's Action Plan (Schedule 2), where necessary, and on the condition that the requirements for the previous payments have been met;
 - (c) in each fiscal year of this Agreement, the second payment, which shall not exceed the balance of Canada's contribution for that year, shall be paid following receipt and acceptance:
 - (i) of a final certified financial statement in relation to Canada's contribution to Manitoba for the preceding year, except for the first year of the Agreement;
 - (ii) of an interim certified financial statement demonstrating the actual expenditures made by Manitoba during the period ending January 31 of the current year and the anticipated expenditures to the end of the school year;
 - (iii) of a detailed report on the activities conducted under the DSFM's Action Plan (Schedule 2) in the preceding year, except for the first year of the Agreement.
- 1.2 In addition to the financial statements referred to in Clause 1.1 of this Schedule, a final certified financial statement demonstrating the actual expenditures made by Manitoba during the fiscal year ending March 31, 2004 shall be submitted to Canada no later than nine months following the end of that fiscal year, i.e. December 31, 2004.
- 
- 1.3 The amounts payable by Canada to Manitoba pursuant to this Agreement shall be paid within a period of approximately thirty (30) business days following the receipt of the documents referred to in Clause 1.1 of this Schedule, provided that the information submitted in the said documents is consistent with the terms and conditions of this Agreement and that Manitoba has responded to any questions raised by Canada, where applicable.

2. TRANSFERS

- 2.1 Manitoba may transfer funds among the activities of the DSFM's Action Plan (Schedule 2) with the authorization in writing of Canada, except for capital projects, provided that these transfers do not call into question the achievement of the results set out in the DSFM's Action Plan. Manitoba shall submit the appropriate request to Canada before February 15 of the fiscal year in question.

3. CERTIFIED FINANCIAL STATEMENTS AND ACTIVITY REPORTS

- 3.1 For the purposes of this Agreement, Manitoba will submit financial statements to Canada, certified by a senior program officer and a senior financial officer, who shall be duly authorized by Manitoba and agreed to by Canada.
- 3.2 For the purposes of this Agreement, the financial statements referred to in Clause 1 of this Schedule are detailed statements of all expenditures made by Manitoba in regard to the activities funded within the framework of this Agreement. These financial statements shall be presented in a way that is consistent with the budget of the DSFM's Action Plan (Schedule 2).
- 3.3 The activity reports referred to in Clause 1 of this Schedule shall contain a detailed description of the activities carried out within the framework of the DSFM's Action Plan (Schedule 2) and of the ensuing outcomes.

4. OVERPAYMENT

- 4.1 Should the payments made to Manitoba pursuant to this Agreement exceed the amounts to which Manitoba is entitled, the excess amount shall be returned to Canada. Should the excess amount not be returned, Canada may deduct an equivalent amount from its subsequent contributions to Manitoba.

5. FINANCIAL AUDIT

- 5.1 Canada reserves the right to undertake, or cause to have undertaken, a financial audit of the accounts and records of Manitoba concerning the provisions of this Special Agreement to ensure compliance with the provisions of the Agreement, and Manitoba shall make available to such auditors any records, documents and information that the auditors may require. The scope, coverage and timing of such financial audits shall be determined by Canada and if conducted may be carried out by officials of the Department of Canadian Heritage or their agent(s).
- 5.2 Canada agrees to inform Manitoba of the results of any financial audit and to pay Manitoba, as soon as possible after the audit, any monies that the audit may show to be then due and owing to Manitoba. Manitoba agrees to pay to Canada, on being informed of the results of such financial audit, any monies that the audit may show to be due and owing to Canada.



Division scolaire franco-manitobaine n° 49
"Learning and Growing Together"

CANADA-MANITOBA SPECIAL AGREEMENT ON INVESTMENT MEASURES
FOR QUALITY EDUCATION IN THE LANGUAGE OF THE MINORITY

ACTION PLAN 2000-2004

PREAMBLE

The mandate of the Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) has its origins in section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* of 1982. The decisions of the Supreme Court in *Mahé*, the *Manitoba Reference* and *Arsenault-Cameron* specified the scope of this provision and articulated its underlying vision. Provincial responsibility is defined in section 21 of the *Public Schools Act* as amended in 1993.

Pursuant to section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and the relevant case law, francophone children in Canada have the right to equal results in education.

Schools are the institutions that are most important to the survival of the official language minority, which is itself an actual beneficiary under section 23.

The DSFM presently has 4 480 students in twenty-two schools (22). These schools are scattered over a large geographical area, from La Broquerie in the southeast to St. Lazare in the northwest and from Notre Dame de Lourdes in the southwest to St. Georges in the northeast. The student population that these schools serve is also widely dispersed. The only large concentration of francophone students is in the urban area, where the DSFM has established five (5) elementary schools and one (1) secondary school in St. Boniface/St. Vital to serve the entire francophone population of Winnipeg.

In the last six years, the DSFM has established new programs to better meet the needs of its students. The agreement will defray the supplementary costs related to the advancement of French-language education and the mandate of the DSFM that are not met by the programs currently in place (i.e., the OFFICIAL Languages in Education Programs).

OBJECTIVES

To ensure a quality education for the francophone student population of Manitoba by promoting the development of independent, fulfilled and competent individuals who are sure of their identity and proud of their language and culture.

To establish a community educational project, managed by francophone parents of Manitoba, that reflects the interests and values of the Franco-Manitoban community.

To establish and provide access to a *Français* program in a larger number of communities of rights holders under the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*.

OBJECTIVE

To ensure a quality education for the francophone student population of Manitoba by promoting the development Of independent, fulfilled and competent individuals who are sure of their identity and proud of their language and culture

1. DEVELOPMENT OF PROGRAMS AND SUPPORT SERVICES

ACTIONS	EXPECTED RESULTS	INDICATORS OF SUCCESS	REQUIRED FUNDING		
			YEAR	PROVINCIAL	FEDERAL
1.1 Ensure the development and implementation of programming that better meets students' cultural and academic needs, their personal adaptation needs and the need for complementary services in French	a) students have access to more diversified quality programming	a) higher success rate among students	2000-2001	\$692 400	\$2 280 900
	b) students achieve higher results	b) number of programs and services available in French	2001-2002	\$1 004 700	\$1 913 000
	c) better equivalence in terms of results and selection of programs (e.g.: cultural gatherings, distance courses, module-based teaching, alternative program, <i>Phase d'accueil</i> , etc.)	c) number of cultural activities and services available to students	2002-2003	\$1 321 000	\$1 630 000
	d) increased enrolment in the DSFM	d) number of students enrolled in the <i>Phase d'accueil</i>	2003-2004	\$1 485 000	\$1 375 000
	e) high school graduation rate	e) number of students enrolled in the DSFM			
	f) students have access to a quality <i>Phase d'accueil</i>	f) number of graduates from the DSFM			
	g) increase in the amount of instructional material available in French.	g) use of instructional material			
		h) satisfaction of students			
1.2 Establish a full-time kindergarten program in each of the schools of the DSFM	a) language development and level of French further advanced in early childhood	a) better performance in terms of language development and level of French	2000-2001	\$0	\$547 100
	b) smoother integration into the school system as of Grade 1	b) parent satisfaction with the progress of their children	2001-2002	\$0	\$627 000
	c) reduction in the amount of time that a student has to spend in the <i>Phase d'accueil</i>	c) faster integration of <i>Phase d'accueil</i> students into regular classes	2002-2003	\$0	\$670 000
	d) more communities have access to full-time kindergarten	d) increase in the number of classes offering full-time kindergarten	2003-2004	\$0	\$750 000

ACTIONS		EXPECTED RESULTS	PERFORMANCE INDICATORS	FUNDING		
1.3	Ensure the development and implementation of technical and vocational courses and programs that are currently not available in French	a) students have access to more technical and vocational courses and programs b) decline in the number of students who leave the DSFM to take such courses elsewhere c) students make successful transition to postsecondary education or the labour market	a) number of students who choose these courses b) number of technical and vocational courses available c) number of high school graduates who pursue their postsecondary studies in French	YEAR	PROVINCIAL	FEDERAL
				2000-2001	\$100 000	\$144 300
				2001-2002	\$135 300	\$130 000
				2002-2003	\$173 000	\$100 000
				2003-2004	\$255 000	\$45 000

TOTALS	2000-2001	\$792 400	\$2 972 300
	2001-2002	\$1 140 000	\$2 670 000
	2002-2003	\$1 494 000	\$2 400 000
	2003-2004	\$1 740 000	\$2 170 000

OBJECTIVE

To establish a community educational project, managed by francophone parents of Manitoba, that reflects the interests and values of the Franco-Manitoban community

2. COMMUNITY

ACTIONS	EXPECTED RESULTS	PERFORMANCE INDICATORS	FUNDING		
			YEAR	PROVINCIAL	FEDERAL
2.1 Offer our communities services, programs and gathering places where education, language, culture and community identity intermingle (i.e., nursery school programs, information tours, training for parents, French recovery, day care services, continuing education courses, etc.)	a) children are better able to integrate school with the basic linguistic and cognitive skills necessary to succeed b) all parents are in a position to reinforce their children's experience in preschool and school c) parents' French comprehension is improved	a) increase in the number of community events that take place in our schools b) increase in the number of community services and programs available, as well as in the number of participants c) increase in the number of partnerships established with other groups and/or organizations	2000-2001	\$--	\$95 000
			2001-2002	\$--	\$120 000
			2002-2003	\$--	\$144 000
			2003-2004	\$--	\$170 000
2.2 Ensure an operating system that allows for greater involvement of parents and better communication among elected officials	a) review of the operating system currently in place b) elected officials have access to training that meets the needs of the school board c) a better system of communication and consultation is established d) the roles of all stakeholders are clarified and coordinated	a) satisfaction of elected officials and parents b) communication and consultation tools developed and used c) amount of training material developed and used	2000-2001	\$407 600	\$--
			2001-2002	\$420 000	\$--
			2002-2003	\$420 000	\$--
			2003-2004	\$420 000	\$--

TOTALS	2000-2001	\$407 600	\$95 000
	2001-2002	\$420 000	\$120 000
	2002-2003	\$420 000	\$144 000
	2003-2004	\$420 000	\$170 000

OBJECTIF

To establish and provide access to a Français program in a larger number of Communities of rights holders under the Canadian Charter of Rights and Freedoms

3. EDUCATIONAL FACILITIES

ACTIONS		EXPECTED RESULTS		PERFORMANCE INDICATORS		FUNDING					
						YEAR	PROVINCIAL	FEDERAL			
3.1	Furnish the required educational facilities and ensure the space is developed to meet functional and program needs (classrooms, gymnasium, library, laboratories, etc.)	a) students and teachers have facilities in which they are able to access and deliver the programs offered by the DSFM	a) more students have access to gymnasiums, libraries, laboratories, etc. b) reduction in the amount of school space rented from other school divisions c) staff members and students have access to premises they need when they need them	2000-2001		\$500 000	--				
				2001-2002		\$1 200 000\$	--				
				2002-2003		\$1 800 000\$	--				
				2003-2004		\$2 500 000\$	--				
3.2	Ensure greater access to a quality transportation system with reasonable travel time and in which students can communicate in their mother tongue	a) a greater number of students enrolled or wishing to enrol in the DSFM have access to school bus transportation with routes that minimize their travel time b) establishment of new routes in urban and rural areas c) establishment of a school transportation system independent from provider school divisions	a) number of new students transported by school bus b) number of parents who drive their children to school c) new bus routes created d) establishment of a school transportation system independent from provider school divisions e) reduction in the average length of bus routes	2000-2001		\$200 000	\$232 700				
				2001-2002		\$240 000	\$210 000				
				2002-2003		\$286 000	\$156 000				
				2003-2004		\$440 000	\$60 000				
								TOTALS	2000-2001	\$700 000	\$232 700
									2001-2002	\$1 440 000	\$210 000
									2002-2003	\$2 086 000	\$156 000
									2003-2004	\$2 940 000	\$60 000
								GRAND TOTALS	2000-2001	\$1 900 000	3 300 000
									2001-2002	\$3 000 000	3 000 000
									2002-2003	4 000 000	2 700 000
									2003-2004	5 100 000	2 400 000
										14 000 000	11 400 000

SCHEDULE 3

**CANADA-MANITOBA SPECIAL AGREEMENT ON INVESTMENT MEASURES
FOR QUALITY EDUCATION IN THE LANGUAGE OF THE MINORITY**

**FEDERAL AND PROVINCIAL
CONTRIBUTIONS**

**CANADA-MANITOBA SPECIAL AGREEMENT ON INVESTMENT MEASURES
FOR QUALITY EDUCATION IN THE LANGUAGE OF THE MINORITY
SCHEDULE OF CONTRIBUTIONS
1999/2000 TO 2003/2004
(in thousands of dollars)**

	1999/2000	2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004	Total
Canada's Contribution	3,600.0	3,300.0	3,000.0	2,700.0	2,400.0	15,000.0
Manitoba's Contribution:						
Support Already Committed	750.0	750.0	750.0	750.0	750.0	3,750.0
Other Support:						
Basic cash contribution	250.0	650.0	1,050.0	1,450.0	1,850.0	5,250.0
Capital Projects	0.0	500.0	1,200.0	1,800.0	2,500.0	6,000.0
	1,000.0	1,900.0	3,000.0	4,000.0	5,100.0	15,000.0
Total Contributions	4,600.0	5,200.0	6,000.0	6,700.0	7,500.0	30,000.0

*From this
suggestions: Souvenir ou contributions
supplémentaire stable*

Bence 8/3/00

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA
SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES À
LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION DANS LA LANGUE DE LA MINORITÉ**

(2000-2001 à 2003-2004)

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA
SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES À
LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION DANS LA LANGUE DE LA MINORITÉ**

LA PRÉSENTE ENTENTE SPÉCIALE a été conclue en français et en anglais ce ____^e jour
de _____ 2001

ENTRE : **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA**, ci-après appelée
 «Canada», représentée par la ministre du Patrimoine canadien,

ET : **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU MANITOBA**, ci-après appelée
 «Manitoba», représentée par le ministre de l'Éducation, de la Formation
 professionnelle et de la Jeunesse.

ATTENDU QUE la *Constitution du Canada* et plus particulièrement la *Charte canadienne des droits et libertés* ainsi que la *Loi sur les langues officielles* reconnaissent que le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada et que le Canada reconnaît ses responsabilités et engagements envers celles-ci;

ATTENDU QUE l'éducation est de compétence provinciale et qu'il revient au Manitoba de déterminer les objectifs, de définir les contenus, de fixer les priorités et de faire l'évaluation de ses programmes d'éducation dans la langue de la minorité;

ATTENDU QUE l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* reconnaît le droit des Canadiennes et des Canadiens appartenant à la minorité de langue française ou de langue anglaise dans une province ou un territoire de faire instruire leurs enfants dans leur propre langue là où le nombre le justifie;

ATTENDU QUE la Cour Suprême du Canada a statué que l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* confère aux parents appartenant à la minorité linguistique un droit de gestion et de contrôle à l'égard des établissements d'enseignement où leurs enfants se font instruire, lorsque le nombre le justifie;

ATTENDU QUE le Manitoba, après une série de consultations publiques approfondies, a établi une politique globale pour la gestion des écoles françaises de la province;

ATTENDU QUE l'Assemblée législative du Manitoba a adopté la *Loi modifiant la Loi sur les écoles publiques (Gestion des écoles françaises)* à l'égard de la politique du Manitoba sur la gestion des écoles françaises;

ATTENDU QUE la ministre du Patrimoine canadien est chargée, conformément à la *Loi sur les langues officielles*, d'encourager et d'aider les gouvernements provinciaux et territoriaux à offrir aux membres des communautés minoritaires de langue officielle l'instruction dans leur propre langue;

ATTENDU QUE le Canada et le Manitoba ont antérieurement mis en œuvre une entente spéciale qui a mené à l'établissement de la gestion des écoles françaises au Manitoba;

ATTENDU QUE le Canada a approuvé une série de mesures spéciales destinées à investir, davantage dans la qualité des programmes d'éducation dans la langue de la minorité, à consolider le réseau d'établissements postsecondaires de langue française et à promouvoir l'apprentissage de la langue seconde;

ATTENDU QUE le Manitoba a approuvé une série de mesures spéciales destinées à améliorer la qualité des programmes d'éducation dans la langue de la minorité;

spéciale
EN CONSÉQUENCE, la présente entente atteste que les parties aux présentes conviennent des modalités ci-après.

1. OBJET DE L'ENTENTE

- 1.1 La présente entente *spéciale* a pour objet d'établir un cadre de collaboration entre le Canada et le Manitoba en vue d'améliorer la qualité des programmes d'éducation dans la langue de la minorité, conformément au plan d'action de la Division scolaire franco-manitobaine n° 49 (DSFM) figurant à l'Annexe 2 de la présente entente.

2. OBJET DE LA CONTRIBUTION

- 2.1 Sous réserve des dispositions du *paragraphe* ~~clause~~ 3.1 de la présente entente, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses supplémentaires faites par le Manitoba pour réaliser les activités décrites dans le plan d'action de la DSFM (Annexe 2) selon les trois objectifs ci-dessous mentionnés, c'est-à-dire:

- a) Assurer une formation de qualité à la population estudiantine francophone du Manitoba en promouvant le développement de personnes autonomes, épanouies, compétentes, sûres de leur identité, fières de leur langue et de leur culture.
- b) Etablir un projet éducatif communautaire, géré par les parents francophones du Manitoba, et qui reflète les intérêts et les valeurs du milieu franco-manitobain.
- c) Etablir et assurer un accès à un programme français dans un plus grand nombre de communautés d'ayants droit selon la Charte canadienne des droits et libertés. *italique*

- 2.2 Le plan d'action de la DSFM qui figure à l'Annexe 2 de la présente entente *spéciale* comprend la description des activités à entreprendre, des résultats visés et des indicateurs de rendement ainsi que la ventilation proposée de la contribution du Canada et de celle du Manitoba.

3. MONTANT MAXIMAL DE LA CONTRIBUTION

- 3.1 Sous réserve de l'affectation des crédits par le Parlement, du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du Programme des langues officielles dans l'enseignement et des modalités et conditions de la présente entente, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses admissibles faites par le Manitoba à travers la DSFM pour mettre en œuvre le plan d'action de la DSFM (Annexe 2) aux fins décrites à l'article 2 de la présente entente, le moindre de quinze millions de dollars (15 000 000 \$ sur cinq ans, soit du mois d'avril 1999 au mois de mars 2004, et dont 3 600 000 \$ ont été versés en 1999-2000) ou 50 p. cent du total des dépenses admissibles engagées par le Manitoba à travers la DSFM, selon la répartition ci-après.

2000-2001 :	3 300 000 \$
2001-2002 :	3 000 000 \$
2002-2003 :	2 700 000 \$
2003-2004 :	2 400 000 \$

- 3.2 Le Canada et le Manitoba reconnaissent que la contribution du Canada offerte au cours d'un exercice financier donné sera versée à l'appui des activités qui seront réalisées au cours de l'année scolaire provinciale.

- 3.3 Sous réserve de l'affectation des crédits par l'Assemblée législative du Manitoba et du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du ministère de l'Éducation, de la Formation professionnelle et de la Jeunesse, le Manitoba s'engage à contribuer aux dépenses admissibles faites aux termes du plan d'action approuvé de la DSFM (Annexe 2), selon la répartition ci-après (le Manitoba a déjà versé un montant de 1 000 000 \$ à la DSFM en 1999-2000).

2000-2001 : 1 900 000 \$
2001-2002 : 3 000 000 \$
2002-2003 : 4 000 000 \$
2003-2004 : 5 100 000 \$

- 3.4 L'aide financière prévue par le Manitoba, aux termes ~~de la~~ ^{du} ~~clause~~ ^{paragraphe} 3.3, est en sus des fonds normalement octroyés dans le cadre du Programme de financement des écoles et en sus des augmentations régulières s'y rattachant.
- 3.5 La contribution prévue du Manitoba doit également être en sus des contributions du Canada et du Manitoba dans le cadre de l'*Entente Canada-Manitoba relative à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde* et de toute autre entente semblable entre le Canada et le Manitoba dans le domaine de l'enseignement en français.
- 3.6 Les modalités administratives régissant le paiement de la contribution du Canada aux termes de la présente entente figurent à l'Annexe 1 de la présente entente.

4. DÉPENSES ADMISSIBLES

- 4.1 Aux fins de la présente entente, les dépenses admissibles pour chacune des activités énumérées ~~à la clause 2.1~~ ^{au paragraphe} pourront comprendre, entre autres, les salaires et avantages sociaux, les honoraires professionnels, les frais d'administration, les dépenses liées à l'achat ou à la location de matériel et d'équipement essentiels, à l'acquisition et à la production de matériel pédagogique ainsi qu'à la formation.

5. BUDGET ET ACTIVITÉS APPROUVÉS

- 5.1 Le Canada et le Manitoba conviennent que les contributions mentionnées à l'article 3 s'appliquent uniquement aux activités décrites dans le plan d'action de la DSFM (Annexe 2), selon la ventilation budgétaire fédérale et provinciale (Annexe 3) prévue dans la présente entente.

6. INFORMATION DU PUBLIC

- 6.1 Le Canada et le Manitoba conviennent que la présente entente et ses annexes seront mises à la disposition de tous les gouvernements provinciaux et territoriaux et du public canadien.
- 6.2 Le Manitoba rendra public chaque année un rapport sur les activités réalisées et les résultats atteints dans le cadre du plan d'action de la DSFM (Annexe 2). Ce rapport sera publié conjointement avec le rapport annuel prévu ~~à la clause 1.3~~ ^{au paragraphe} de l'Annexe A de l'*Entente Canada-Manitoba relative à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde*.
- 6.3 Le Manitoba présentera les renseignements mentionnés ~~à la clause 6.2~~ ^{au paragraphe} de la présente entente de la façon qu'il juge comme étant la plus conforme à sa situation propre. Si, de l'avis du Canada ou du Manitoba, il y a lieu de clarifier l'information présentée, le Canada et le Manitoba tiendront des discussions dans ce but et aussi dans le but de déterminer la pertinence des éclaircissements demandés par rapport aux besoins du Canada.

- 6.4 Le Manitoba accepte de mentionner les contributions du Canada dans toute la publicité qu'il fera sur les programmes et activités pour lesquels le Canada aura fourni une contribution financière dans le cadre de la présente entente. Aux fins de la présente entente, la publicité comprend notamment, sans toutefois s'y limiter : les communiqués, les rapports de ministères ou d'organismes provinciaux, et la correspondance adressée à des établissements d'enseignement. Le Manitoba accepte de fournir chaque année au Canada des échantillons de ces divers types de publicité.

7. DURÉE

- 7.1 La présente entente lie le Manitoba et le Canada pour la période commençant le 1^{er} avril 2000 et se terminant le 31 mars 2004, et toutes les contributions devant être versées par le Canada en conformité avec les dispositions de la présente entente ne visent que les activités réalisées et les dépenses faites par le Manitoba au cours de ladite période dans l'exécution du plan d'action de la DSFM (Annexe 2).

8. MODIFICATION OU CESSATION

- 8.1 Les parties peuvent, d'un commun accord écrit, modifier la présente entente ou y mettre fin pendant la durée de celle-ci.
- 8.2 L'une ou l'autre des parties peut mettre fin à la présente entente au terme de n'importe quel exercice financier, en donnant avis écrit à l'autre partie au moins un exercice financier complet à l'avance.
- 8.3 Sur réception de l'avis décrit à la clause 8.2 :
- a) aucune nouvelle activité ne doit être entreprise;
 - b) les activités existantes doivent se terminer à la date prévue dans l'avis et aucune dépense ne doit être faite après la date d'expiration de l'entente.

9. ÉVALUATION

- 9.1 Chaque année, les parties se rencontreront pour faire le point sur la présente entente et pour discuter des résultats des activités menées dans le cadre de celle-ci. Elles pourront convenir d'inviter les représentants de la DSFM à participer à cette rencontre.
- 9.2 Le Manitoba convient de fournir au Canada un rapport final détaillé sur les activités réalisées dans le cadre du plan d'action de la DSFM (Annexe 2), y compris une évaluation des résultats atteints. Ce rapport doit être fourni au plus tard le 31 décembre 2004.

10. CONSULTATIONS

- 10.1 Le Manitoba continuera de consulter en particulier la Division scolaire franco-manitobaine, dont les membres sont élus, et les groupes et associations intéressés relativement aux activités prévues dans la présente entente. Le Canada, dans son champ de compétence, se propose de consulter les associations et les groupes intéressés quant aux activités mises en place dans le cadre de la présente entente.

11. PARTENARIAT

- 11.1 Les parties reconnaissent que la présente entente ne constitue pas une association en vue de former une société ou une co-entreprise, ni ne crée de relation de mandataires entre le Canada et le Manitoba.

12. MEMBRES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, DU SÉNAT ET DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU MANITOBA

- 12.1 Aucun membre de la Chambre des communes, du Sénat et de l'Assemblée législative du Manitoba ne peut prendre part à la présente entente ou en tirer quelque avantage que ce soit.

13. FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT

- 13.1 Aucun fonctionnaire ou employé du gouvernement du Canada n'est admis à être partie à la présente entente ni à participer à aucun des bénéfices qui en proviennent sans le consentement écrit du ministre de qui relève le fonctionnaire ou l'employé.

14. RESPONSABILITÉ DU CANADA

- 14.1 Le Canada ne répond ni des blessures, même mortelles, ni des dommages matériels subis par le Manitoba ou qui que ce soit d'autre, à l'occasion de l'exécution de la présente entente par le Manitoba, à moins que ces blessures ou dommages ne soient imputables à une faute commise par un employé ou agent du gouvernement du Canada dans l'exercice de ses fonctions.

15. INDEMNISATION

- 15.1 Le Manitoba devra indemniser le Canada et la ministre du Patrimoine canadien ainsi que leurs employés ou mandataires et les dégager de toute responsabilité pour les réclamations, pertes, dommages, frais et dépenses découlant d'une blessure ou d'un décès ou encore pour les pertes ou dommages à la propriété attribuables ou présumés attribuables au Manitoba ou à ses employés ou mandataires dans l'exercice des activités décrites dans la présente entente.

16. COMMUNICATIONS

- 16.1 Toute communication destinée au Canada concernant la présente entente doit être envoyée par courrier à l'adresse suivante :

Ministre du Patrimoine canadien
Ottawa (Ontario)
K1A 0M5

- 16.2 Toute communication destinée au Manitoba concernant la présente entente doit être envoyée par courrier à l'adresse suivante :

Ministre de l'Éducation, de la Formation professionnelle
et de la Jeunesse
Gouvernement du Manitoba
450 ~~de~~ Broadway
Bureau 168, Édifice législatif
Winnipeg (Manitoba)
R3C 0V8

- 16.3 Toute communication ainsi envoyée sera réputée avoir été reçue après le délai nécessaire à une lettre pour parvenir, dans des circonstances normales, à destination.

17.

ANNEXES

17.1 Les annexes ci-jointes font partie intégrante de la présente entente:

- Annexe 1 - Modalités administratives;
- Annexe 2 - Plan d'action de la DSFM; et
- Annexe 3 - Contributions fédérales et provinciales.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente entente spéciale à la date inscrite à la première page.

AU NOM DU CANADA

AU NOM DU MANITOBA

Ministre du Patrimoine canadien

Ministre de l'Éducation, de la Formation
professionnelle et de la Jeunesse

EN PRÉSENCE DE :

EN PRÉSENCE DE :

Témoin

Témoin

ANNEXE 1

MODALITÉS ADMINISTRATIVES

1. MODALITÉS DE PAIEMENT

- 1.1 Pour chacun des exercices financiers, le Canada s'engage à verser au Manitoba la contribution mentionnée à l'article 3 de la présente entente spéciale de la façon suivante :
- a) pour le premier exercice financier, un premier paiement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada sera versé après la signature de la présente entente;
 - b) pour chaque exercice subséquent, le premier paiement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada pour cet exercice sera versé sous réserve de la réception et de l'acceptation du plan d'action de la DSFM (Annexe 2) mis à jour, le cas échéant, et à condition que les exigences pour les versements précédents aient été remplies;
 - c) pour chaque exercice de la présente entente, le deuxième paiement, n'excédant pas le solde de la contribution du Canada pour cet exercice financier, sera versé après la réception et l'acceptation :
 - (i) d'un état financier final certifié relatif à la contribution du Canada au Manitoba, pour l'exercice précédent, sauf la première année de l'entente;
 - (ii) d'un état financier provisoire certifié démontrant les dépenses réelles faites par le Manitoba durant la période se terminant le 31 janvier de l'exercice courant et les dépenses prévues jusqu'à la fin de l'année scolaire;
 - (iii) d'un rapport détaillé sur les activités réalisées l'année précédente dans le cadre du plan d'action de la DSFM (Annexe 2), sauf la première année de l'entente.
- 1.2 En plus des états financiers visés ^{au paragraphe} à la clause 1.1 de la présente annexe, un état financier final certifié démontrant les dépenses réelles faites par le Manitoba durant l'exercice financier se terminant le 31 mars 2004 devra être présenté au Canada au plus tard neuf mois après la fin de cet exercice financier, c'est-à-dire le 31 décembre 2004.
- 1.3 Les montants à payer par le Canada au Manitoba conformément à la présente entente seront effectués dans un délai approximatif de trente (30) jours ouvrables suivant la réception des documents visés ^{au paragraphe} à la clause 1.1 de la présente annexe, à condition que les renseignements présentés dans lesdits documents soient conformes aux modalités de la présente entente et que le Manitoba ait donné suite aux questions soulevées par le Canada, le cas échéant.

2. TRANSFERTS

- 2.1 Le Manitoba pourra transférer des fonds entre les activités du plan d'action de la DSFM (Annexe 2) avec l'autorisation écrite du Canada, à l'exception des projets d'immobilisation, dans la mesure où ces transferts ne remettent pas en question l'atteinte des résultats prévus dans le plan d'action de la DSFM. Le Manitoba devra présenter une demande pour tout transfert au Patrimoine canadien avant le 15 février de l'exercice financier visé.

ANNEXE 1

3. ÉTATS FINANCIERS CERTIFIÉS ET RAPPORTS D'ACTIVITÉS

- 3.1 Aux fins de la présente entente, le Manitoba présentera au Canada des états financiers certifiés par un agent principal de programme et par un agent principal des finances. Ces derniers auront été dûment autorisés par le Manitoba et agréés par le Canada.
- 3.2 Aux fins de la présente entente, les états financiers visés à l'article 1 de la présente annexe sont des états détaillés de toutes les dépenses faites par le Manitoba à l'égard des activités financées dans le cadre de la présente entente. Ces états financiers seront présentés de façon conforme au budget du plan d'action de la DSFM (Annexe 2).
- 3.3 Les rapports visés à l'article 1 de la présente annexe doivent contenir une description détaillée des activités réalisées et des résultats atteints dans le cadre du plan d'action de la DSFM (Annexe 2).

4. EXCÉDENT

- 4.1 Si les paiements versés au Manitoba conformément à la présente entente dépassent les montants auxquels le Manitoba a droit, la somme excédentaire devra être remise au Canada. Si la somme excédentaire n'a pas été remise, le Canada pourra déduire d'un montant équivalent ses contributions ultérieures au Manitoba.

5. VÉRIFICATION FINANCIÈRE

- 5.1 Le Canada se réserve le droit de vérifier ou de faire vérifier les comptes et registres du Manitoba relatifs aux dispositions de la présente entente afin de s'assurer du respect de ces dispositions, et le Manitoba accepte de mettre à la disposition des vérificateurs tout registre, document ou renseignement dont ceux-ci pourraient avoir besoin. La portée et l'étendue des vérifications financières, et le moment choisi pour les entreprendre, seront fixés par le Canada et, le cas échéant, ces vérifications pourront être menées par des fonctionnaires du ministère du Patrimoine canadien ou par leurs agents.
- 5.2 Le Canada accepte d'informer le Manitoba des résultats de toute vérification financière et de verser au Manitoba, le plus tôt possible après la vérification financière, toute somme d'argent qui pourrait, selon la vérification, s'avérer due par lui au Manitoba. Le Manitoba accepte de verser au Canada, sur la foi des résultats de la vérification financière, toute somme d'argent qui pourrait s'avérer due par lui au Canada.



Division scolaire franco-manitobaine n° 49
« Apprendre et grandir ensemble »

ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA
SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES À
LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION DANS LA LANGUE DE LA MINORITÉ

PLAN D'ACTION 2000-2004

PRÉAMBULE

Le mandat de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) trouve ses racines dans l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés de 1982. Des jugements de la Cour suprême du Canada, le jugement Mahé, le Renvoi manitobain et l'arrêt Arseneault-Cameron en ont précisé les dimensions et formulé la vision. La responsabilité provinciale s'articule dans l'article 21 de la Loi sur les écoles publiques telle qu'amendée en 1993.

En vertu de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés et de la jurisprudence, les enfants francophones du Canada ont droit à l'égalité des résultats en éducation.

L'école est l'institution la plus importante pour la survie de la minorité linguistique officielle, qui elle-même est un véritable bénéficiaire en vertu de l'article 23.

La Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) regroupe présentement vingt-deux (22) écoles qui accueillent 4 480 élèves. Ces écoles sont éparpillées sur un large territoire géographique à partir de La Broquerie au sud-est à Saint-Lazare au nord-ouest et de Notre-Dame-de-Lourdes au sud-ouest à Saint-Georges au nord-est. La clientèle scolaire desservie par ces écoles est elle-même dispersée sur un large territoire. La seule concentration importante de clientèle francophone se trouve dans la région urbaine où la DSFM a établi cinq (5) écoles élémentaires et une (1) école secondaire, toutes situées à Saint-Boniface/Saint-Vital pour desservir toute la population francophone de Winnipeg.

Depuis les six dernières années, la DSFM a établi de nouveaux programmes pour mieux répondre aux besoins de ses élèves. L'entente viendra défrayer les coûts supplémentaires reliés à l'avancement de l'éducation en français et au mandat de la DSFM qui ne sont pas rencontrés par des programmes actuellement en place (i.e. Programme des langues officielles dans l'enseignement).

OBJECTIFS

Assurer une formation de qualité à la population estudiantine francophone du Manitoba en promouvant le développement de personnes autonomes, épanouies, compétentes, sûres de leur identité, fières de leur langue et de leur culture.

Établir un projet éducatif communautaire, géré par les parents francophones du Manitoba, et qui reflète les intérêts et les valeurs du milieu franco-manitobain.

Établir et assurer un accès à un programme français dans un plus grand nombre de communautés d'ayants droit selon la Charte canadienne des droits et libertés.

OBJECTIF

Assurer une formation de qualité à la population estudiantine francophone du Manitoba en promouvant le développement de personnes autonomes, épanouies, compétentes, sûres de leur identité, fières de leur langue et de leur culture

1. DÉVELOPPEMENT DE PROGRAMMES ET SERVICES D'APPUI

ACTIONS	RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE RENDEMENT	RESSOURCES FINANCIÈRES		
			ANNÉE	PROVINCIAL	FÉDÉRAL
1,1 Assurer le développement et la mise en œuvre d'une programmation qui répond mieux aux besoins des élèves dans le domaine culturel, dans le domaine académique, de l'adaptation personnelle et scolaire et des services complémentaires en français	a) les élèves ont accès à une programmation plus variée et de qualité	a) taux de réussite plus élevé chez les élèves	2000-2001	692 400 \$	2 280 900 \$
	b) augmentation des résultats obtenus par les élèves	b) nombre de programmes et de services offerts en français	2001-2002	1 004 700 \$	1 913 000 \$
	c) d'assurer une meilleure équivalence au niveau des résultats et du choix de programmes (exemples : rassemblements culturels, cours à distance, classe modulaire, programme alternatif, phase d'accueil, etc.)	c) nombre d'activités et de services culturels disponibles aux élèves	2002-2003	1 321 000 \$	1 630 000 \$
	d) accroissement des inscriptions d'élèves à la DSFM	d) nombre d'élèves inscrits dans la phase d'accueil	2003-2004	1 485 000 \$	1 375 000 \$
	e) taux d'élèves obtenant le diplôme d'études secondaires	e) nombre d'élèves inscrits à la DSFM			
	f) les élèves ont accès à une phase d'accueil de qualité	f) nombre d'élèves diplômés de la DSFM			
	g) augmentation du montant de matériel pédagogique et didactique disponible en français	g) utilisation du matériel pédagogique et didactique			
		h) satisfaction des élèves			
1,2 Établir le programme de maternelle à temps plein dans chacune des écoles de la DSFM	a) le développement langagier et de la francisation de nos élèves en jeune enfance est accru	a) meilleur rendement aux niveaux langagiers et de la francisation	2000-2001	0 \$	547 100 \$
	b) meilleure intégration dans le système scolaire dès la première année	b) satisfaction des parents vis-à-vis le progrès de leurs enfants	2001-2002	0 \$	627 000 \$
	c) réduction du temps qu'un élève doit passer en phase d'accueil	c) intégration plus rapide des élèves de la phase d'accueil en classes régulières	2002-2003	0 \$	670 000 \$
	d) plus de communautés auront accès à la maternelle à temps plein	d) augmentation du nombre de classes offrant une maternelle à temps plein	2003-2004	0 \$	750 000 \$

ACTIONS	RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE RENDEMENT	RESSOURCES FINANCIÈRES		
			ANNÉE	PROVINCIAL	FÉDÉRAL
1,3 Assurer le développement et la mise en œuvre des cours et programmes dans le domaine des études professionnelles et technologiques qui ne sont présentement pas disponibles en français	a) les élèves ont accès à plus de cours et de programmes dans le domaine des études professionnelles et technologiques b) diminution du nombre d'élèves qui quittent la DSFM pour suivre ailleurs des cours dans ce domaine c) transition avec succès des élèves à l'éducation postsecondaire ou au marché du travail	a) nombre d'élèves qui choisissent ces cours b) nombre de cours vocationnels et technologiques disponibles c) nombre d'élèves diplômés qui poursuivent leurs études postsecondaires en français	2000-2001	100 000 \$	144 300 \$
			2001-2002	135 300 \$	130 000 \$
			2002-2003	173 000 \$	100 000 \$
			2003-2004	255 000 \$	45 000 \$

TOTAUX	2000-2001	792 400 \$	2 972 300 \$
	2001-2002	1 140 000 \$	2 670 000 \$
	2002-2003	1 494 000 \$	2 400 000 \$
	2003-2004	1 740 000 \$	2 170 000 \$

5166400 10 212 300
ok
fait 15 398 700
13/03/01

OBJECTIF

Établir un projet éducatif communautaire, géré par les parents francophones du Manitoba, et qui reflète les intérêts et les valeurs du milieu franco-manitobain.

2. COMMUNAUTAIRE

ACTIONS	RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE RENDEMENT	RESSOURCES FINANCIÈRES		
			ANNÉE	PROVINCIAL	FÉDÉRAL
2,1 Offrir à nos communautés des services, des programmes et des lieux de rassemblement où s'entremêlent l'éducation, la langue, la culture et l'identité de la communauté (i.e. programmes de pré-maternelles, tournées d'information, formations pour parents, re-francisation, services de garderies, cours d'éducation permanente, etc.)	a) l'enfant peut arriver à mieux intégrer l'école avec les bases langagières et cognitives requises pour réussir b) tous les parents sont en mesure d'appuyer le vécu préscolaire et scolaire de leurs enfants c) la compréhension du français chez les parents est améliorée	a) augmentation du nombre d'événements communautaires qui se passent dans nos écoles b) augmentation du nombre de programmes et services communautaires offerts ainsi que du nombre de participants c) augmentation du nombre de partenariats établis avec d'autres groupes et/ou organismes	2000-2001	-- \$	95 000 \$
			2001-2002	-- \$	120 000 \$
			2002-2003	-- \$	144 000 \$
			2003-2004	-- \$	170 000 \$
2,2 Assurer un système de fonctionnement qui permet une implication accrue des parents et une meilleure communication entre élu.e.s	a) révision du système de fonctionnement présentement en place b) les élu.e.s ont accès à une formation qui répond aux besoins de la commission scolaire c) un meilleur système de communication et de consultation est établi d) les rôles de tous les intervenants sont clarifiés et harmonisés	a) satisfaction des élu.e.s et des parents b) outils de communication et de consultations développés et utilisés c) montant de matériel de formation développé et utilisé	2000-2001	407 600 \$	-- \$
			2001-2002	420 000 \$	-- \$
			2002-2003	420 000 \$	-- \$
			2003-2004	420 000 \$	-- \$

TOTAUX	2000-2001	407 600 \$	95 000 \$
	2001-2002	420 000 \$	120 000 \$
	2002-2003	420 000 \$	144 000 \$
	2003-2004	420 000 \$	170 000 \$

166 7600 529 500

OK 2196 600

OBJECTIF

Établir et assurer un accès à un programme français dans un plus grand nombre de communautés d'ayants droit selon la Charte canadienne des droits et libertés

3. ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

ACTIONS		RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE RENDEMENT	RESSOURCES FINANCIÈRES				
				ANNÉE	PROVINCIAL	FÉDÉRAL		
3,1	Fournir des installations scolaires requises et assurer l'aménagement des écoles en ce qui a trait à des fonctions et programmes d'une école (salles de classe, gymnase, bibliothèque, laboratoires, etc.)	a) les élèves et les enseignant.e.s ont accès à des installations leur permettant d'accéder et de livrer les programmes offerts par la DSFM	a) plus d'élèves ont accès à des gymnases, des bibliothèques, des laboratoires, etc.	2000-2001	500 000 \$	-- \$		
			b) réduction du montant d'espaces scolaires loués de d'autres divisions scolaires	2001-2002	1 200 000\$	-- \$		
			c) les membres du personnel et les élèves ont accès aux locaux dont ils ont besoin quand ils en ont besoin	2002-2003	1 800 000\$	-- \$		
				2003-2004	2 500 000\$	-- \$		
3,2	Assurer un plus grand accès à un système de transport de qualité permettant aux élèves un va et vient d'une durée raisonnable et où ils peuvent communiquer dans leur langue maternelle	a) un plus grand nombre d'élèves inscrits ou désirant s'inscrire à la DSFM ont accès au transport par autobus scolaire avec des parcours qui minimisent le temps passé dans l'autobus b) établissement de nouveaux parcours en milieu rural et urbain c) établissement d'un système de transport scolaire indépendant d'une division scolaire cédante	a) nombre de nouveaux élèves transportés par autobus scolaire	2000-2001	200 000 \$	232 700 \$		
			b) nombre de parents qui transportent leurs enfants à l'école	2001-2002	240 000 \$	210 000 \$		
				2002-2003	286 000 \$	156 000 \$		
				2003-2004	440 000 \$	60 000 \$		
			c) nouveaux trajets d'autobus créés					
			d) établissement d'un système de transport scolaire indépendant d'une division scolaire cédante					
			e) réduction dans la durée moyenne d'un parcours d'autobus					
			TOTAUX			2000-2001	700 000 \$	232 700 \$
						2001-2002	1 440 000 \$	210 000 \$
						2002-2003	2 086 000 \$	156 000 \$
			2003-2004	2 940 000 \$	60 000 \$			
				7 166 000	658 700			
GRANDS TOTAUX			2000-2001	1 900 000 \$	3 300 000 \$			
			2001-2002	3 000 000 \$	3 000 000 \$			
			2002-2003	4 000 000 \$	2 700 000 \$			
			2003-2004	5 100 000 \$	2 400 000 \$			
				14 000 000 \$	11 400 000 \$			

ANNEXE 3

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA
SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES A
LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION DANS LA LANGUE DE LA MINORITÉ**

**CONTRIBUTIONS
FÉDÉRALES ET PROVINCIALES**

Manitoba**Éducation
et Formation
professionnelle****Bureau de l'éducation française****Édifice Robert-Fletcher
1181 avenue Portage
local 509
Winnipeg MB R3G 0T3
CANADA****Téléphone : (204) 945-6916
Télécopieur : (204) 945-1625
Courriel : bef@minet.gov.mb.ca****Le 5 mars 2001****Monsieur Hilaire Lemoine
Directeur général
Programmes d'appui aux langues officielles
15 rue Eddy
Hull (Québec)
K1A 0M5****Monsieur Lemoine,**

Vous trouverez ci-joint les versions française et anglaise du Plan d'action révisé de la Division scolaire franco-manitobaine n° 49 (DSFM) faisant partie intégrale de l' *Entente spéciale entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Manitoba sur des mesures d'investissement relatives à la qualité de l'éducation dans la langue de la minorité*. Les textes en question ont fait l'objet des révisions demandées à la fois par le Canada et le Manitoba.

Compte tenu de la date tardive et de l'échéance incontournable pour le Manitoba de la fin du présent exercice financier au 31 mars 2001, je vous remercie à l'avance de bien vouloir expédier dans les plus brefs délais l'approbation et la signature de l'Entente proposée.

Je vous prie d'agréer, monsieur Lemoine, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le Sous-ministre adjoint,

Guy L. Roy**/ht****Pièce jointe : Entente**

Manitoba

Education and Training

*JS**Micheline Guilbeault*
JS

BORDEREAU DE TRANSMISSION PAR TÉLÉCOPIEUR / FACSIMILE TRANSMISSION COVER SHEET

DATE: le 6 mars 2001

DESTINATAIRE/TO:

Nom/Name: Nicolas LemoineBureau/Office: PatrimoineCanadienN° de téléphone/Phone N°: (819) 994-0943N° de télécopieur/Fax N°: (819) 953-9353

EXPÉDITEUR/FROM:

Nom/Name: Guy RoyBureau/Office: Bureau de l'éducation française
Local 509, 1181 avenue Portage
Winnipeg MB R3G 0T3

N° de téléphone/Phone N°: (204) 945-6928

N° de télécopieur/Fax N°: (204) 948-2994

NOMBRE TOTAL DE PAGES (Y COMPRIS CELLE-CI)/TOTAL NUMBER OF PAGES (INCLUDING THIS ONE)..... 2L'ORIGINAL À SUIVRE/ORIGINAL TO FOLLOW..... NON/NO ☐ OUI/YES ☒

COMMENTAIRES/REMARKS:

Documents suivis par courriel.C. Micheline Guilbeault

La présente communication est destinée à la personne ou au bureau ci-haut mentionné et pourrait contenir des renseignements confidentiels qui font, en vertu de la loi, l'objet d'une dispense en matière de communication. Si vous recevez cette communication par erreur, veuillez téléphoner l'expéditeur ou l'opérateur immédiatement.

This fax transmission is intended for the use of the individual or office noted above, and may contain information that is private, confidential, and exempt from disclosure under law. If you received this transmission in error, please notify the sender or operator immediately by telephone.



"Trudel, Huguette (EDU)" <HTrudel@edu.gov.mb.ca> le 03/05/2001 01:38:08 PM







E. Trudel
Entente

Pour : Micheline Guilbeault/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc : "Grimard, Henri E (EDU)" <HGrimard@edu.gov.mb.ca>, "Roy, Guy (EDU)"
<GRoy@edu.gov.mb.ca>, "Genest, Raymond (EDU)" <RGenest@edu.gov.mb.ca>
Objet : Entente spéciale Canada-Manitoba

Bonjour,
Tel que prévu, au nom d'Henri Grimard, je te fais parvenir les textes finals (versions française et anglaise) de l'Entente spéciale Canada-Manitoba sur des mesures d'investissement relatives à la qualité de l'éducation dans la langue de la minorité. Également ci-joint, les versions française et anglaise du Plan d'action révisé de la Division scolaire franco-manitobaine no. 49 (Annexe 2) et des Contributions fédérales-provinciales (Annexe 3). Tel que déjà mentionné, nous espérons pouvoir conclure cette entente dans les plus brefs délais. Merci.

<<entspec.final.2001.doc>> <<specagreem.final2001.doc>> <<Action Plan 2000-2004_final.DOC>> <<Plan_daction_.final2001.doc>>

<<Schedule of cont.2001.xls>> <<Tableau des contributions 27fév011.xls>>

-  - entspec.final.2001.doc
-  - specagreem.final2001.doc
-  - Action Plan 2000-2004_final.DOC
-  - Plan_daction_.final2001.doc
-  - Schedule of cont.2001.xls
-  - Tableau des contributions 27fév011.xls

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA
SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES À
LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION DANS LA LANGUE DE LA MINORITÉ**

(2000-2001 à 2003-2004)

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA
SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES À
LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION DANS LA LANGUE DE LA MINORITÉ**

LA PRÉSENTE ENTENTE SPÉCIALE a été conclue en français et en anglais ce ____^e jour
de _____ 2001 *3 juillet*

ENTRE : SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA, ci-après appelée
«Canada», représentée par la ministre du Patrimoine canadien,

ET : SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU MANITOBA, ci-après appelée
«Manitoba», représentée par le ministre de l'Éducation, de la Formation
professionnelle et de la Jeunesse.

3 juillet
ATTENDU QUE la *Constitution du Canada* et plus particulièrement la *Charte canadienne des droits et libertés* ainsi que la *Loi sur les langues officielles* reconnaissent que le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada et que le Canada reconnaît ses responsabilités et engagements envers celles-ci;

ATTENDU QUE l'éducation est de compétence provinciale et qu'il revient au Manitoba de déterminer les objectifs, de définir les contenus, de fixer les priorités et de faire l'évaluation de ses programmes d'éducation dans la langue de la minorité;

ATTENDU QUE l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* reconnaît le droit des Canadiennes et des Canadiens appartenant à la minorité de langue française ou de langue anglaise dans une province ou un territoire de faire instruire leurs enfants dans leur propre langue là où le nombre le justifie;

ATTENDU QUE la Cour Suprême du Canada a statué que l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* confère aux parents appartenant à la minorité linguistique un droit de gestion et de contrôle à l'égard des établissements d'enseignement où leurs enfants se font instruire, lorsque le nombre le justifie;

ATTENDU QUE le Manitoba, après une série de consultations publiques approfondies, a établi une politique globale pour la gestion des écoles françaises de la province;

ATTENDU QUE l'Assemblée législative du Manitoba a adopté la Loi modifiant la *Loi sur les écoles publiques (Gestion des écoles françaises)* à l'égard de la politique du Manitoba sur la gestion des écoles françaises;

ATTENDU QUE la ministre du Patrimoine canadien est chargée, conformément à la *Loi sur les langues officielles*, d'encourager et d'aider les gouvernements provinciaux et territoriaux à offrir aux membres des communautés minoritaires de langue officielle l'instruction dans leur propre langue;

ATTENDU QUE le Canada et le Manitoba ont antérieurement mis en œuvre une entente spéciale qui a mené à l'établissement de la gestion des écoles françaises au Manitoba;

ATTENDU QUE le Canada a approuvé une série de mesures spéciales destinées à investir davantage dans la qualité des programmes d'éducation dans la langue de la minorité, à consolider le réseau d'établissements postsecondaires de langue française et à promouvoir l'apprentissage de la langue seconde;

ATTENDU QUE le Manitoba a approuvé une série de mesures spéciales destinées à améliorer la qualité des programmes d'éducation dans la langue de la minorité;

EN CONSÉQUENCE, la présente entente atteste que les parties aux présentes conviennent des modalités ci-après.

1. OBJET DE L'ENTENTE

- 1.1 La présente entente a pour objet d'établir un cadre de collaboration entre le Canada et le Manitoba en vue d'améliorer la qualité des programmes d'éducation dans la langue de la minorité, conformément au plan d'action de la Division scolaire franco-manitobaine n° 49 (DSFM) figurant à l'Annexe 2 de la présente entente.

2. OBJET DE LA CONTRIBUTION

- 2.1 Sous réserve des dispositions du clause 3.1 de la présente entente, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses supplémentaires faites par le Manitoba pour réaliser les activités décrites dans le plan d'action de la DSFM (Annexe 2) selon les trois objectifs ci-dessous mentionnés, c'est-à-dire:
- a) Assurer une formation de qualité à la population estudiantine francophone du Manitoba en promouvant le développement de personnes autonomes, épanouies, compétentes, sûres de leur identité, fières de leur langue et de leur culture.
 - b) Établir un projet éducatif communautaire, géré par les parents francophones du Manitoba, et qui reflète les intérêts et les valeurs du milieu franco-manitobain.
 - c) Établir et assurer un accès à un programme français dans un plus grand nombre de communautés d'ayants droit selon la Charte canadienne des droits et libertés.
- 2.2 Le plan d'action de la DSFM qui figure à l'Annexe 2 de la présente entente comprend la description des activités à entreprendre, des résultats visés et des indicateurs de rendement ainsi que la ventilation proposée de la contribution du Canada et de celle du Manitoba.

3. MONTANT MAXIMAL DE LA CONTRIBUTION

- 3.1 Sous réserve de l'affectation des crédits par le Parlement, du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du Programme des langues officielles dans l'enseignement et des modalités et conditions de la présente entente, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses admissibles faites par le Manitoba à travers la DSFM pour mettre en œuvre le plan d'action de la DSFM (Annexe 2) aux fins décrites à l'article 2 de la présente entente, le moindre de quinze millions de dollars (15 000 000 \$ sur cinq ans, soit du mois d'avril 1999 au mois de mars 2004, et dont 3 600 000 \$ ont été versés en 1999-2000) ou 50 p. cent du total des dépenses admissibles engagées par le Manitoba à travers la DSFM, selon la répartition ci-après.

2000-2001 :	3 300 000 \$
2001-2002 :	3 000 000 \$
2002-2003 :	2 700 000 \$
2003-2004 :	2 400 000 \$

- 3.2 Le Canada et le Manitoba reconnaissent que la contribution du Canada offerte au cours d'un exercice financier donné sera versée à l'appui des activités qui seront réalisées au cours de l'année scolaire provinciale.
- 3.3 Sous réserve de l'affectation des crédits par l'Assemblée législative du Manitoba et du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du ministère de l'Éducation, de la Formation professionnelle et de la Jeunesse, le Manitoba s'engage à contribuer aux dépenses admissibles faites aux termes du plan d'action approuvé de la DSFM (Annexe 2), selon la répartition ci-après (le Manitoba a déjà versé un montant de 1 000 000 \$ à la DSFM en 1999-2000).

2000-2001 : 1 900 000 \$
2001-2002 : 3 000 000 \$
2002-2003 : 4 000 000 \$
2003-2004 : 5 100 000 \$

- 3.4 L'aide financière prévue par le Manitoba, aux termes du clause 3.3, est en sus des fonds normalement octroyés dans le cadre du Programme de financement des écoles et en sus des augmentations régulières s'y rattachant.
- 3.5 La contribution prévue du Manitoba doit également être en sus des contributions du Canada et du Manitoba dans le cadre de l'*Entente Canada-Manitoba relative à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde* et de toute autre entente semblable entre le Canada et le Manitoba dans le domaine de l'enseignement en français.
- 3.6 Les modalités administratives régissant le paiement de la contribution du Canada aux termes de la présente entente figurent à l'Annexe 1 de la présente entente.

4. DÉPENSES ADMISSIBLES

- 4.1 Aux fins de la présente entente, les dépenses admissibles pour chacune des activités énumérées à la clause 2.1 pourront comprendre, entre autres, les salaires et avantages sociaux, les honoraires professionnels, les frais d'administration, les dépenses liées à l'achat ou à la location de matériel et d'équipement essentiels, à l'acquisition et à la production de matériel pédagogique ainsi qu'à la formation.

5. BUDGET ET ACTIVITÉS APPROUVÉS

- 5.1 Le Canada et le Manitoba conviennent que les contributions mentionnées à l'article 3 s'appliquent uniquement aux activités décrites dans le plan d'action de la DSFM (Annexe 2), selon la ventilation budgétaire fédérale et provinciale (Annexe 3) prévue dans la présente entente.

6. INFORMATION DU PUBLIC

- 6.1 Le Canada et le Manitoba conviennent que la présente entente et ses annexes seront mises à la disposition de tous les gouvernements provinciaux et territoriaux et du public canadien.
- 6.2 Le Manitoba rendra public chaque année un rapport sur les activités réalisées et les résultats atteints dans le cadre du plan d'action de la DSFM (Annexe 2). Ce rapport sera publié conjointement avec le rapport annuel prévu à la clause 1.3 de l'Annexe A de l'*Entente Canada-Manitoba relative à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde*.
- 6.3 Le Manitoba présentera les renseignements mentionnés à la clause 6.2 de la présente entente de la façon qu'il juge comme étant la plus conforme à sa situation propre. Si, de l'avis du Canada ou du Manitoba, il y a lieu de clarifier l'information présentée, le Canada et le Manitoba tiendront des discussions dans ce but et aussi dans le but de déterminer la pertinence des éclaircissements demandés par rapport aux besoins du Canada.
- 6.4 Le Manitoba accepte de mentionner les contributions du Canada dans toute la publicité qu'il fera sur les programmes et activités pour lesquels le Canada aura fourni une contribution financière dans le cadre de la présente entente. Aux fins de la présente entente, la publicité comprend notamment, sans toutefois s'y limiter : les communiqués, les rapports de ministères ou d'organismes provinciaux, et la correspondance adressée à des établissements d'enseignement. Le Manitoba accepte de fournir chaque année au Canada des échantillons de ces divers types de publicité.

7. DURÉE

- 7.1 La présente entente lie le Manitoba et le Canada pour la période commençant le 1^{er} avril 2000 et se terminant le 31 mars 2004, et toutes les contributions devant être versées par le Canada en conformité avec les dispositions de la présente entente ne visent que les activités réalisées et les dépenses faites par le Manitoba au cours de ladite période dans l'exécution du plan d'action de la DSFM (Annexe 2).

8. MODIFICATION OU CESSATION

- 8.1 Les parties peuvent, d'un commun accord écrit, modifier la présente entente ou y mettre fin pendant la durée de celle-ci.
- 8.2 L'une ou l'autre des parties peut mettre fin à la présente entente au terme de n'importe quel exercice financier, en donnant avis écrit à l'autre partie au moins un exercice financier complet à l'avance.
- 8.3 Sur réception de l'avis décrit à la clause 8.2 :
- a) aucune nouvelle activité ne doit être entreprise;
 - b) les activités existantes doivent se terminer à la date prévue dans l'avis et aucune dépense ne doit être faite après la date d'expiration de l'entente.

9. ÉVALUATION

- 9.1 Chaque année, les parties se rencontreront pour faire le point sur la présente entente et pour discuter des résultats des activités menées dans le cadre de celle-ci. Elles pourront convenir d'inviter les représentants de la DSFM à participer à cette rencontre.
- 9.2 Le Manitoba convient de fournir au Canada un rapport final détaillé sur les activités réalisées dans le cadre du plan d'action de la DSFM (Annexe 2), y compris une évaluation des résultats atteints. Ce rapport doit être fourni au plus tard le 31 décembre 2004.

10. CONSULTATIONS

- 10.1 Le Manitoba continuera de consulter en particulier la Division scolaire franco-manitobaine, dont les membres sont élus, et les groupes et associations intéressés relativement aux activités prévues dans la présente entente. Le Canada, dans son champ de compétence, se propose de consulter les associations et les groupes intéressés quant aux activités mises en place dans le cadre de la présente entente.

11. PARTENARIAT

- 11.1 Les parties reconnaissent que la présente entente ne constitue pas une association en vue de former une société ou une co-entreprise, ni ne crée de relation de mandataires entre le Canada et le Manitoba.

12. MEMBRES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, DU SÉNAT ET DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU MANITOBA

- 12.1 Aucun membre de la Chambre des communes, du Sénat et de l'Assemblée législative du Manitoba ne peut prendre part à la présente entente ou en tirer quelque avantage que ce soit.

13. FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT

- 13.1 Aucun fonctionnaire ou employé du gouvernement du Canada n'est admis à être partie à la présente entente ni à participer à aucun des bénéfices qui en proviennent sans le consentement écrit du ministre de qui relève le fonctionnaire ou l'employé.

14. RESPONSABILITÉ DU CANADA

- 14.1 Le Canada ne répond ni des blessures, même mortelles, ni des dommages matériels subis par le Manitoba ou qui que ce soit d'autre, à l'occasion de l'exécution de la présente entente par le Manitoba, à moins que ces blessures ou dommages ne soient imputables à une faute commise par un employé ou agent du gouvernement du Canada dans l'exercice de ses fonctions.

15. INDEMNISATION

- 15.1 Le Manitoba devra indemniser le Canada et la ministre du Patrimoine canadien ainsi que leurs employés ou mandataires et les dégager de toute responsabilité pour les réclamations, pertes, dommages, frais et dépenses découlant d'une blessure ou d'un décès ou encore pour les pertes ou dommages à la propriété attribuables ou présumés attribuables au Manitoba ou à ses employés ou mandataires dans l'exercice des activités décrites dans la présente entente.

16. COMMUNICATIONS

- 16.1 Toute communication destinée au Canada concernant la présente entente doit être envoyée par courrier à l'adresse suivante :

Ministre du Patrimoine canadien
Ottawa (Ontario)
K1A 0M5

- 16.2 Toute communication destinée au Manitoba concernant la présente entente doit être envoyée par courrier à l'adresse suivante :

Ministre de l'Éducation, de la Formation professionnelle
et de la Jeunesse
Gouvernement du Manitoba
450, rue Broadway
Bureau 168, Édifice législatif
Winnipeg (Manitoba)
R3C 0V8

- 16.3 Toute communication ainsi envoyée sera réputée avoir été reçue après le délai nécessaire à une lettre pour parvenir, dans des circonstances normales, à destination.

17. ANNEXES

- 17.1 Les annexes ci-jointes font partie intégrante de la présente entente :

Annexe 1 - Modalités administratives;
Annexe 2 - Plan d'action de la DSFM; et
Annexe 3 - Contributions fédérales et provinciales.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente entente spéciale à la date inscrite à la première page.

AU NOM DU CANADA

Ministre du Patrimoine canadien

EN PRÉSENCE DE :

Témoin

AU NOM DU MANITOBA

_____ *Leptons*

Ministre de l'Éducation, de la Formation
professionnelle et de la Jeunesse

EN PRÉSENCE DE :

_____ *Leptons*

Témoin

ANNEXE 1

MODALITÉS ADMINISTRATIVES

1. MODALITÉS DE PAIEMENT

- 1.1 Pour chacun des exercices financiers, le Canada s'engage à verser au Manitoba la contribution mentionnée à l'article 3 de la présente entente spéciale de la façon suivante :
- a) pour le premier exercice financier, un premier paiement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada sera versé après la signature de la présente entente;
 - b) pour chaque exercice subséquent, le premier paiement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada pour cet exercice sera versé sous réserve de la réception et de l'acceptation du plan d'action de la DSFM (Annexe 2) mis à jour, le cas échéant, et à condition que les exigences pour les versements précédents aient été remplies;
 - c) pour chaque exercice de la présente entente, le deuxième paiement, n'excédant pas le solde de la contribution du Canada pour cet exercice financier, sera versé après la réception et l'acceptation :
 - (i) d'un état financier final certifié relatif à la contribution du Canada au Manitoba, pour l'exercice précédent, sauf la première année de l'entente;
 - (ii) d'un état financier provisoire certifié démontrant les dépenses réelles faites par le Manitoba durant la période se terminant le 31 janvier de l'exercice courant et les dépenses prévues jusqu'à la fin de l'année scolaire;
 - (iii) d'un rapport détaillé sur les activités réalisées l'année précédente dans le cadre du plan d'action de la DSFM (Annexe 2), sauf la première année de l'entente.
- 1.2 En plus des états financiers visés à la clause 1.1 de la présente annexe, un état financier final certifié démontrant les dépenses réelles faites par le Manitoba durant l'exercice financier se terminant le 31 mars 2004 devra être présenté au Canada au plus tard neuf mois après la fin de cet exercice financier, c'est-à-dire le 31 décembre 2004.
- 1.3 Les montants à payer par le Canada au Manitoba conformément à la présente entente seront effectués dans un délai approximatif de trente (30) jours ouvrables suivant la réception des documents visés à la clause 1.1 de la présente annexe, à condition que les renseignements présentés dans lesdits documents soient conformes aux modalités de la présente entente et que le Manitoba ait donné suite aux questions soulevées par le Canada, le cas échéant.

2. TRANSFERTS

- 2.1 Le Manitoba pourra transférer des fonds entre les activités du plan d'action de la DSFM (Annexe 2) avec l'autorisation écrite du Canada, à l'exception des projets d'immobilisation, dans la mesure où ces transferts ne remettent pas en question l'atteinte des résultats prévus dans le plan d'action de la DSFM. Le Manitoba devra présenter une demande pour tout transfert au Patrimoine canadien avant le 15 février de l'exercice financier visé.

ANNEXE 1

3. ÉTATS FINANCIERS CERTIFIÉS ET RAPPORTS D'ACTIVITÉS

- 3.1 Aux fins de la présente entente, le Manitoba présentera au Canada des états financiers certifiés par un agent principal de programme et par un agent principal des finances. Ces derniers auront été dûment autorisés par le Manitoba et agréés par le Canada.
- 3.2 Aux fins de la présente entente, les états financiers visés à l'article 1 de la présente annexe sont des états détaillés de toutes les dépenses faites par le Manitoba à l'égard des activités financées dans le cadre de la présente entente. Ces états financiers seront présentés de façon conforme au budget du plan d'action de la DSFM (Annexe 2).
- 3.3 Les rapports visés à l'article 1 de la présente annexe doivent contenir une description détaillée des activités réalisées et des résultats atteints dans le cadre du plan d'action de la DSFM (Annexe 2).

4. EXCÉDENT

- 4.1 Si les paiements versés au Manitoba conformément à la présente entente dépassent les montants auxquels le Manitoba a droit, la somme excédentaire devra être remise au Canada. Si la somme excédentaire n'a pas été remise, le Canada pourra déduire d'un montant équivalent ses contributions ultérieures au Manitoba.

5. VÉRIFICATION FINANCIÈRE

- 5.1 Le Canada se réserve le droit de vérifier ou de faire vérifier les comptes et registres du Manitoba relatifs aux dispositions de la présente entente afin de s'assurer du respect de ces dispositions, et le Manitoba accepte de mettre à la disposition des vérificateurs tout registre, document ou renseignement dont ceux-ci pourraient avoir besoin. La portée et l'étendue des vérifications financières, et le moment choisi pour les entreprendre, seront fixés par le Canada et, le cas échéant, ces vérifications pourront être menées par des fonctionnaires du ministère du Patrimoine canadien ou par leurs agents.
- 5.2 Le Canada accepte d'informer le Manitoba des résultats de toute vérification financière et de verser au Manitoba, le plus tôt possible après la vérification financière, toute somme d'argent qui pourrait, selon la vérification, s'avérer due par lui au Manitoba. Le Manitoba accepte de verser au Canada, sur la foi des résultats de la vérification financière, toute somme d'argent qui pourrait s'avérer due par lui au Canada.



Word

Division scolaire franco-manitobaine n° 49

« Apprendre et grandir ensemble »

Division scolaire franco-manitobaine n° 49

« Apprendre et grandir ensemble »

ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA
SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES À
LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION DANS LA LANGUE DE LA MINORITÉ

PLAN D'ACTION 2000-2004

PLAN D'ACTION 2000-2004

plan d'action final
2000-2004

4 *Annexe à 8 1/2 x 14* PRÉAMBULE

Le mandat de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) trouve ses racines dans l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés de 1982. Des jugements de la Cour suprême du Canada, le jugement Mahé, le Renvoi manitobain et l'arrêté Arsenault-Cameron en ont précisé les dimensions et formulé la vision. La responsabilité provinciale s'articule dans l'article 21 de la Loi sur les écoles publiques telle qu'amendée en 1993.

En vertu de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés et de la jurisprudence, les enfants francophones du Canada ont droit à l'égalité des résultats en éducation.

L'école est l'institution la plus importante pour la survie de la minorité linguistique officielle, qui elle-même est un véritable bénéficiaire en vertu de l'article 23.

La Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) regroupe présentement vingt-deux (22) écoles qui accueillent 4 480 élèves. Ces écoles sont éparpillées sur un large territoire géographique à partir de La Broquerie au sud-est à Saint-Lazare au nord-ouest et de Notre-Dame-de-Lourdes au sud-ouest à Saint-Georges au nord-est. La clientèle scolaire desservie par ces écoles est elle-même dispersée sur un large territoire. La seule concentration importante de clientèle francophone se trouve dans la région urbaine où la DSFM a établi cinq (5) écoles élémentaires et une (1) école secondaire, toutes situées à Saint-Boniface/Saint-Vital pour desservir toute la population francophone de Winnipeg.

Depuis les six dernières années, la DSFM a établi de nouveaux programmes pour mieux répondre aux besoins de ses élèves. L'entente viendra défrayer les coûts supplémentaires reliés à l'avancement de l'éducation en français et au mandat de la DSFM qui ne sont pas rencontrés par des programmes actuellement en place (i.e. ~~français~~).

*Programme des
langues officielles
dans l'enseignement*

Centre

OBJECTIFS

- ▮ Assurer une formation de qualité à la population estudiantine francophone du Manitoba en promouvant le développement de personnes autonomes, épanouies, compétentes, sûres de leur identité, fières de leur langue et de leur culture.
- ▮ Établir un projet éducatif communautaire, géré par les parents francophones du Manitoba, et qui reflète les intérêts et les valeurs du milieu franco-manitobain.
- ▮ Établir et assurer un accès à un programme français dans un plus grand nombre de communautés d'ayants droit selon la Charte canadienne des droits et libertés.

OBJECTIF

Assurer une formation de qualité à la population estudiantine francophone du Manitoba en promouvant le développement de personnes autonomes, épanouies, compétentes, sûres de leur identité, fières de leur langue et

1. DÉVELOPPEMENT DE PROGRAMMES ET SERVICES D'APPUI

ACTIONS	RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE RENDEMENT	RESSOURCES FINANCIÈRES		
			ANNÉE	PROVINCIAL	FÉDÉRAL
1,1 Assurer le développement et la mise en œuvre d'une programmation qui répond mieux aux besoins des élèves dans le domaine culturel, dans le domaine académique, de l'adaptation personnelle et scolaire et des services complémentaires en français	a) les élèves ont accès à une programmation plus variée et de qualité	a) taux de réussite plus élevé chez les élèves	2000-2001	692 400 \$	2 280 900 \$
	b) augmentation des résultats obtenus par les élèves	b) nombre de programmes et de services offerts en français	2001-2002	1 004 700 \$	1 913 000 \$
	c) d'assurer une meilleure équivalence au niveau des résultats et du choix de programmes (exemples : rassemblements culturels, cours à distance, classe modulaire, programme alternatif, phase d'accueil, etc.)	c) nombre d'activités et de services culturels disponibles aux élèves	2002-2003	1 321 000 \$	1 630 000 \$
	d) accroissement des inscriptions d'élèves à la DSFM	d) nombre d'élèves inscrits dans la phase d'accueil	2003-2004	1 485 000 \$	1 375 000 \$
1,2 Établir le programme de maternelle à temps plein dans chacune des écoles de la DSFM	e) taux d'élèves obtenant le diplôme d'études secondaires	e) nombre d'élèves inscrits à la DSFM			
	f) les élèves ont accès à une phase d'accueil de qualité	f) nombre d'élèves diplômés de la DSFM			
	g) augmentation du montant de matériel pédagogique et didactique disponible en français	g) utilisation du matériel pédagogique et didactique			
		h) satisfaction des élèves			
	a) le développement langagier et de la francisation de nos élèves en jeune enfance est accru	a) meilleur rendement aux niveaux langagiers et de la francisation	2000-2001	0 \$	547 100 \$
	b) meilleure intégration dans le système scolaire dès la première année	b) satisfaction des parents vis-à-vis le progrès de leurs enfants	2001-2002	0 \$	627 000 \$
	c) réduction du temps qu'un élève doit passer en phase d'accueil	c) intégration plus rapide des élèves de la phase d'accueil en classes régulières	2002-2003	0 \$	670 000 \$
	d) plus de communautés auront accès à la maternelle à temps plein	d) augmentation du nombre de classes offrant une maternelle à temps plein	2003-2004	0 \$	750 000 \$

ACTIONS		RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE RENDEMENT	RESSOURCES FINANCIÈRES		
				ANNÉE	PROVINCIAL	FÉDÉRAL
1,3	Assurer le développement et la mise en œuvre des cours et programmes dans le domaine des études professionnelles et technologiques qui ne sont présentement pas disponibles en français	a) les élèves ont accès à plus de cours et de programmes dans le domaine des études professionnelles et technologiques	a) nombre d'élèves qui choisissent ces cours	2000-2001	100 000 \$	144 300 \$
		b) diminution du nombre d'élèves qui quittent la DSFM pour suivre ailleurs des cours dans ce domaine	b) nombre de cours vocationnels et technologiques disponibles	2001-2002	135 300 \$	130 000 \$
		c) transition avec succès des élèves à l'éducation post X secondaire ou au marché du travail	c) nombre d'élèves diplômés qui poursuivent leurs études post X secondaires en français	2002-2003	173 000 \$	100 000 \$
				2003-2004	255 000 \$	45 000 \$

élever

TOTAUX	2000-2001	792 400 \$	2 972 300 \$
	2001-2002	1 140 000 \$	2 670 000 \$
	2002-2003	1 494 000 \$	2 400 000 \$
	2003-2004	1 740 000 \$	2 170 000 \$

OBJECTIF

Établir un projet éducatif communautaire, géré par les parents francophones du Manitoba qui reflète les intérêts et les valeurs du milieu franco-manitobain.

2. COMMUNAUTAIRE

ACTIONS		RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE RENDEMENT	RESSOURCES FINANCIÈRES		
				ANNÉE	PROVINCIAL	FÉDÉRAL
2,1	Offrir à nos communautés des services, des programmes et des lieux de rassemblement où s'entremêlent l'éducation, la langue, la culture et l'identité de la communauté (i.e. programmes de pré-maternelles, tournées d'information, formations pour parents, re-francisation, services de garderies, cours d'éducation permanente, etc.)	a) l'enfant peut arriver à mieux intégrer l'école avec les bases langagières et cognitives requises pour réussir b) tous les parents sont en mesure d'appuyer le vécu préscolaire et scolaire de leurs enfants c) la compréhension du français chez les parents est améliorée	a) augmentation du nombre d'événements communautaires qui se passent dans nos écoles b) augmentation du nombre de programmes et services communautaires offerts ainsi que du nombre de participants c) augmentation du nombre de partenariats établis avec d'autres groupes et/ou organismes	2000-2001	-- \$	95 000 \$
				2001-2002	-- \$	120 000 \$
				2002-2003	-- \$	144 000 \$
				2003-2004	-- \$	170 000 \$
2,2	Assurer un système de fonctionnement qui permet une implication accrue des parents et une meilleure communication entre élu.e.s	a) révision du système de fonctionnement présentement en place b) les élu.e.s ont accès à une formation qui répond aux besoins de la commission scolaire c) un meilleur système de communication et de consultation est établi d) les rôles de tous les intervenants sont clarifiés et harmonisés	a) satisfaction des élu.e.s et des parents b) outils de communication et de consultations développés et utilisés c) montant de matériel de formation développé et utilisé	2000-2001	407 600 \$	-- \$
				2001-2002	420 000 \$	-- \$
				2002-2003	420 000 \$	-- \$
				2003-2004	420 000 \$	-- \$

TOTAUX	2000-2001	407 600 \$	95 000 \$
	2001-2002	420 000 \$	120 000 \$
	2002-2003	420 000 \$	144 000 \$
	2003-2004	420 000 \$	170 000 \$

OBJECTIF

Établir et assurer un accès à un programme français dans un plus grand nombre de communautés d'ayants droit selon la Charte canadienne des droits et libertés.

3. ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

ACTIONS		RÉSULTATS VISÉS		INDICATEURS DE RENDEMENT		RESSOURCES FINANCIÈRES		
						ANNÉE	PROVINCIAL	FÉDÉRAL
3,1	Fournir des installations scolaires requises et assurer l'aménagement des écoles en ce qui a trait à des fonctions et programmes d'une école (salles de classe, gymnase, bibliothèque, laboratoires, etc.)	a) les élèves et les enseignant.e.s ont accès à des installations leur permettant d'accéder et de livrer les programmes offerts par la DSFM	a) plus d'élèves ont accès à des gymnases, des bibliothèques, des laboratoires, etc. b) réduction du montant d'espaces scolaires loués de d'autres divisions scolaires c) les membres du personnel et les élèves ont accès aux locaux dont ils ont besoin quand ils en ont besoin			2000-2001	500 000 \$	-- \$
						2001-2002	1 200 000 \$	-- \$
						2002-2003	1 800 000 \$	-- \$
						2003-2004	2 500 000 \$	-- \$
								232 700 \$
								210 000 \$
								156 000 \$
								60 000 \$
3,2	Assurer un plus grand accès à un système de transport de qualité permettant aux élèves un va et vient d'une durée raisonnable et où ils peuvent communiquer dans leur langue maternelle	a) un plus grand nombre d'élèves inscrits ou désirant s'inscrire à la DSFM ont accès au transport par autobus scolaire avec des parcours qui minimisent le temps passé dans l'autobus b) établissement de nouveaux parcours en milieu rural et urbain c) établissement d'un système de transport scolaire indépendant d'une division scolaire cédante	a) nombre de nouveaux élèves transportés par autobus scolaire b) nombre de parents qui transportent leurs enfants à l'école c) nouveaux trajets d'autobus créés d) établissement d'un système de transport scolaire indépendant d'une division scolaire cédante e) réduction dans la durée moyenne d'un parcours d'autobus			2000-2001	200 000 \$	
						2001-2002	240 000 \$	
						2002-2003	286 000 \$	
						2003-2004	440 000 \$	
						TOTAUX	2000-2001	700 000 \$
							2001-2002	1 440 000 \$
							2002-2003	2 086 000 \$
							2003-2004	2 940 000 \$
								232 700 \$
								210 000 \$
								156 000 \$
								60 000 \$
						GRANDS TOTAUX	2000-2001	1 900 000 \$
							2001-2002	3 000 000 \$
							2002-2003	4 000 000 \$
							2003-2004	5 100 000 \$
								14 000 000 \$
								11 400 000 \$

ANNEXE 3

Reprendre titre
Annexe 2

**CONTRIBUTIONS
FÉDÉRALES ET PROVINCIALES**

dans le titre
de ligne A
vérifier les parents

de l'annee

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES À LA QUALITÉ DE
L'ÉDUCATION DANS LA LANGUE DE LA MINORITÉ
VENTILATION DES CONTRIBUTIONS
1999/2000 TO 2003/2004
(en milliers de dollars)**

	1999/2000	2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004	Total
Contributions du Canada	3,600.0	3,300.0	3,000.0	2,700.0	2,400.0	15,000.0
Contributions du Manitoba						
Soutien déjà alloué	750.0	750.0	750.0	750.0	750.0	3,750.0
Autre soutien						
Contributions de base en espèce	250.0	650.0	1,050.0	1,450.0	1,850.0	5,250.0
Projets d'immobilisation	0.0	500.0	1,200.0	1,800.0	2,500.0	6,000.0
	1,000.0	1,900.0	3,000.0	4,000.0	5,100.0	15,000.0
Contributions totales	4,600.0	5,200.0	6,000.0	6,700.0	7,500.0	30,000.0

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES À LA QUALITÉ
DE L'ÉDUCATION DANS LA LANGUE DE LA MINORITÉ
VENTILATION DES CONTRIBUTIONS
1999/2000 TO 2003/2004
(en milliers de dollars)**

	1999/2000	2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004	Total
Contributions du Canada	3,600.0	3,300.0	3,000.0	2,700.0	2,400.0	15,000.0
Contributions du Manitoba						
Soutien déjà alloué	750.0	750.0	750.0	750.0	750.0	3,750.0
Autre soutien						
Contributions de base en espèce	250.0	650.0	1,050.0	1,450.0	1,850.0	5,250.0
Projets d'immobilisation	0.0	500.0	1,200.0	1,800.0	2,500.0	6,000.0
	1,000.0	1,900.0	3,000.0	4,000.0	5,100.0	15,000.0
Contributions totales	4,600.0	5,200.0	6,000.0	6,700.0	7,500.0	30,000.0

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES À LA QUALITÉ DE
L'ÉDUCATION DANS LA LANGUE DE LA MINORITÉ
VENTILATION DES CONTRIBUTIONS
1999/2000 TO 2003/2004
(en milliers de dollars)**

	1999/2000	2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004	Total
Contributions du Canada	3,600.0	3,300.0	3,000.0	2,700.0	2,400.0	15,000.0
Contributions du Manitoba						
Soutien déjà alloué	750.0	750.0	750.0	750.0	750.0	3,750.0
Autre soutien						
Contributions de base en espèce	250.0	650.0	1,050.0	1,450.0	1,850.0	5,250.0
Projets d'immobilisation	0.0	500.0	1,200.0	1,800.0	2,500.0	6,000.0
	1,000.0	1,900.0	3,000.0	4,000.0	5,100.0	15,000.0
Contributions totales	4,600.0	5,200.0	6,000.0	6,700.0	7,500.0	30,000.0

**CANADA-MANITOBA SPECIAL AGREEMENT ON INVESTMENT MEASURES
FOR QUALITY EDUCATION IN THE LANGUAGE OF THE MINORITY**

(2000-01 to 2003-04)

**CANADA-MANITOBA SPECIAL AGREEMENT ON INVESTMENT MEASURES
FOR QUALITY EDUCATION IN THE LANGUAGE OF THE MINORITY**

THIS SPECIAL AGREEMENT has been concluded in English and in French on this ____ day of _____, 2001

BETWEEN: **HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHTS OF CANADA**, hereinafter referred to as "Canada", represented by the Minister of Canadian Heritage,

AND: **HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHTS OF MANITOBA**, hereinafter referred to as "Manitoba", represented by the Minister of Education, Training and Youth.

WHEREAS the *Canadian Constitution*, and more particularly the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, as well as the *Official Languages Act*, recognize that English and French are the official languages of Canada and Canada recognizes its responsibilities and undertakings with respect to those languages;

WHEREAS education is a provincial jurisdiction and it is the responsibility of Manitoba to determine the objectives, define the contents, set the priorities and make the evaluation of its minority-language educational programs;

WHEREAS Section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* recognizes the right of Canadians belonging to the French-language or English-language minority in a province or territory to have their children educated in their own language where numbers warrant;

WHEREAS the Supreme Court of Canada has ruled that Section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* confers upon minority-language parents a right of management and control over the educational facilities in which their children are taught, where numbers warrant;

WHEREAS Manitoba, following extensive public consultations, has established a comprehensive policy for the governance of Francophone schools in the province;

WHEREAS the Legislative Assembly of Manitoba has passed the *Public Schools Amendment (Francophone Schools Governance) Act* to give effect to Manitoba's policy for the governance of Francophone schools;

WHEREAS the Minister of Canadian Heritage is instructed, in accordance with the *Official Languages Act*, to encourage and assist provincial and territorial governments to offer members of the official-language minority communities education in their own language;

WHEREAS Canada and Manitoba have previously implemented a Special Agreement that led to the establishment of Francophone Schools Governance in Manitoba;

WHEREAS Canada has approved a series of special measures designed to further investment in the quality of the educational programs in the language of the minority, to consolidate the network of French-language post-secondary institutions and to promote the learning of the second language;

WHEREAS Manitoba has approved a series of special measures designed to improve the quality of the educational programs in the language of the minority;

NOW THEREFORE, this Agreement witnesses that the parties hereto agree as follows.

1. PURPOSE OF THE SPECIAL AGREEMENT

- 1.1 The purpose of this Agreement is to establish a framework for co-operation between Canada and Manitoba for the purpose of enhancing the quality of the minority-language education programs, pursuant to the Action Plan submitted by the "Division scolaire franco-manitobaine no. 49 (DSFM)" which appears in Schedule 2 to this Agreement.

2. PURPOSE OF THE CONTRIBUTION

- 2.1 Subject to the provisions of Clause 3.1 of this Agreement, Canada agrees to contribute to the additional expenses incurred by Manitoba in order to carry out the activities described in the DSFM's Action Plan (Schedule 2) according to the three objectives described below, namely:
- a) To ensure a quality education for the francophone student population of Manitoba by promoting the development of independent, fulfilled and competent individuals who are sure of their identity and proud of their language and culture.
 - b) To establish a community educational project, managed by francophone parents of Manitoba, that reflects the interests and values of the Franco-Manitoban community.
 - c) To establish and provide access to a *Français* program in a larger number of communities of rights holders under the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*.
- 2.2 The DSFM's Action Plan appearing in Schedule 2 to this Agreement includes a description of the activities to be undertaken, the desired outcomes and the performance indicators, as well as a proposed breakdown of Canada's and Manitoba's respective contributions.

3. MAXIMUM AMOUNT OF CONTRIBUTION

- 3.1 Subject to the appropriation of funds by Parliament, the maintenance of current and forecasted budgetary levels for the Official Languages in Education Program and the terms and conditions of this Agreement, Canada agrees to contribute to the eligible expenditures made by Manitoba for the implementation of the DSFM's Action Plan (Schedule 2) for the purposes described in Clause 2 of this Agreement, the lesser of fifteen million dollars (\$15,000,000 over five years from April 1999 to March 2004, of which \$3,600,000 was provided in 1999-2000) or 50% of the eligible expenditures made by Manitoba through the DSFM, according to the following schedule:

2000-2001 :	\$3,300,000
2001-2002 :	\$3,000,000
2002-2003 :	\$2,700,000
2003-2004 :	\$2,400,000

- 3.2 Canada and Manitoba recognize that Canada's contribution provided in a particular fiscal year shall be paid to support measures that are implemented during the provincial school year.

- 3.3 Subject to the appropriation of funds by the Legislative Assembly of Manitoba and the maintenance of the current and forecasted budgetary levels of the Department of Education, Training and Youth, Manitoba agrees to contribute to the eligible expenditures incurred under the approved Action Plan (Schedule 2) submitted by the DSFM, in accordance with the following schedule (Manitoba has already provided the DSFM an amount of \$1,000,000 in 1999-2000):

2000-2001 :	\$1,900,000
2001-2002 :	\$3,000,000
2002-2003 :	\$4,000,000
2003-2004 :	\$5,100,000

- 3.4 Manitoba's financial assistance, as per clause 3.3, shall be in addition to the funds normally granted in the context of the Schools Funding Program and to the regular increases pertaining thereto.
- 3.5 The budgeted contribution from Manitoba shall also be in addition to Canada's and Manitoba's contributions under the *Canada-Manitoba Agreement for Minority-Language Education and Second-Language Instruction* or any other similar agreement between Canada and Manitoba regarding French-language education.
- 3.6 The administrative terms and conditions governing the payment of Canada's contribution under this Agreement appear in Schedule 1 to this Agreement.

4. ELIGIBLE EXPENDITURES

- 4.1 For the purposes of this Agreement, the eligible expenditures for each activity listed in Clause 2.1 may include, among others, salaries and benefits, professional fees, administrative fees, costs associated with purchasing or renting essential material and equipment, with producing and acquiring pedagogical materials and with training.

5. BUDGET AND APPROVED ACTIVITIES

- 5.1 Canada and Manitoba agree that the contributions referred to in Clause 3 apply only to the activities described in the DSFM's Action Plan (Schedule 2), in accordance with the federal and provincial budgetary breakdowns (Schedule 3) provided for in this Agreement.

6. PUBLIC INFORMATION

- 6.1 Canada and Manitoba agree that this Agreement and the Schedules thereto shall be made available to all provincial and territorial governments and to the Canadian public.
- 6.2 Manitoba shall make public an annual report on the activities carried out and the results achieved as part of the DSFM's Action Plan (Schedule 2). This report shall be made public in conjunction with the annual report referred to in Clause 1.3 of Schedule A to the *Canada-Manitoba Agreement for minority-language education and second-language instruction*.
- 6.3 Manitoba shall provide the information referred to in Clause 6.2 of this Agreement in the manner it considers to be most appropriate to its particular circumstances. If there is a need, in the opinion of Canada or Manitoba, to clarify the information provided, Canada and Manitoba will hold discussions to do so and to review the pertinence of such information to the needs of Canada.
- 6.4 Manitoba agrees to give recognition of Canada's participation when conducting publicity for all programs and activities for which financial assistance was provided by Canada. For the purpose of this Agreement, publicity includes, without being limited to, news releases, reports of provincial government departments or agencies; and correspondence with educational institutions. Manitoba agrees to provide Canada annually with samples of these different kinds of publicity.

7. DURATION

- 7.1 This Agreement between Manitoba and Canada is valid for the period beginning April 1, 2000 and ending March 31, 2004, and all of the contributions to be paid by Canada pursuant to the provisions of this Agreement shall cover only the activities conducted and the expenditures made by Manitoba during the said period in the carrying out of the DSFM's Action Plan (Schedule 2).

8. AMENDMENT AND TERMINATION

- 8.1 The parties may, by mutual agreement in writing, amend this Agreement or terminate it during the term of the Agreement.
- 8.2 Either party may terminate this Agreement at the end of any fiscal year by giving notice in writing to the other party at least one full fiscal year in advance.
- 8.3 Upon receipt of such a notice as described in Clause 8.2:
- a) no new measure shall be undertaken; and
 - b) the existing measures shall terminate as of the date provided for in this notice and no expenditure shall be made after the date of expiration of the Agreement.

9. EVALUATION

- 9.1 The parties shall meet annually to review progress made under this Agreement and to discuss the results of the activities conducted within its framework. They may agree to invite the representatives of the DSFM to participate in this meeting.
- 9.2 Manitoba agrees to provide to Canada a final detailed report on the activities undertaken within the framework of the DSFM's Action Plan (Schedule 2), including an evaluation of the results achieved. This report shall be submitted by December 31, 2004.

10. CONSULTATIONS

- 10.1 Manitoba will continue to consult in particular the *Division scolaire franco-manitobaine*, whose members are elected, and the interested groups and associations in relation to the educational programs contemplated under this Agreement. Canada, within its field of jurisdiction, proposes to consult the interested associations and groups concerning the programs established under this Agreement.

11. PARTNERSHIP

- 11.1 The parties acknowledge that this Agreement does not constitute an association for the purpose of forming a partnership or joint venture, nor does it create any agency relationship between Canada and Manitoba.

12. MEMBERS OF THE HOUSE OF COMMONS, THE SENATE AND THE LEGISLATIVE ASSEMBLY OF MANITOBA

12.1 No member of the House of Commons, the Senate or the Legislative Assembly of Manitoba may be admitted to any share or part of this Agreement or to any benefit arising therefrom.

13. OFFICIALS AND EMPLOYEES OF THE GOVERNMENT

13.1 No official or employee of Canada may be admitted to any share or part of this Agreement or to any benefit arising therefrom without the consent in writing of the Minister to whom the official or employee reports.

14. LIABILITY OF CANADA

14.1 Canada is not liable for any injury, including fatal injury, or material damage suffered by Manitoba or anyone else as a result of the implementation of this Agreement by Manitoba unless such injuries or damages are attributable to the fault of an employee or agent of Canada in the course of his or her duties.

15. INDEMNIFICATION

15.1 Manitoba shall indemnify Canada and the Minister of Canadian Heritage and their servants or agents and release them from any liability for and against all claims, losses, damages, costs and expenses related to any injury or death of a person, or loss or damage to property caused or alleged to be caused by Manitoba or its servants or agents in carrying out the activities described in this Agreement.

16. COMMUNICATIONS

16.1 Any notice concerning this Agreement intended for Canada shall be sent by mail to the following address:

The Minister of Canadian Heritage
Ottawa, Ontario
K1A 0M5

16.2 Any notice concerning this Agreement intended for Manitoba shall be sent by mail to the following address:

The Minister of Education, Training and Youth
Government of Manitoba
450 Broadway
Room 168, Legislative Building
Winnipeg, Manitoba
R3C 0V8

16.3 Any notice sent in this way shall be deemed to have been received after the time required for a letter to reach its destination under normal circumstances.

17. SCHEDULES

17.1 The Schedules attached hereto are an integral part of this Agreement:

- Schedule 1 - Administrative Terms and Conditions;
- Schedule 2 - DSFM's Action Plan; and
- Schedule 3 - Federal and Provincial Contributions.

IN WITNESS WHEREOF, the parties have executed this Special Agreement on the date inscribed on the first page.

ON BEHALF OF CANADA

ON BEHALF OF MANITOBA

Minister of Canadian Heritage

Minister of Education, Training and Youth

IN THE PRESENCE OF:

IN THE PRESENCE OF:

Witness

Witness

SCHEDULE 1

ADMINISTRATIVE TERMS AND CONDITIONS

1. PAYMENT

- 1.1 In each fiscal year, Canada agrees to pay to Manitoba the contribution referred to in Clause 3 of this Special Agreement, as follows:
- (a) in the first fiscal year, an initial payment representing about one half (50 per cent) of Canada's contribution, following the signing of this Agreement;
 - (b) in each subsequent year, the first payment, representing approximately one-half (50%) of Canada's contribution for that year, will be paid subject to the receipt and acceptance of the updated DSFM's Action Plan (Schedule 2), where necessary, and on the condition that the requirements for the previous payments have been met;
 - (c) in each fiscal year of this Agreement, the second payment, which shall not exceed the balance of Canada's contribution for that year, shall be paid following receipt and acceptance:
 - (i) of a final certified financial statement in relation to Canada's contribution to Manitoba for the preceding year, except for the first year of the Agreement;
 - (ii) of an interim certified financial statement demonstrating the actual expenditures made by Manitoba during the period ending January 31 of the current year and the anticipated expenditures to the end of the school year;
 - (iii) of a detailed report on the activities conducted under the DSFM's Action Plan (Schedule 2) in the preceding year, except for the first year of the Agreement.
- 1.2 In addition to the financial statements referred to in Clause 1.1 of this Schedule, a final certified financial statement demonstrating the actual expenditures made by Manitoba during the fiscal year ending March 31, 2004 shall be submitted to Canada no later than nine months following the end of that fiscal year, i.e. December 31, 2004.

SCHEDULE 1

- 1.3 The amounts payable by Canada to Manitoba pursuant to this Agreement shall be paid within a period of approximately thirty (30) business days following the receipt of the documents referred to in Clause 1.1 of this Schedule, provided that the information submitted in the said documents is consistent with the terms and conditions of this Agreement and that Manitoba has responded to any questions raised by Canada, where applicable.

2. TRANSFERS

- 2.1 Manitoba may transfer funds among the activities of the DSFM's Action Plan (Schedule 2) with the authorization in writing of Canada, except for capital projects, provided that these transfers do not call into question the achievement of the results set out in the DSFM's Action Plan. Manitoba shall submit the appropriate request to Canada before February 15 of the fiscal year in question.

3. CERTIFIED FINANCIAL STATEMENTS AND ACTIVITY REPORTS

- 3.1 For the purposes of this Agreement, Manitoba will submit financial statements to Canada, certified by a senior program officer and a senior financial officer, who shall be duly authorized by Manitoba and agreed to by Canada.
- 3.2 For the purposes of this Agreement, the financial statements referred to in Clause 1 of this Schedule are detailed statements of all expenditures made by Manitoba in regard to the activities funded within the framework of this Agreement. These financial statements shall be presented in a way that is consistent with the budget of the DSFM's Action Plan (Schedule 2).
- 3.3 The activity reports referred to in Clause 1 of this Schedule shall contain a detailed description of the activities carried out within the framework of the DSFM's Action Plan (Schedule 2) and of the ensuing outcomes.

4. OVERPAYMENT

- 4.1 Should the payments made to Manitoba pursuant to this Agreement exceed the amounts to which Manitoba is entitled, the excess amount shall be returned to Canada. Should the excess amount not be returned, Canada may deduct an equivalent amount from its subsequent contributions to Manitoba.

Schedule
~~APPENDIX~~

5. FINANCIAL AUDIT

- 5.1 Canada reserves the right to undertake, or cause to have undertaken, a financial audit of the accounts and records of Manitoba concerning the provisions of this Special Agreement to ensure compliance with the provisions of the Agreement, and Manitoba shall make available to such auditors any records, documents and information that the auditors may require. The scope, coverage and timing of such financial audits shall be determined by Canada and if conducted may be carried out by officials of the Department of Canadian Heritage or their agent(s).
- 5.2 Canada agrees to inform Manitoba of the results of any financial audit and to pay Manitoba, as soon as possible after the audit, any monies that the audit may show to be then due and owing to Manitoba. Manitoba agrees to pay to Canada, on being informed of the results of such financial audit, any monies that the audit may show to be due and owing to Canada.

Schedule 2



Division scolaire franco-manitobaine n° 49

"Learning and Growing Together"

(Titre de l'intéressé)

ACTION PLAN 2000-2004

PREAMBLE

The mandate of the Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) has its origins in section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* of 1982. The decisions of the Supreme Court in *Mahé*, the *Manitoba Reference* and *Arsenault-Cameron* specified the scope of this provision and articulated its underlying vision. Provincial responsibility is defined in section 21 of the Public Schools Act as amended in 1993.

Pursuant to section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and the relevant case law, francophone children in Canada have the right to equal results in education.

Schools are the institutions that are most important to the survival of the official language minority, which is itself an actual beneficiary under section 23.

The DSFM presently has 4 480 students in twenty-two schools (22). These schools are scattered over a large geographical area, from La Broquerie in the southeast to St. Lazare in the northwest and from Notre Dame de Lourdes in the southwest to St. Georges in the northeast. The student population that these schools serve is also widely dispersed. The only large concentration of francophone students is in the urban area, where the DSFM has established five (5) elementary schools and one (1) secondary school in St. Boniface/St. Vital to serve the entire francophone population of Winnipeg.

In the last six years, the DSFM has established new programs to better meet the needs of its students. The agreement will defray the supplementary costs related to the advancement of French-language education and the mandate of the DSFM that are not met by the programs currently in place (i.e., the OLEP).

*Official Languages
in Education* 0001058



OBJECTIVES

- To ensure a quality education for the francophone student population of Manitoba by promoting the development of independent, fulfilled and competent individuals who are sure of their identity and proud of their language and culture.
- To establish a community educational project, managed by francophone parents of Manitoba, that reflects the interests and values of the Franco-Manitoban community.
- To establish and provide access to a *Français* program in a larger number of communities of rights holders under the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*.

OBJECTIVE

To ensure a quality education for the francophone student population of Manitoba by promoting the development of independent, fulfilled and competent individuals who are sure of their identity and proud of their language and culture.

1. DEVELOPMENT OF PROGRAMS AND SUPPORT SERVICES

ACTIONS		EXPECTED RESULTS	INDICATORS OF SUCCESS	REQUIRED FUNDING		
				YEAR	PROVINCIAL	FEDERAL
1.1	Ensure the development and implementation of programming that better meets students' cultural and academic needs, their personal adaptation needs and the need for complementary services in French	a) students have access to more diversified quality programming	a) higher success rate among students	2000-2001	\$692 400	\$2 280 900
		b) students achieve higher results	b) number of programs and services available in French	2001-2002	\$1 004 700	\$1 913 000
		c) better equivalence in terms of results and selection of programs (e.g.: cultural gatherings, distance courses, module-based teaching, alternative program, Phase d'accueil, etc.)	c) number of cultural activities and services available to students	2002-2003	\$1 321 000	\$1 630 000
		d) increased enrolment in the DSFM	d) number of students enrolled in the Phase d'accueil	2003-2004	\$1 485 000	\$1 375 000
		e) high school graduation rate	e) number of students enrolled in the DSFM			
		f) students have access to a quality Phase d'accueil	f) number of graduates from the DSFM			
		g) increase in the amount of instructional material available in French.	g) use of instructional material			
1.2	Establish a full-time kindergarten program in each of the schools of the DSFM	a) language development and level of French further advanced in early childhood	h) satisfaction of students			
		b) smoother integration into the school system as of Grade 1	a) better performance in terms of language development and level of French	2000-2001	\$0	\$547 100
		c) reduction in the amount of time that a student has to spend in the Phase d'accueil	b) parent satisfaction with the progress of their children	2001-2002	\$0	\$627 000
		d) more communities have access to full-time kindergarten	c) faster integration of Phase d'accueil students into regular classes	2002-2003	\$0	\$670 000
			d) increase in the number of classes offering full-time kindergarten	2003-2004	\$0	\$750 000

ACTIONS	EXPECTED RESULTS	PERFORMANCE INDICATORS	FUNDING		
			YEAR	PROVINCIAL	FEDERAL
1.3 Ensure the development and implementation of technical and vocational courses and programs that are currently not available in French	a) students have access to more technical and vocational courses and programs	a) number of students who choose these courses	2000-2001	\$100 000	\$144 300
	b) decline in the number of students who leave the DSFM to take such courses elsewhere	b) number of technical and vocational courses available	2001-2002	\$135 300	\$130 000
	c) students make successful transition to postsecondary education or the labour market	c) number of high school graduates who pursue their postsecondary studies in French	2002-2003	\$173 000	\$100 000
			2003-2004	\$255 000	\$45 000

TOTALS	2000-2001	\$792 400	\$2 972 300
	2001-2002	\$1 140 000	\$2 670 000
	2002-2003	\$1 494 000	\$2 400 000
	2003-2004	\$1 740 000	\$2 170 000

OBJECTIVE

To establish a community educational project, managed by francophone parents of Manitoba, that reflects the interests and values of the Franco-Manitoban community

2. COMMUNITY

ACTIONS		EXPECTED RESULTS	PERFORMANCE INDICATORS	FUNDING		
				YEAR	PROVINCIAL	FEDERAL
2.1	Offer our communities services, programs and gathering places where education, language, culture and community identity intermingle (i.e., nursery school programs, information tours, training for parents, French recovery, day care services, continuing education courses, etc.)	a) children are better able to integrate school with the basic linguistic and cognitive skills necessary to succeed b) all parents are in a position to reinforce their children's experience in preschool and school c) parents' French comprehension is improved	a) increase in the number of community events that take place in our schools b) increase in the number of community services and programs available, as well as in the number of participants c) increase in the number of partnerships established with other groups and/or organizations	2000-2001	\$--	\$95 000
				2001-2002	\$--	\$120 000
				2002-2003	\$--	\$144 000
				2003-2004	\$--	\$170 000
2.2	Ensure an operating system that allows for greater involvement of parents and better communication among elected officials	a) review of the operating system currently in place b) elected officials have access to training that meets the needs of the school board c) a better system of communication and consultation is established d) the roles of all stakeholders are clarified and coordinated	a) satisfaction of elected officials and parents b) communication and consultation tools developed and used c) amount of training material developed and used	2000-2001	\$407 600	\$--
				2001-2002	\$420 000	\$--
				2002-2003	\$420 000	\$--
				2003-2004	\$420 000	\$--

TOTALS	2000-2001	\$407 600	\$95 000
	2001-2002	\$420 000	\$120 000
	2002-2003	\$420 000	\$144 000
	2003-2004	\$420 000	\$170 000

OBJECTIF

To establish and provide access to a *Français* program in a larger number of communities of rights holders under the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*

3. EDUCATIONAL FACILITIES

ACTIONS		EXPECTED RESULTS	PERFORMANCE INDICATORS	FUNDING					
3.1	Furnish the required educational facilities and ensure the space is developed to meet functional and program needs (classrooms, gymnasium, library, laboratories, etc.)	a) students and teachers have facilities in which they are able to access and deliver the programs offered by the DSFM	a) more students have access to gymnasiums, libraries, laboratories, etc. b) reduction in the amount of school space rented from other school divisions c) staff members and students have access to premises they need when they need them	YEAR	PROVINCIAL	FEDERAL			
				2000-2001	\$500 000	--			
				2001-2002	\$1 200 000\$	--			
				2002-2003	\$1 800 000\$	--			
				2003-2004	\$2 500 000\$	--			
3.2	Ensure greater access to a quality transportation system with reasonable travel time and in which students can communicate in their mother tongue	a) a greater number of students enrolled or wishing to enrol in the DSFM have access to school bus transportation with routes that minimize their travel time b) establishment of new routes in urban and rural areas c) establishment of a school transportation system independent from provider school divisions	a) number of new students transported by school bus b) number of parents who drive their children to school c) new bus routes created d) establishment of a school transportation system independent from provider school divisions e) reduction in the average length of bus routes	2000-2001	\$200 000	\$232 700			
				2001-2002	\$240 000	\$210 000			
				2002-2003	\$286 000	\$156 000			
				2003-2004	\$440 000	\$60 000			
				TOTALS			2000-2001	\$700 000	\$232 700
							2001-2002	\$1 440 000	\$210 000
							2002-2003	\$2 086 000	\$156 000
							2003-2004	\$2 940 000	\$60 000
				GRAND TOTALS			2000-2001	\$1 900 000	3 300 000
							2001-2002	\$3 000 000	3 000 000
			2002-2003	4 000 000	2 700 000				
			2003-2004	5 100 000	2 400 000				
				14 000 000	11 400 000				

SCHEDULE 3

**FEDERAL AND PROVINCIAL
CONTRIBUTIONS**

**CANADA-MANITOBA SPECIAL AGREEMENT ON INVESTMENT MEASURES
FOR QUALITY EDUCATION IN THE LANGUAGE OF THE MINORITY
SCHEDULE OF CONTRIBUTIONS
1999/2000 TO 2003/2004
(in thousands of dollars)**

	1999/2000	2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004	Total
Canada's Contribution	3,600.0	3,300.0	3,000.0	2,700.0	2,400.0	15,000.0
Manitoba's Contribution:						
Support Already Committed	750.0	750.0	750.0	750.0	750.0	3,750.0
Other Support:						
Basic cash contribution	250.0	650.0	1,050.0	1,450.0	1,850.0	5,250.0
Capital Projects	0.0	500.0	1,200.0	1,800.0	2,500.0	6,000.0
	1,000.0	1,900.0	3,000.0	4,000.0	5,100.0	15,000.0
Total Contributions	4,600.0	5,200.0	6,000.0	6,700.0	7,500.0	30,000.0

Maritoba

Education and Training



BORDEREAU DE TRANSMISSION PAR TÉLÉCOPIEUR / FACSIMILE TRANSMISSION COVER SHEET

DATE : le 2 mars 2001

DESTINATAIRE/TO : Nom/Name : <u>Micheline Guilbault</u> Bureau/Office : <u>Patrimoine</u> <u>canadien</u> N° de téléphone/Phone N° : _____ N° de télécopieur/Fax N° : <u>(819) 953-6580</u>	EXPÉDITEUR/FROM : Nom/Name : <u>Henri Grimard</u> Bureau/Office : <u>Bureau de l'éducation française</u> <u>Local 509, 1181 avenue Portage</u> <u>Winnipeg MB R3G 0T3</u> N° de téléphone/Phone N° : (204) 945-6928 N° de télécopieur/Fax N° : (204) 948-2994
---	--

Plan d'action
DSFM

NOMBRE TOTAL DE PAGES (Y COMPRIS CELLE-CI)/TOTAL NUMBER OF PAGES (INCLUDING THIS ONE)..... 8

L'ORIGINAL À SUIVRE/ORIGINAL TO FOLLOW..... NON/NO ☒ OUI/YES ☐

COMMENTAIRES/REMARKS :

La présente communication est destinée à la personne ou au bureau ci-haut mentionné et pourrait contenir des renseignements confidentiels qui font, en vertu de la loi, l'objet d'une dispense en matière de communication. Si vous recevez cette communication par erreur, veuillez téléphoner l'expéditeur ou l'opérateur immédiatement.

This fax transmission is intended for the use of the individual or office noted above, and may contain information that is private, confidential, and exempt from disclosure under law. If you received this transmission in error, please notify the sender or operator immediately by telephone.

POUR TOUTE DIFFICULTÉ DE TRANSMISSION, VEUILLEZ APPELER L'OPÉRATEUR : Cécile La Rocque
IF THERE ARE ANY TRANSMISSION PROBLEMS, PLEASE CALL OPERATOR :

N° de téléphone : (204) 945- 6928

001066



Division scolaire franco-manitobaine n° 49
« Apprendre et grandir ensemble »

PLAN D'ACTION 2000-2004

MAR-02-2001 13:40

BUREAU DE L'ED. FRANCAISE

1204948294

P.02/08

PRÉAMBULE

Le mandat de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) trouve ses racines dans l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés de 1982. Des jugements de la Cour suprême du Canada, les jugements Mahé, le Renvoi manitobain et l'arrêt Arseneault-Cameron en ont précisé les dimensions et formulé la vision. La responsabilité provinciale s'articule dans l'article 21 de la loi manitobaine de 1993.

En vertu de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés et de la jurisprudence, les enfants francophones du Canada ont droit à l'égalité des résultats en éducation.

L'école est l'institution la plus importante pour la survie de la minorité linguistique officielle, qui elle-même est un véritable bénéficiaire en vertu de l'article 23.

La Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) regroupe présentement vingt-deux (22) écoles qui accueillent 4 480 élèves. Ces écoles sont éparpillées sur un large territoire géographique à partir de La Broquerie au sud-est à Saint-Lazare au nord-ouest et de Notre-Dame-de-Lourdes au sud-ouest à Saint-Georges au nord-est. La clientèle scolaire desservie par ces écoles est elle-même dispersée sur un large territoire. La seule concentration importante de clientèle francophone se trouve dans la région urbaine où la DSFM a établi cinq (5) écoles élémentaires et une (1) école secondaire, toutes situées à Saint-Boniface/Saint-Vital pour desservir toute la population francophone de Winnipeg.

Depuis les six dernières années, la DSFM a établi de nouveaux programmes pour mieux répondre aux besoins de ses élèves. L'entente viendra défrayer les coûts supplémentaires reliés à l'avancement de l'éducation en français et au mandat de la DSFM qui ne sont pas rencontrés par des programmes actuellement en place (i.e. PLOE).

MAR-02-2001 13:40

BUREAU DE L'ED. FRANCAISE

12049482994 P.04/08

OBJECTIFS

- Assurer une formation de qualité à la population estudiantine francophone du Manitoba en promouvant le développement de personnes autonomes, épanouies, compétentes, sûres de leur identité, fières de leur langue et de leur culture.
- Établir un projet éducatif communautaire, géré par les parents francophones du Manitoba, et qui reflète les intérêts et les valeurs du milieu franco-manitobain.
- Établir et assurer un accès à un programme français dans un plus grand nombre de communautés d'ayants droit selon la Charte canadienne des droits et libertés.

OBJECTIF

Assurer une formation de qualité à la population estudiantine francophone du Manitoba en promouvant le développement de personnes autonomes, épanouies, compétentes, sûres de leur identité, fières de leur langue et de leur culture.

1. DÉVELOPPEMENT DE PROGRAMMES ET SERVICES D'APPUI

ACTIONS	RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE RENDEMENT	RESSOURCES FINANCIÈRES		
			ANNÉE	PROVINCIAL	FÉDÉRAL
1,1 Assurer le développement et la mise en œuvre d'une programmation qui répond mieux aux besoins des élèves dans le domaine culturel, dans le domaine académique, de l'adaptation personnelle et scolaire et des services complémentaires en français	a) les élèves ont accès à une programmation plus variée et de qualité	a) taux de réussite plus élevé chez les élèves	2000-2001	692 400 \$	2 280 900 \$
	b) augmentation des résultats obtenus par les élèves	b) nombre de programmes et de services offerts en français	2001-2002	1 004 700 \$	1 913 000 \$
	c) d'assurer une meilleure équivalence au niveau des résultats et du choix de programmes (exemples : rassemblements culturels, cours à distance, classe modulaire, programme alternatif, phase d'accueil, etc.)	c) nombre d'activités et de services culturels disponibles aux élèves	2002-2003	1 321 000 \$	1 630 000 \$
	d) accroissement des inscriptions d'élèves à la DSFM	d) nombre d'élèves inscrits dans la phase d'accueil	2003-2004	1 485 000 \$	1 375 000 \$
	e) taux d'élèves obtenant le diplôme d'études secondaires	e) nombre d'élèves inscrits à la DSFM			
	f) les élèves ont accès à une phase d'accueil de qualité	f) nombre d'élèves diplômés de la DSFM			
	g) augmentation du montant de matériel pédagogique et didactique disponible en français	g) utilisation du matériel pédagogique et didactique			
		h) satisfaction des élèves			
1,2 Établir le programme de maternelle à temps plein dans chacune des écoles de la DSFM	a) le développement langagier et de la francisation de nos élèves en jeune enfance est accru	a) meilleur rendement aux niveaux langagiers et de la francisation	2000-2001	0 \$	547 100 \$
	b) meilleure intégration dans le système scolaire dès la première année	b) satisfaction des parents vis-à-vis le progrès de leurs enfants	2001-2002	0 \$	627 000 \$
	c) réduction du temps qu'un élève doit passer en phase d'accueil	c) intégration plus rapide des élèves de la phase d'accueil en classes régulières	2002-2003	0 \$	670 000 \$
	d) plus de communautés auront accès à la maternelle à temps plein	d) augmentation du nombre de classes offrant une maternelle à temps plein	2003-2004	0 \$	750 000 \$

ACTIONS		RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE RENDEMENT	RESSOURCES FINANCIÈRES		
1,3	Assurer le développement et la mise en œuvre des cours et programmes dans le domaine des études professionnelles et technologiques qui ne sont présentement pas disponibles en français	a) les élèves ont accès à plus de cours et de programmes dans le domaine des études professionnelles et technologiques b) diminution du nombre d'élèves qui quittent la DSFM pour suivre ailleurs des cours dans ce domaine c) transition avec succès des élèves à l'éducation post-secondaire ou au marché du travail	a) nombre d'élèves qui choisissent ces cours b) nombre de cours vocationnels et technologiques disponibles c) nombre d'élèves diplômés qui poursuivent leurs études post-secondaires en français	ANNÉE	PROVINCIAL	FÉDÉRAL
				2000-2001	100 000 \$	144 300 \$
				2001-2002	135 300 \$	130 000 \$
				2002-2003	173 000 \$	100 000 \$
				2003-2004	255 000 \$	45 000 \$

TOTAUX	2000-2001	792 400 \$	2 972 300 \$
	2001-2002	1 140 000 \$	2 670 000 \$
	2002-2003	1 494 000 \$	2 400 000 \$
	2003-2004	1 740 000 \$	2 170 000 \$

OBJECTIF

Établir un projet éducatif communautaire, géré par les parents francophones du Manitoba qui reflète les intérêts et les valeurs du milieu franco-manitobain.

2. COMMUNAUTAIRE

ACTIONS		RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE RENDEMENT	RESSOURCES FINANCIÈRES		
2,1	Offrir à nos communautés des services, des programmes et des lieux de rassemblement où s'entremêlent l'éducation, la langue, la culture et l'identité de la communauté (i.e. programmes de pré-maternelles, tournées d'information, formations pour parents, re-francisation, services de garderies, cours d'éducation permanente, etc.)	a) l'enfant peut arriver à mieux intégrer l'école avec les bases langagières et cognitives requises pour réussir b) tous les parents sont en mesure d'appuyer le vécu préscolaire et scolaire de leurs enfants c) la compréhension du français chez les parents est améliorée	a) augmentation du nombre d'événements communautaires qui se passent dans nos écoles b) augmentation du nombre de programmes et services communautaires offerts ainsi que du nombre de participants c) augmentation du nombre de partenariats établis avec d'autres groupes et/ou organismes	ANNÉE	PROVINCIAL	FÉDÉRAL
				2000-2001	-- \$	95 000 \$
				2001-2002	-- \$	120 000 \$
				2002-2003	-- \$	144 000 \$
				2003-2004	-- \$	170 000 \$
2,2	Assurer un système de fonctionnement qui permet une implication accrue des parents et une meilleure communication entre élu.e.s	a) révision du système de fonctionnement présentement en place b) les élu.e.s ont accès à une formation qui répond aux besoins de la commission scolaire c) un meilleur système de communication et de consultation est établi d) les rôles de tous les intervenants sont clarifiés et harmonisés	a) satisfaction des élu.e.s et des parents b) outils de communication et de consultations développés et utilisés c) montant de matériel de formation développé et utilisé	2000-2001	407 600 \$	-- \$
				2001-2002	420 000 \$	-- \$
				2002-2003	420 000 \$	-- \$
				2003-2004	420 000 \$	-- \$

TOTAUX	2000-2001	407 600 \$	95 000 \$
	2001-2002	420 000 \$	120 000 \$
	2002-2003	420 000 \$	144 000 \$
	2003-2004	420 000 \$	170 000 \$

OBJECTIF

Établir et assurer un accès à un programme français dans un plus grand nombre de communautés d'ayants droit selon la Charte canadienne des droits et libertés.

3. ÉTABLISSÉMENTS SCOLAIRES

ACTIONS		RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE RENDEMENT	RESSOURCES FINANCIÈRES				
3,1	Fournir des installations scolaires requises et assurer l'aménagement des écoles en ce qui a trait à des fonctions et programmes d'une école (salles de classe, gymnase, bibliothèque, laboratoires, etc.)	a) les élèves et les enseignant.e.s ont accès à des installations leur permettant d'accéder et de livrer les programmes offerts par la DSFM	a) plus d'élèves ont accès à des gymnases, des bibliothèques, des laboratoires, etc.	ANNÉE	PROVINCIAL	FÉDÉRAL		
			b) réduction du montant d'espaces scolaires loués de d'autres divisions scolaires	2000-2001	500 000 \$	-- \$		
			c) les membres du personnel et les élèves ont accès aux locaux dont ils ont besoin quand ils en ont besoin	2001-2002	1 200 000\$	-- \$		
				2002-2003	1 800 000\$	-- \$		
				2003-2004	2 500 000\$	-- \$		
3,2	Assurer un plus grand accès à un système de transport de qualité permettant aux élèves un va et vient d'une durée raisonnable et où ils peuvent communiquer dans leur langue maternelle	a) un plus grand nombre d'élèves inscrits ou désirant s'inscrire à la DSFM ont accès au transport par autobus scolaire avec des parcours qui minimisent le temps passé dans l'autobus b) établissement de nouveaux parcours en milieu rural et urbain c) établissement d'un système de transport scolaire indépendant d'une division scolaire cédante	a) nombre de nouveaux élèves transportés par autobus scolaire	2000-2001	200 000 \$	232 700 \$		
			b) nombre de parents qui transportent leurs enfants à l'école	2001-2002	240 000 \$	210 000 \$		
				2002-2003	286 000 \$	156 000 \$		
				2003-2004	440 000 \$	60 000 \$		
				c) nouveaux trajets d'autobus créés				
			d) établissement d'un système de transport scolaire indépendant d'une division scolaire cédante					
					e) réduction dans la durée moyenne d'un parcours d'autobus			
TOTALS				2000-2001	700 000 \$	232 700 \$		
				2001-2002	1 440 000 \$	210 000 \$		
				2002-2003	2 086 000 \$	156 000 \$		
				2003-2004	2 940 000 \$	60 000 \$		
GRANDS TOTALS				2000-2001	1 900 000 \$	3 300 000 \$		
				2001-2002	3 000 000 \$	3 000 000 \$		
				2002-2003	4 000 000 \$	2 700 000 \$		
				2003-2004	5 100 000 \$	2 400 000 \$		
					14 000 000 \$	11 400 000 \$		

Revisé par
Lise Toupin
6/3/2001

Elouche Entente

ÉBAUCHE
(VERSION RÉVISÉE LE 27 FÉVRIER 2001)

ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA
SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES À
LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION DANS LA LANGUE DE LA MINORITÉ

(2000-2001 à 2003-2004)

Educational
**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA
SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES À
LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT DANS LA LANGUE DE LA MINORITÉ**

LA PRÉSENTE ENTENTE SPÉCIALE a été conclue en français et en anglais ce ____^e jour
de _____ 2001

ENTRE : **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA**, ci-après appelée
«Canada», représentée par la ministre du Patrimoine canadien,

ET : **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU MANITOBA**, ci-après appelée
«Manitoba», représentée par le ministre de l'Éducation, de la Formation
professionnelle et de la Jeunesse.

ATTENDU QUE la *Constitution du Canada* et plus particulièrement la *Charte canadienne des droits et libertés* ainsi que la *Loi sur les langues officielles* reconnaissent que le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada et que le Canada reconnaît ses responsabilités et engagements envers celles-ci;

Educational
ATTENDU QUE l'éducation est de compétence provinciale et qu'il revient au Manitoba de déterminer les objectifs, de définir les contenus, de fixer les priorités et de faire l'évaluation de ses programmes d'enseignement dans la langue de la minorité;

ATTENDU QUE l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* reconnaît le droit des Canadiennes et des Canadiens appartenant à la minorité de langue française ou de langue anglaise dans une province ou un territoire de faire instruire leurs enfants dans leur propre langue là où le nombre le justifie;

ATTENDU QUE la Cour Suprême du Canada a statué que l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* confère aux parents appartenant à la minorité linguistique un droit de gestion et de contrôle à l'égard des établissements d'enseignement où leurs enfants se font instruire, lorsque le nombre le justifie;

ATTENDU QUE le Manitoba, après une série de consultations publiques approfondies, a établi une politique globale pour la gestion des écoles françaises de la province;

ATTENDU QUE l'Assemblée législative du Manitoba a adopté la Loi modifiant la *Loi sur les écoles publiques (Gestion des écoles françaises)* à l'égard de la politique du Manitoba sur la gestion des écoles françaises;

ATTENDU QUE la ministre du Patrimoine canadien est chargée, conformément à la *Loi sur les langues officielles*, d'encourager et d'aider les gouvernements provinciaux et territoriaux à offrir aux membres des communautés minoritaires de langue officielle l'instruction dans leur propre

per 8 1/2 x 14 ?

langue;

ATTENDU QUE le Canada et le Manitoba ont antérieurement mis en œuvre une entente spéciale qui a mené à l'établissement de la gestion des écoles françaises au Manitoba;

ATTENDU QUE le Canada a approuvé une série de mesures spéciales destinées à investir davantage dans la qualité des programmes d'^{éducation}enseignement dans la langue de la minorité, à consolider le réseau d'établissements postsecondaires de langue française et à promouvoir l'apprentissage de la langue seconde;

ATTENDU QUE le Manitoba a approuvé une série de mesures spéciales destinées à améliorer la qualité des programmes d'éducation dans la langue de la minorité;

EN CONSÉQUENCE, la présente entente atteste que les parties aux présentes conviennent des modalités ci-après.

1. OBJET DE L'ENTENTE

- 1.1 La présente entente a pour objet d'établir un cadre de collaboration entre le Canada et le Manitoba en vue d'améliorer la qualité des programmes d'^{éducation}enseignement dans la langue de la minorité, conformément au plan d'action de la Division scolaire franco-manitobaine n° 49 (DSFM) figurant à l'Annexe 2 de la présente entente.

2. OBJET DE LA CONTRIBUTION

- 2.1 Sous réserve des dispositions du paragraphe 3.1 de la présente entente, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses supplémentaires faites par le Manitoba pour réaliser les activités décrites dans le plan d'action de la DSFM (Annexe 2) relativement à un enseignement de qualité dans la langue de la minorité, c'est-à-dire:
- a) Assurer une formation de qualité à la population estudiantine francophone du Manitoba en promouvant le développement de personnes autonomes, épanouies, compétentes, sûres de leur identité, fières de leur langue et de leur culture;
 - b) Établir un projet éducatif communautaire, géré par les parents francophones du Manitoba qui reflète les intérêts et les valeurs du milieu franco-manitobain;
 - c) Établir et assurer un accès à un programme français dans un plus grand nombre de communautés d'ayants droits selon la Charte canadienne des droits et libertés;

alignement

2.2 Le plan d'action de la DSFM qui figure à l'Annexe 2 de la présente entente comprend la description des activités à entreprendre, des résultats visés et des indicateurs de rendement ainsi que la ventilation proposée de la contribution du Canada et de celle du Manitoba.

3. MONTANT MAXIMAL DE LA CONTRIBUTION

3.1 Sous réserve de l'affectation des crédits par le Parlement, du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du Programme des langues officielles dans l'enseignement et des modalités et conditions de la présente entente, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses admissibles faites par le Manitoba à travers la DSFM pour mettre en œuvre le plan d'action de la DSFM (Annexe 2) aux fins décrites à l'article 2 de la présente entente, le moindre de quinze millions de dollars (15 000 000 \$ sur cinq ans, soit du mois d'avril 1999 au mois de mars 2004, et dont 3 600 000 \$ ont été versés en 1999-2000) ou 50 p. cent du total des dépenses admissibles engagées par le Manitoba à travers la DSFM, selon la répartition ci-après.

2000-2001 :	3 300 000 \$
2001-2002 :	3 000 000 \$
2002-2003 :	2 700 000 \$
2003-2004 :	2 400 000 \$

3.2 Le Canada et le Manitoba reconnaissent que la contribution du Canada offerte au cours d'un exercice financier donné sera versée à l'appui des activités qui seront réalisées au cours de l'année scolaire provinciale.

3.3 Sous réserve de l'affectation des crédits par l'Assemblée législative du Manitoba et du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du ministère de l'Éducation, de la Formation professionnelle et de la Jeunesse, le Manitoba s'engage à contribuer aux dépenses admissibles faites aux termes du plan d'action approuvé de la DSFM (Annexe 2), selon la répartition ci-après (le Manitoba a déjà versé un montant de 1 000 000 \$ à la DSFM en 1999-2000).

2000-2001 :	1 900 000 \$
2001-2002 :	3 000 000 \$
2002-2003 :	4 000 000 \$
2003-2004 :	5 100 000 \$

3.4 L'aide financière prévue par le Manitoba, aux termes du paragraphe 3.3, est en sus des fonds normalement octroyés dans le cadre du Programme de financement des écoles et en sus des augmentations régulières s'y rattachant.

3.5 La contribution prévue du Manitoba doit également être en sus des contributions du Canada et du Manitoba dans le cadre de l'*Entente Canada-Manitoba relative à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde* et de toute autre entente semblable entre le Canada et le Manitoba dans le domaine de l'enseignement en français.

3.6 Les modalités administratives régissant le paiement de la contribution du Canada aux termes de la présente entente figurent à l'Annexe 1 de la présente entente.

4. DÉPENSES ADMISSIBLES

4.1 Aux fins de la présente entente, les dépenses admissibles pour chacune des activités énumérées au paragraphe 2.1 pourront comprendre, entre autres, les salaires et avantages sociaux, les honoraires professionnels, les frais d'administration, les dépenses liées à l'achat ou à la location de matériel et d'équipement essentiels, à l'acquisition et à la production de matériel pédagogique ainsi qu'à la formation.

5. BUDGET ET ACTIVITÉS APPROUVÉS

5.1 Le Canada et le Manitoba conviennent que les contributions mentionnées à l'article 3 s'appliquent uniquement aux activités décrites dans le plan d'action de la DSFM (Annexe 2), selon la ventilation budgétaire fédérale et provinciale (Annexe 3) prévue dans la présente entente.

6. INFORMATION DU PUBLIC

6.1 Le Canada et le Manitoba conviennent que la présente entente et ses annexes seront mises à la disposition de tous les gouvernements provinciaux et territoriaux et du public canadien.

6.2 Le Manitoba rendra public chaque année un rapport sur les activités réalisées et les résultats atteints dans le cadre du plan d'action de la DSFM (Annexe 2). Ce rapport sera publié conjointement avec le rapport annuel prévu au paragraphe 1.3 de l'Annexe A de l'*Entente Canada-Manitoba relative à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde*.

6.3 Le Manitoba présentera les renseignements mentionnés au paragraphe 6.2 de la présente entente de la façon qu'il juge comme étant la plus conforme à sa situation propre. Si, de l'avis du Canada ou du Manitoba, il y a lieu de clarifier l'information présentée, le Canada et le Manitoba tiendront des discussions dans ce but et aussi dans le but de déterminer la pertinence des éclaircissements demandés par rapport aux besoins du Canada.

- 6.4 Le Manitoba accepte de mentionner les contributions du Canada dans toute la publicité qu'il fera sur les programmes et activités pour lesquels le Canada aura fourni une contribution financière dans le cadre de la présente entente. Aux fins de la présente entente, la publicité comprend notamment, sans toutefois s'y limiter : les communiqués, les rapports de ministères ou d'organismes provinciaux et la correspondance adressée à des établissements d'enseignement. Le Manitoba accepte de fournir chaque année au Canada des échantillons de ces divers types de publicité.

7. DURÉE

- 7.1 La présente entente lie le Manitoba et le Canada pour la période commençant le 1^{er} avril 2000 et se terminant le 31 mars 2004, et toutes les contributions devant être versées par le Canada en conformité avec les dispositions de la présente entente ne visent que les activités réalisées et les dépenses faites par le Manitoba au cours de ladite période dans l'exécution du plan d'action de la DSFM (Annexe 2).

8. MODIFICATION OU CESSATION

- 8.1 Les parties peuvent, d'un commun accord écrit, modifier la présente entente ou y mettre fin pendant la durée de celle-ci.
- 8.2 L'une ou l'autre des parties peut mettre fin à la présente entente au terme de n'importe quel exercice financier, en donnant avis écrit à l'autre partie au moins un exercice financier complet à l'avance.
- 8.3 Sur réception de l'avis décrit au paragraphe 8.2 :
- a) aucune nouvelle activité ne doit être entreprise;
 - b) les activités existantes doivent se terminer à la date prévue dans l'avis et aucune dépense ne doit être faite après la date d'expiration de l'entente.

9. ÉVALUATION

- 9.1 Chaque année, les parties se rencontreront pour faire le point sur la présente entente et pour discuter des résultats des activités menées dans le cadre de celle-ci. Elles pourront convenir d'inviter les représentants de la DSFM à participer à cette rencontre.
- 9.2 Le Manitoba convient de fournir au Canada un rapport final détaillé sur les activités réalisées dans le cadre du plan d'action de la DSFM (Annexe 2), y compris une évaluation des résultats atteints. Ce rapport doit être fourni au plus

tard le 31 décembre 2004.

10. CONSULTATIONS

- 10.1 Le Manitoba continuera de consulter en particulier la ^{Division} ~~Commission~~ scolaire franco-manitobaine, dont les membres sont élus, et les groupes et associations intéressés relativement aux activités prévues dans la présente entente. Le Canada, dans son champ de compétence, se propose de consulter les associations et les groupes intéressés quant aux activités mises en place dans le cadre de la présente entente.

11. PARTENARIAT

- 11.1 Les parties reconnaissent que la présente entente ne constitue pas une association en vue de former une société ou une co-entreprise, ni ne crée de relation de mandataires entre le Canada et le Manitoba.

12. MEMBRES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, DU SÉNAT ET DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU MANITOBA

- 12.1 Aucun membre de la Chambre des communes, du Sénat et de l'Assemblée législative du Manitoba ne peut prendre part à la présente entente ou en tirer quelque avantage que ce soit.

13. FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT

- 13.1 Aucun fonctionnaire ou employé du gouvernement du Canada n'est admis à être partie à la présente entente ni à participer à aucun des bénéfices qui en proviennent sans le consentement écrit du ministre de qui relève le fonctionnaire ou l'employé.

14. RESPONSABILITÉ DU CANADA

- 14.1 Le Canada ne répond ni des blessures, même mortelles, ni des dommages matériels subis par le Manitoba ou qui que ce soit d'autre, à l'occasion de l'exécution de la présente entente par le Manitoba, à moins que ces blessures ou dommages ne soient imputables à une faute commise par un employé ou agent du gouvernement du Canada dans l'exercice de ses fonctions.

15. INDEMNISATION

- 15.1 Le Manitoba devra indemniser le Canada et la ministre du Patrimoine canadien ainsi que leurs employés ou mandataires et les dégager de toute responsabilité pour les réclamations, pertes, dommages, frais et dépenses découlant d'une blessure ou d'un décès ou encore pour les pertes ou dommages à la propriété

attribuables ou présumés attribuables au Manitoba ou à ses employés ou mandataires dans l'exercice des activités décrites dans la présente entente.

16. COMMUNICATIONS

- 16.1 Toute communication destinée au Canada concernant la présente entente doit être envoyée par courrier à l'adresse suivante :

Ministre du Patrimoine canadien
Ottawa (Ontario)
K1A 0M5

- 16.2 Toute communication destinée au Manitoba concernant la présente entente doit être envoyée par courrier à l'adresse suivante :

Ministre de l'Éducation, de la Formation professionnelle
et de la Jeunesse
Gouvernement du Manitoba
450, rue Broadway
Bureau 168, Édifice législatif
Winnipeg (Manitoba)
R3C 0V8

- 16.3 Toute communication ainsi envoyée sera réputée avoir été reçue après le délai nécessaire à une lettre pour parvenir, dans des circonstances normales, à destination.

17. ANNEXES

- 17.1 Les annexes ci-jointes font partie intégrante de la présente entente :

Annexe 1 - Modalités administratives;
Annexe 2 - Plan d'action de la DSFM; et
Annexe 3 - Contributions fédérales et provinciales.



EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente entente spéciale à la date inscrite à la première page.

AU NOM DU CANADA

AU NOM DU MANITOBA

Ministre du Patrimoine canadien

Ministre de l'Éducation, de la Formation
professionnelle et de la Jeunesse

EN PRÉSENCE DE :

EN PRÉSENCE DE :

Témoin

Témoin

ANNEXE 1

MODALITÉS ADMINISTRATIVES

1. MODALITÉS DE PAIEMENT

- 1.1 Pour chacun des exercices financiers, le Canada s'engage à verser au Manitoba la contribution mentionnée à l'article 3 de la présente entente spéciale de la façon suivante :
- a) pour le premier exercice financier, un premier paiement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada sera versé après la signature de la présente entente;
 - b) pour chaque exercice subséquent, le premier paiement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada pour cet exercice sera versé sous réserve de la réception et de l'acceptation du plan d'action de la DSFM (Annexe 2) mis à jour, le cas échéant, et à condition que les exigences pour les versements précédents aient été remplies;
 - c) pour chaque exercice de la présente entente, le deuxième paiement, n'excédant pas le solde de la contribution du Canada pour cet exercice financier, sera versé après la réception et l'acceptation :
 - (i) d'un état financier final certifié relatif à la contribution du Canada au Manitoba, pour l'exercice précédent, sauf la première année de l'entente;
 - (ii) d'un état financier provisoire certifié démontrant les dépenses réelles faites par le Manitoba durant la période se terminant le 31 janvier de l'exercice courant et les dépenses prévues jusqu'à la fin de l'année scolaire;
 - (iii) d'un rapport détaillé sur les activités réalisées l'année précédente dans le cadre du plan d'action de la DSFM (Annexe 2), sauf la première année de l'entente.
- 1.2 En plus des états financiers visés au paragraphe 1.1 de la présente annexe, un état financier final certifié démontrant les dépenses réelles faites par le Manitoba durant l'exercice financier se terminant le 31 mars 2004 devra être présenté au Canada au plus tard neuf mois après la fin de cet exercice financier, c'est-à-dire le 31 décembre 2004.

ANNEXE 1

- 1.3 Les montants à payer par le Canada au Manitoba conformément à la présente entente seront effectués dans un délai approximatif de trente (30) jours ouvrables suivant la réception des documents visés au paragraphe 1.1 de la présente annexe, à condition que les renseignements présentés dans lesdits documents soient conformes aux modalités de la présente entente et que le Manitoba ait donné suite aux questions soulevées par le Canada, le cas échéant.

2. TRANSFERTS

- 2.1 Le Manitoba pourra transférer des fonds entre les activités du plan d'action de la DSFM (Annexe 2) avec l'autorisation écrite du Canada, à l'exception des projets d'immobilisation, dans la mesure où ces transferts ne remettent pas en question l'atteinte des résultats prévus dans le plan d'action de la DSFM. Le Manitoba devra présenter une demande pour tout transfert au Patrimoine canadien avant le 15 février de l'exercice financier visé.

3. ÉTATS FINANCIERS CERTIFIÉS ET RAPPORTS D'ACTIVITÉS

- 3.1 Aux fins de la présente entente, le Manitoba présentera au Canada des états financiers certifiés par un agent principal de programme et par un agent principal des finances. Ces derniers auront été dûment autorisés par le Manitoba et agréés par le Canada.
- 3.2 Aux fins de la présente entente, les états financiers visés à l'article 1 de la présente annexe sont des états détaillés de toutes les dépenses faites par le Manitoba à l'égard des activités financées dans le cadre de la présente entente. Ces états financiers seront présentés de façon conforme au budget du plan d'action de la DSFM (Annexe 2).
- 3.3 Les rapports visés à l'article 1 de la présente annexe doivent contenir une description détaillée des activités réalisées et des résultats atteints dans le cadre du plan d'action de la DSFM (Annexe 2).

4. EXCÉDENT

- 4.1 Si les paiements versés au Manitoba conformément à la présente entente dépassent les montants auxquels le Manitoba a droit, la somme excédentaire devra être remise au Canada. Si la somme excédentaire n'a pas été remise, le Canada pourra déduire d'un montant équivalent ses contributions ultérieures au Manitoba.

ANNEXE 1

5. VÉRIFICATION FINANCIÈRE

- 5.1 Le Canada se réserve le droit de vérifier ou de faire vérifier les comptes et registres du Manitoba relatifs aux dispositions de la présente entente afin de s'assurer du respect de ces dispositions, et le Manitoba accepte de mettre à la disposition des vérificateurs tout registre, document ou renseignement dont ceux-ci pourraient avoir besoin. La portée et l'étendue des vérifications financières, et le moment choisi pour les entreprendre, seront fixés par le Canada et, le cas échéant, ces vérifications pourront être menées par des fonctionnaires du ministère du Patrimoine canadien ou par leurs agents.
- 5.2 Le Canada accepte d'informer le Manitoba des résultats de toute vérification financière et de verser au Manitoba, le plus tôt possible après la vérification financière, toute somme d'argent qui pourrait, selon la vérification, s'avérer due par lui au Manitoba. Le Manitoba accepte de verser au Canada, sur la foi des résultats de la vérification financière, toute somme d'argent qui pourrait s'avérer due par lui au Canada.

ANNEXE 2

**PLAN D'ACTION DE LA
DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE N° 49**



Division scolaire franco-manitobaine n° 49
« Apprendre et grandir ensemble »

PLAN D'ACTION 2000-2004

MPR-02-2001 13:40

BUREAU DE L'ED. FRANÇAISE

12049482994

P.02/08

MAR-02-2001

13:40

BUREAU DE L'ED. FRANCAISE

we

4472

12049482994

P.03/08

PLOE au long si possible ! 001089

PRÉAMBULE

Le mandat de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) trouve ses racines dans l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés de 1982. Des jugements de la Cour suprême du Canada, les jugements Mahé, le Renvoi manitobain et l'arrêt Arsenault-Cameron en ont précisé les dimensions et formulé la vision. La responsabilité provinciale s'articule dans l'article 21 de la loi manitobaine de 1993.

En vertu de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés et de la jurisprudence, les enfants francophones du Canada ont droit à l'égalité des résultats en éducation.

L'école est l'institution la plus importante pour la survie de la minorité linguistique officielle, qui elle-même est un véritable bénéficiaire en vertu de l'article 23.

La Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) regroupe présentement vingt-deux (22) écoles qui accueillent 4 480 élèves. Ces écoles sont éparpillées sur un large territoire géographique à partir de La Broquerie au sud-est à Saint-Lazare au nord-ouest et de Notre-Dame-de-Lourdes au sud-ouest à Saint-Georges au nord-est. La clientèle scolaire desservie par ces écoles est elle-même dispersée sur un large territoire. La seule concentration importante de clientèle francophone se trouve dans la région urbaine où la DSFM a établi cinq (5) écoles élémentaires et une (1) école secondaire, toutes situées à Saint-Boniface/Saint-Vital pour desservir toute la population francophone de Winnipeg.

Depuis les six dernières années, la DSFM a établi de nouveaux programmes pour mieux répondre aux besoins de ses élèves. L'entente viendra défrayer les coûts supplémentaires reliés à l'avancement de l'éducation en français et au mandat de la DSFM qui ne sont pas rencontrés par des programmes actuellement en place (i.e. PLOE).

MAR-02-2001 13:40

BUREAU DE L'ED. FRANCAISE

12049482994 P.04/08

OBJECTIFS

- ▶ Assurer une formation de qualité à la population estudiantine francophone du Manitoba en promouvant le développement de personnes autonomes, épanouies, compétentes, sûres de leur identité, fières de leur langue et de leur culture.
- ▶ Établir un projet éducatif communautaire, géré par les parents francophones du Manitoba, et qui reflète les intérêts et les valeurs du milieu franco-manitobain.
- ▶ Établir et assurer un accès à un programme français dans un plus grand nombre de communautés d'ayants droit selon la Charte canadienne des droits et libertés.

OBJECTIF

Assurer une formation de qualité à la population estudiantine francophone du Manitoba en promouvant le développement de personnes autonomes, épanouies, compétentes, sûres de leur identité, fières de leur langue et de leur culture.

1. DÉVELOPPEMENT DE PROGRAMMES ET SERVICES D'APPUI

ACTIONS	RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE RENDEMENT	RESSOURCES FINANCIÈRES		
			ANNÉE	PROVINCIAL	FÉDÉRAL
1,1 Assurer le développement et la mise en œuvre d'une programmation qui répond mieux aux besoins des élèves dans le domaine culturel, dans le domaine académique, de l'adaptation personnelle et scolaire et des services complémentaires en français	a) les élèves ont accès à une programmation plus variée et de qualité	a) taux de réussite plus élevé chez les élèves	2000-2001	692 400 \$	2 280 900 \$
	b) augmentation des résultats obtenus par les élèves	b) nombre de programmes et de services offerts en français	2001-2002	1 004 700 \$	1 913 000 \$
	c) d'assurer une meilleure équivalence au niveau des résultats et du choix de programmes (exemples : rassemblements culturels, cours à distance, classe modulaire, programme alternatif, phase d'accueil, etc.)	c) nombre d'activités et de services culturels disponibles aux élèves	2002-2003	1 321 000 \$	1 630 000 \$
	d) accroissement des inscriptions d'élèves à la DSFM	d) nombre d'élèves inscrits dans la phase d'accueil	2003-2004	1 485 000 \$	1 375 000 \$
	e) taux d'élèves obtenant le diplôme d'études secondaires	e) nombre d'élèves inscrits à la DSFM			
	f) les élèves ont accès à une phase d'accueil de qualité	f) nombre d'élèves diplômés de la DSFM			
	g) augmentation du montant de matériel pédagogique et didactique disponible en français	g) utilisation du matériel pédagogique et didactique			
		h) satisfaction des élèves			
1,2 Établir le programme de maternelle à temps plein dans chacune des écoles de la DSFM	a) le développement langagier et de la francisation de nos élèves en jeune enfance est accru	a) meilleur rendement aux niveaux langagiers et de la francisation	2000-2001	0 \$	547 100 \$
	b) meilleure intégration dans le système scolaire dès la première année	b) satisfaction des parents vis-à-vis le progrès de leurs enfants	2001-2002	0 \$	627 000 \$
	c) réduction du temps qu'un élève doit passer en phase d'accueil	c) intégration plus rapide des élèves de la phase d'accueil en classes régulières	2002-2003	0 \$	670 000 \$
	d) plus de communautés auront accès à la maternelle à temps plein	d) augmentation du nombre de classes offrant une maternelle à temps plein	2003-2004	0 \$	750 000 \$

répétition!

ACTIONS		RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE RENDEMENT	RESSOURCES FINANCIÈRES		
1,3	Assurer le développement et la mise en œuvre des cours et programmes dans le domaine des études professionnelles et technologiques qui ne sont présentement pas disponibles en français	a) les élèves ont accès à plus de cours et de programmes dans le domaine des études professionnelles et technologiques b) diminution du nombre d'élèves qui quittent la DSFM pour suivre ailleurs des cours dans ce domaine c) transition avec succès des élèves à l'éducation post-secondaire ou au marché du travail	a) nombre d'élèves qui choisissent ces cours b) nombre de cours vocationnels et technologiques disponibles c) nombre d'élèves diplômés qui poursuivent leurs études post-secondaires en français	ANNÉE	PROVINCIAL	FÉDÉRAL
				2000-2001	100 000 \$	144 300 \$
				2001-2002	135 300 \$	130 000 \$
				2002-2003	173 000 \$	100 000 \$
				2003-2004	255 000 \$	45 000 \$

TOTAUX	2000-2001	792 400 \$	2 972 300 \$
	2001-2002	1 140 000 \$	2 670 000 \$
	2002-2003	1 494 000 \$	2 400 000 \$
	2003-2004	1 740 000 \$	2 170 000 \$

OBJECTIF

Établir un projet éducatif communautaire, géré par les parents francophones du Manitoba qui reflète les intérêts et les valeurs du milieu franco-manitobain.

2. COMMUNAUTAIRE

ACTIONS		RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE RENDEMENT	RESSOURCES FINANCIÈRES		
				ANNÉE	PROVINCIAL	FÉDÉRAL
2,1	Offrir à nos communautés des services, des programmes et des lieux de rassemblement où s'entremêlent l'éducation, la langue, la culture et l'identité de la communauté (i.e. programmes de pré-maternelles, tournées d'information, formations pour parents, re-francisation, services de garderies, cours d'éducation permanente, etc.)	a)	l'enfant peut arriver à mieux intégrer l'école avec les bases langagières et cognitives requises pour réussir	a) augmentation du nombre d'événements communautaires qui se passent dans nos écoles	2000-2001	-- \$ 95 000 \$
		b)	tous les parents sont en mesure d'appuyer le vécu préscolaire et scolaire de leurs enfants	b) augmentation du nombre de programmes et services communautaires offerts ainsi que du nombre de participants	2001-2002	-- \$ 120 000 \$
		c)	la compréhension du français chez les parents est améliorée	c) augmentation du nombre de partenariats établis avec d'autres groupes et/ou organismes	2002-2003	-- \$ 144 000 \$
					2003-2004	-- \$ 170 000 \$
2,2	Assurer un système de fonctionnement qui permet une implication accrue des parents et une meilleure communication entre élu.e.s	a)	révision du système de fonctionnement présentement en place	a) satisfaction des élu.e.s et des parents	2000-2001	407 600 \$ -- \$
		b)	les élu.e.s ont accès à une formation qui répond aux besoins de la commission scolaire	b) outils de communication et de consultations développés et utilisés	2001-2002	420 000 \$ -- \$
		c)	un meilleur système de communication et de consultation est établi ?	c) montant de matériel de formation développé et utilisé	2002-2003	420 000 \$ -- \$
					2003-2004	420 000 \$ -- \$

TOTAUX	2000-2001	407 600 \$	95 000 \$
	2001-2002	420 000 \$	120 000 \$
	2002-2003	420 000 \$	144 000 \$
	2003-2004	420 000 \$	170 000 \$

OBJECTIF

Établir et assurer un accès à un programme français dans un plus grand nombre de communautés d'ayants droit selon la Charte canadienne des droits et libertés.

3. ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

	ACTIONS	RÉSULTATS VISÉS	INDICATEURS DE RENDEMENT	RESSOURCES FINANCIÈRES		
				ANNÉE	PROVINCIAL	FÉDÉRAL
3,1	Fournir des installations scolaires requises et assurer l'aménagement des écoles en ce qui a trait à des fonctions et programmes d'une école (salles de classe, gymnase, bibliothèque, laboratoires, etc.)	a) les élèves et les enseignants ont accès à des installations leur permettant d'accéder et de livrer les programmes offerts par la DSFM	a) plus d'élèves ont accès à des gymnases, des bibliothèques, des laboratoires, etc. b) réduction du montant d'espaces scolaires loués de d'autres divisions scolaires c) les membres du personnel et les élèves ont accès aux locaux dont ils ont besoin quand ils en ont besoin	2000-2001 2001-2002 2002-2003 2003-2004	500 000 \$ 1 200 000 \$ 1 800 000 \$ 2 500 000 \$	-- \$ -- \$ -- \$ -- \$
3,2	Assurer un plus grand accès à un système de transport de qualité permettant aux élèves un va et vient d'une durée raisonnable et où ils peuvent communiquer dans leur langue maternelle	a) un plus grand nombre d'élèves inscrits ou désirant s'inscrire à la DSFM ont accès au transport par autobus scolaire avec des parcours qui minimisent le temps passé dans l'autobus b) établissement de nouveaux parcours en milieu rural et urbain c) établissement d'un système de transport scolaire indépendant d'une division scolaire cédante	a) nombre de nouveaux élèves transportés par autobus scolaire b) nombre de parents qui transportent leurs enfants à l'école c) nouveaux trajets d'autobus créés d) établissement d'un système de transport scolaire indépendant d'une division scolaire cédante e) réduction dans la durée moyenne d'un parcours d'autobus	2000-2001 2001-2002 2002-2003 2003-2004	200 000 \$ 240 000 \$ 286 000 \$ 440 000 \$	232 700 \$ 210 000 \$ 156 000 \$ 60 000 \$
TOTAUX				2000-2001 2001-2002 2002-2003 2003-2004	700 000 \$ 1 440 000 \$ 2 086 000 \$ 2 940 000 \$	232 700 \$ 210 000 \$ 156 000 \$ 60 000 \$
GRANDS TOTAUX				2000-2001 2001-2002 2002-2003 2003-2004	1 900 000 \$ 3 000 000 \$ 4 000 000 \$ 5 100 000 \$ 14 000 000 \$	3 300 000 \$ 3 000 000 \$ 2 700 000 \$ 2 400 000 \$ 11 400 000 \$

ANNEXE 3

**CONTRIBUTIONS
FÉDÉRALES ET PROVINCIALES**

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES À LA QUALITÉ
DE L'ÉDUCATION DANS LA LANGUE DE LA MINORITÉ
VENTILATION DES CONTRIBUTIONS
1999/2000 TO 2003/2004
(en milliers de dollars)**

	1999/2000	2000/2001	2001/2002	2002/2003	2003/2004	Total
Contributions du Canada	3,600.0	3,300.0	3,000.0	2,700.0	2,400.0	15,000.0
Contributions du Manitoba						
Soutien déjà alloué ?	750.0	750.0	750.0	750.0	750.0	3,750.0
Autre soutien						
Contributions de base en espèce	250.0	650.0	1,050.0	1,450.0	1,850.0	5,250.0
Projets d'immobilisation	0.0	500.0	1,200.0	1,800.0	2,500.0	6,000.0
	1,000.0	1,900.0	3,000.0	4,000.0	5,100.0	15,000.0
Contributions totales	4,600.0	5,200.0	6,000.0	6,700.0	7,500.0	30,000.0

ÉBAUCHE
(VERSION RÉVISÉE LE 27^e FÉVRIER 2001)

OK

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA
SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES À
LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION ~~L'ENSEIGNEMENT~~ DANS LA LANGUE DE LA
MINORITÉ**

(2000-2001 à 2003-2004)

**ENTENTE SPÉCIALE CANADA-MANITOBA
SUR DES MESURES D'INVESTISSEMENT RELATIVES À
LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT L'ÉDUCATION DANS LA LANGUE DE LA
MINORITÉ**

LA PRÉSENTE ENTENTE SPÉCIALE a été conclue en français et en anglais ce ____^e jour
de _____ 2001

ENTRE : **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU CANADA**, ci-après appelée
 «Canada», représentée par la ministre du Patrimoine canadien,

ET : **SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF DU MANITOBA**, ci-après appelée
 «Manitoba», représentée par le ministre de l'Éducation, de la Formation
 professionnelle et de la Jeunesse.

ATTENDU QUE la *Constitution du Canada* et plus particulièrement la *Charte canadienne des droits et libertés* ainsi que la *Loi sur les langues officielles* reconnaissent que le français et l'anglais sont les langues officielles du Canada et que le Canada reconnaît ses responsabilités et engagements envers celles-ci;

ATTENDU QUE l'éducation est de compétence provinciale et qu'il revient au Manitoba de déterminer les objectifs, de définir les contenus, de fixer les priorités et de faire l'évaluation de ses programmes d'enseignement dans la langue de la minorité;

ATTENDU QUE l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* reconnaît le droit des Canadiennes et des Canadiens appartenant à la minorité de langue française ou de langue anglaise dans une province ou un territoire de faire instruire leurs enfants dans leur propre langue là où le nombre le justifie;

ATTENDU QUE la Cour Suprême du Canada a statué que l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* confère aux parents appartenant à la minorité linguistique un droit de gestion et de contrôle à l'égard des établissements d'enseignement où leurs enfants se font instruire, lorsque le nombre le justifie;

ATTENDU QUE le Manitoba, après une série de consultations publiques approfondies, a établi une politique globale pour la gestion des écoles françaises de la province;

ATTENDU QUE l'Assemblée législative du Manitoba a adopté la Loi modifiant la *Loi sur les écoles publiques (Gestion des écoles françaises)* à l'égard de la politique du Manitoba sur la gestion des écoles françaises;

ATTENDU QUE la ministre du Patrimoine canadien est chargée, conformément à la *Loi sur les langues officielles*, d'encourager et d'aider les gouvernements provinciaux et territoriaux à offrir aux membres des communautés minoritaires de langue officielle l'instruction dans leur propre

langue;

ATTENDU QUE le Canada et le Manitoba ont antérieurement mis en œuvre une entente spéciale qui a mené à l'établissement de la gestion des écoles françaises au Manitoba;

ATTENDU QUE le Canada a approuvé une série de mesures spéciales destinées à investir davantage dans la qualité des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité, à consolider le réseau d'établissements postsecondaires de langue française et à promouvoir l'apprentissage de la langue seconde;

ATTENDU QUE le Manitoba a approuvé une série de mesures spéciales destinées à améliorer la qualité des programmes d'éducation enseignement dans la langue de la minorité;

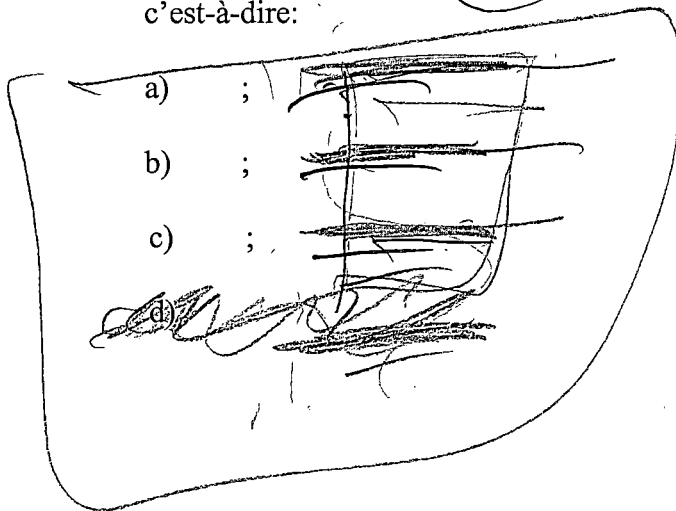
EN CONSÉQUENCE, la présente entente atteste que les parties aux présentes conviennent des modalités ci-après.

1. OBJET DE L'ENTENTE

- 1.1 La présente entente a pour objet d'établir un cadre de collaboration entre le Canada et le Manitoba en vue d'améliorer la qualité des programmes d'enseignement dans la langue de la minorité, conformément au plan d'action de la Division scolaire franco-manitobaine n° 49 (DSFM) figurant à l'Annexe 2 de la présente entente.

2. OBJET DE LA CONTRIBUTION

- 2.1 Sous réserve des dispositions du paragraphe 3.1 de la présente entente, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses supplémentaires faites par le Manitoba pour réaliser les activités décrites dans le plan d'action de la DSFM (Annexe 2) relativement à un enseignement de qualité dans la langue de la minorité, c'est-à-dire:



- 2.2 Le plan d'action de la DSFM qui figure à l'Annexe 2 de la présente entente comprend la description des activités à entreprendre, des résultats visés et des indicateurs de rendement ainsi que la ventilation proposée de la contribution du Canada et de celle du Manitoba.

3. MONTANT MAXIMAL DE LA CONTRIBUTION

- 3.1 Sous réserve de l'affectation des crédits par le Parlement, du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du Programme des langues officielles dans l'enseignement et des modalités et conditions de la présente entente, le Canada s'engage à contribuer aux dépenses admissibles faites par le Manitoba à travers la DSFM pour mettre en œuvre le plan d'action de la DSFM (Annexe 2) aux fins décrites à l'article 2 de la présente entente, le moindre de quinze millions de dollars (15 000 000 \$ sur cinq ans, soit du mois d'avril 1999 au mois de mars 2004, et dont 3 600 000 \$ ont été versés en 1999-2000) ou 50 p. cent du total des dépenses admissibles engagées par le Manitoba à travers la DSFM, selon la répartition ci-après.

2000-2001 :	3 300 000 \$
2001-2002 :	3 000 000 \$
2002-2003 :	2 700 000 \$
2003-2004 :	2 400 000 \$

- 3.2 Le Canada et le Manitoba reconnaissent que la contribution du Canada offerte au cours d'un exercice financier donné sera versée à l'appui des activités qui seront réalisées au cours de l'année scolaire provinciale.

- 3.3 Sous réserve de l'affectation des crédits par l'Assemblée législative du Manitoba et du maintien des niveaux budgétaires courants et prévus du ministère de l'Éducation, de la Formation professionnelle et de la Jeunesse, le Manitoba s'engage à contribuer aux dépenses admissibles faites aux termes du plan d'action approuvé de la DSFM (Annexe 2), selon la répartition ci-après (le Manitoba a déjà versé un montant de 1 000 000 \$ à la DSFM en 1999-2000).

2000-2001 :	1 900 000 \$
2001-2002 :	3 000 000 \$
2002-2003 :	4 000 000 \$
2003-2004 :	5 100 000 \$

- 3.4 L'aide financière prévue par le Manitoba, aux termes du paragraphe 3.3, est en sus des fonds normalement octroyés dans le cadre du Programme de financement des écoles et en sus des augmentations régulières s'y rattachant.

- 3.5 La contribution prévue du Manitoba doit également être en sus des contributions du Canada et du Manitoba dans le cadre de l'*Entente Canada-Manitoba relative à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde* et de toute autre entente semblable entre le Canada et le Manitoba dans le domaine de l'enseignement en français.
- 3.6 Les modalités administratives régissant le paiement de la contribution du Canada aux termes de la présente entente figurent à l'Annexe 1 de la présente entente.

4. DÉPENSES ADMISSIBLES

- 4.1 Aux fins de la présente entente, les dépenses admissibles pour chacune des activités énumérées au paragraphe 2.1 pourront comprendre, entre autres, les salaires et avantages sociaux, les honoraires professionnels, les frais d'administration, les dépenses liées à l'achat ou à la location de matériel et d'équipement essentiels, à l'acquisition et à la production de matériel pédagogique ainsi qu'à la formation.

5. BUDGET ET ACTIVITÉS APPROUVÉS

- 5.1 Le Canada et le Manitoba conviennent que les contributions mentionnées à l'article 3 s'appliquent uniquement aux activités décrites dans le plan d'action de la DSFM (Annexe 2), selon la ventilation budgétaire fédérale et provinciale (Annexe 3) prévue dans la présente entente.

6. INFORMATION DU PUBLIC

- 6.1 Le Canada et le Manitoba conviennent que la présente entente et ses annexes seront mises à la disposition de tous les gouvernements provinciaux et territoriaux et du public canadien.
- 6.2 Le Manitoba rendra public chaque année un rapport sur les activités réalisées et les résultats atteints dans le cadre du plan d'action de la DSFM (Annexe 2). Ce rapport sera publié conjointement avec le rapport annuel prévu au paragraphe 1.3 de l'Annexe A de l'*Entente Canada-Manitoba relative à l'enseignement dans la langue de la minorité et à l'enseignement de la langue seconde*.
- 6.3 Le Manitoba présentera les renseignements mentionnés au paragraphe 6.2 de la présente entente de la façon qu'il juge comme étant la plus conforme à sa situation propre. Si, de l'avis du Canada ou du Manitoba, il y a lieu de clarifier l'information présentée, le Canada et le Manitoba tiendront des discussions dans ce but et aussi dans le but de déterminer la pertinence des éclaircissements demandés par rapport aux besoins du Canada.
- 6.4 Le Manitoba accepte de mentionner les contributions du Canada dans toute la publicité qu'il fera sur les programmes et activités pour lesquels le Canada aura

fourni une contribution financière dans le cadre de la présente entente. Aux fins de la présente entente, la publicité comprend notamment, sans toutefois s'y limiter : les communiqués, les rapports de ministères ou d'organismes provinciaux, et la correspondance adressée à des établissements d'enseignement. Le Manitoba accepte de fournir chaque année au Canada des échantillons de ces divers types de publicité.

7. DURÉE

- 7.1 La présente entente lie le Manitoba et le Canada pour la période commençant le 1^{er} avril 2000 et se terminant le 31 mars 2004, et toutes les contributions devant être versées par le Canada en conformité avec les dispositions de la présente entente ne visent que les activités réalisées et les dépenses faites par le Manitoba au cours de ladite période dans l'exécution du plan d'action de la DSFM (Annexe 2).

8. MODIFICATION OU CESSATION

- 8.1 Les parties peuvent, d'un commun accord écrit, modifier la présente entente ou y mettre fin pendant la durée de celle-ci.
- 8.2 L'une ou l'autre des parties peut mettre fin à la présente entente au terme de n'importe quel exercice financier, en donnant avis écrit à l'autre partie au moins un exercice financier complet à l'avance.
- 8.3 Sur réception de l'avis décrit au paragraphe 8.2 :
- a) aucune nouvelle activité ne doit être entreprise;
 - b) les activités existantes doivent se terminer à la date prévue dans l'avis et aucune dépense ne doit être faite après la date d'expiration de l'entente.

9. ÉVALUATION

- 9.1 Chaque année, les parties se rencontreront pour faire le point sur la présente entente et pour discuter des résultats des activités menées dans le cadre de celle-ci. Elles pourront convenir d'inviter les représentants de la DSFM à participer à cette rencontre.
- 9.2 Le Manitoba convient de fournir au Canada un rapport final détaillé sur les activités réalisées dans le cadre du plan d'action de la DSFM (Annexe 2), y compris une évaluation des résultats atteints. Ce rapport doit être fourni au plus tard le 31 décembre 2004.

10. CONSULTATIONS

- 10.1 Le Manitoba continuera de consulter en particulier la Commission scolaire franco-manitobaine, dont les membres sont élus, et les groupes et associations

intéressés relativement aux activités prévues dans la présente entente. Le Canada, dans son champ de compétence, se propose de consulter les associations et les groupes intéressés quant aux activités mises en place dans le cadre de la présente entente.

11. PARTENARIAT

- 11.1 Les parties reconnaissent que la présente entente ne constitue pas une association en vue de former une société ou une co-entreprise, ni ne crée de relation de mandataires entre le Canada et le Manitoba.

12. MEMBRES DE LA CHAMBRE DES COMMUNES, DU SÉNAT ET DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU MANITOBA

- 12.1 Aucun membre de la Chambre des communes, du Sénat et de l'Assemblée législative du Manitoba ne peut prendre part à la présente entente ou en tirer quelque avantage que ce soit.

13. FONCTIONNAIRES ET EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT

- 13.1 Aucun fonctionnaire ou employé du gouvernement du Canada n'est admis à être partie à la présente entente ni à participer à aucun des bénéfices qui en proviennent sans le consentement écrit du ministre de qui relève le fonctionnaire ou l'employé.

14. RESPONSABILITÉ DU CANADA

- 14.1 Le Canada ne répond ni des blessures, même mortelles, ni des dommages matériels subis par le Manitoba ou qui que ce soit d'autre, à l'occasion de l'exécution de la présente entente par le Manitoba, à moins que ces blessures ou dommages ne soient imputables à une faute commise par un employé ou agent du gouvernement du Canada dans l'exercice de ses fonctions.

15. INDEMNISATION

- 15.1 Le Manitoba devra indemniser le Canada et la ministre du Patrimoine canadien ainsi que leurs employés ou mandataires et les dégager de toute responsabilité pour les réclamations, pertes, dommages, frais et dépenses découlant d'une blessure ou d'un décès ou encore pour les pertes ou dommages à la propriété attribuables ou présumés attribuables au Manitoba ou à ses employés ou mandataires dans l'exercice des activités décrites dans la présente entente.

16. COMMUNICATIONS

- 16.1 Toute communication destinée au Canada concernant la présente entente doit être envoyée par courrier à l'adresse suivante :

Ministre du Patrimoine canadien
Ottawa (Ontario)
K1A 0M5

- 16.2 Toute communication destinée au Manitoba concernant la présente entente doit être envoyée par courrier à l'adresse suivante :

Ministre de l'Éducation, de la Formation professionnelle
et de la Jeunesse
Gouvernement du Manitoba
450, rue Broadway
Bureau 168, Édifice législatif
Winnipeg (Manitoba)
R3C 0V8

- 16.3 Toute communication ainsi envoyée sera réputée avoir été reçue après le délai nécessaire à une lettre pour parvenir, dans des circonstances normales, à destination.

17. ANNEXES

- 17.1 Les annexes ci-jointes font partie intégrante de la présente entente :

Annexe 1 -	Modalités administratives;
_____ Annexe 2 -	Plan d'action de la DSFM; et
_____ Annexe 3 -	Contributions fédérales et provinciales.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé la présente entente spéciale à la date inscrite à la première page.

AU NOM DU CANADA

AU NOM DU MANITOBA

Ministre du Patrimoine canadien

Ministre de l'Éducation, de la Formation
professionnelle et de la Jeunesse

EN PRÉSENCE DE :

_EN PRÉSENCE DE :

Témoin

_Témoin

ANNEXE 1

MODALITÉS ADMINISTRATIVES

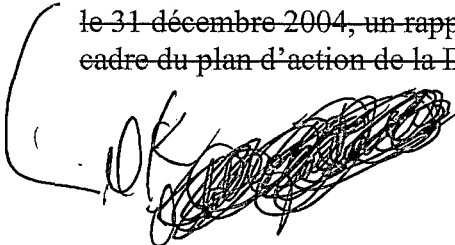
1. MODALITÉS DE PAIEMENT

1.1 Pour chacun des exercices financiers, le Canada s'engage à verser au Manitoba la contribution mentionnée à l'article 3 de la présente entente spéciale de la façon suivante :

alignement?? du a)

- a) pour le premier exercice financier, un premier paiement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada sera versé après la signature de la présente entente;
- b) pour chaque exercice subséquent, le premier paiement représentant environ la moitié (50 p. 100) de la contribution du Canada pour cet exercice sera versé sous réserve de la réception et de l'acceptation du plan d'action de la DSFM (Annexe 2) mis à jour, le cas échéant, et à condition que les exigences pour les versements précédents aient été remplies;
- c) pour chaque exercice de la présente entente, le deuxième?? second paiement, n'excédant pas le solde de la contribution du ~~Canada pour cet exercice~~ financier, sera versé après la réception et l'acceptation :
 - (i) d'un état financier final certifié relatif à la contribution du Canada au Manitoba, pour l'exercice précédent, sauf la première année de l'entente;
 - (ii) d'un état financier provisoire certifié démontrant les dépenses réelles faites par le Manitoba durant la période se terminant le 31 janvier de l'exercice courant et les dépenses prévues jusqu'à la fin de l'année scolaire;
 - (iii) d'un rapport détaillé sur les activités réalisées l'année précédente dans le cadre du plan d'action de la DSFM (Annexe 2), sauf la première année de l'entente.

~~1.2 En plus du rapport annuel détaillé visé au sous-alinéa 1.1 c) (iii) de la présente annexe, le Manitoba devra soumettre au Canada, au plus tard le 31 décembre 2004, un rapport final détaillé sur les activités réalisées dans le cadre du plan d'action de la DSFM (Annexe 2).~~



ANNEXE 1

1.32 En plus des états financiers visés au paragraphe 1.1 de la présente annexe, un état financier final certifié démontrant les dépenses réelles faites par le Manitoba durant l'exercice financier se terminant le 31 mars 2004 devra être présenté au Canada au plus tard neuf mois après la fin de cet exercice financier, c'est-à-dire le 31 décembre 2004.

1.43 Les montants à payer par le Canada au Manitoba conformément à la présente entente seront effectués dans un délai approximatif de trente (30) jours ouvrables suivant la réception des documents visés au paragraphe 1.1 de la présente annexe, à condition que les renseignements présentés dans lesdits documents soient conformes aux modalités de la présente entente et que le Manitoba ait donné suite aux questions soulevées par le Canada, le cas échéant.

2. TRANSFERTS

2.1 Le Manitoba pourra transférer des fonds entre les activités du plan d'action de la DSFM (Annexe 2) avec l'autorisation écrite du Canada, à l'exception des projets d'immobilisation, dans la mesure où ces transferts ne remettent pas en question l'atteinte des résultats prévus dans le plan d'action de la DSFM. Le Manitoba devra présenter une demande pour tout transfert au Patrimoine canadien avant le 15 février de l'exercice financier visé.

3. ÉTATS FINANCIERS CERTIFIÉS ET RAPPORTS D'ACTIVITÉS

3.1 Aux fins de la présente entente, le Manitoba présentera au Canada des états financiers certifiés par un agent principal de programme et par un agent principal des finances. Ces derniers auront été dûment autorisés par le Manitoba et agréés par le Canada.

3.2 ——— Aux fins de la présente entente, les états financiers visés à l'article 1 de la présente annexe sont des états détaillés de toutes les dépenses faites par le Manitoba à l'égard des activités financées dans le cadre de la présente entente. Ces états financiers seront présentés de façon conforme au budget du plan d'action de la DSFM (Annexe 2).

Les rapports visés à l'article 1 de la présente annexe doivent contenir une description détaillée des activités réalisées et des résultats atteints dans le cadre du plan d'action de la DSFM (Annexe 2).

ANNEXE 1

4. EXCÉDENT

- 4.1 Si les paiements versés au Manitoba conformément à la présente entente dépassent les montants auxquels le Manitoba a droit, la somme excédentaire devra être remise au Canada. Si la somme excédentaire n'a pas été remise, le Canada pourra déduire d'un montant équivalent ses contributions ultérieures au Manitoba.

5. VÉRIFICATION FINANCIÈRE

- ____ 5.1 Le Canada se réserve le droit de vérifier ou de faire vérifier les comptes et registres du Manitoba relatifs aux dispositions de la présente entente afin de s'assurer du respect de ces dispositions, et le Manitoba accepte de mettre à la disposition des vérificateurs tout registre, document ou renseignement dont ceux-ci pourraient avoir besoin. La portée et l'étendue des vérifications financières, et le moment choisi pour les entreprendre, seront fixés par le Canada et, le cas échéant, ces vérifications pourront être menées par des fonctionnaires du ministère du Patrimoine canadien ou par leurs agents.
- ____ 5.2 Le Canada accepte d'informer le Manitoba des résultats de toute vérification financière et de verser au Manitoba, le plus tôt possible après la vérification financière, toute somme d'argent qui pourrait, selon la vérification, s'avérer due par lui au Manitoba. Le Manitoba accepte de verser au Canada, sur la foi des résultats de la vérification financière, toute somme d'argent qui pourrait s'avérer due par lui au Canada.

ANNEXE 2

PLAN D'ACTION DE LA

DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE N° 49

ANNEXE 3

**CONTRIBUTIONS
FÉDÉRALES ET PROVINCIALES**



DRAFT
(VERSION RÉVISÉE LE 27^e FÉVRIER 2001)

**CANADA-MANITOBA SPECIAL AGREEMENT ON INVESTMENT MEASURES
FOR QUALITY EDUCATION IN THE LANGUAGE OF THE MINORITY**

(2000-01 to 2003-04)

**CANADA-MANITOBA SPECIAL AGREEMENT ON INVESTMENT MEASURES
FOR QUALITY EDUCATION IN THE LANGUAGE OF THE MINORITY**

THIS SPECIAL AGREEMENT has been concluded in English and in French on this ____ day of _____, 2001

BETWEEN: **HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHTS²² OF CANADA**,
hereinafter referred to as "Canada", represented by the Minister of
Canadian Heritage,

AND: **HER MAJESTY THE QUEEN IN RIGHTS²² OF MANITOBA**,
hereinafter referred to as "Manitoba", represented by the Minister of
Education, Training and Youth.

WHEREAS the *Canadian Constitution*, and more particularly the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*, as well as the *Official Languages Act*, recognize that English and French are the official languages of Canada and Canada recognizes its responsibilities and undertakings with respect to those languages;

WHEREAS education is a provincial jurisdiction and it is the responsibility of Manitoba to determine the objectives, define the contents, set the priorities and make the evaluation of its minority-language educational programs;

WHEREAS Section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* recognizes the right of Canadians belonging to the French-language or English-language minority in a province or territory to have their children educated in their own language where numbers warrant;

WHEREAS the Supreme Court of ~~Canada~~ Canada has ruled that Section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* ~~confers upon minority-language~~ parents a right of management and control over the educational facilities in which their children are taught, where numbers warrant;

WHEREAS Manitoba, following extensive public consultations, has established a comprehensive policy for the governance of Francophone schools in the province;

WHEREAS the Legislative Assembly of Manitoba has passed the *Public Schools Amendment (Francophone Schools Governance) Act* to give effect to Manitoba's policy for the governance of Francophone schools;

WHEREAS the Minister of Canadian Heritage is instructed, in accordance with the *Official Languages Act*, to encourage and assist provincial and territorial governments to offer members of the official-language minority communities education in their own language;

WHEREAS Canada and Manitoba have previously implemented a Special Agreement that led to the establishment of Francophone Schools Governance in Manitoba;

WHEREAS Canada has approved a series of special measures designed to further investment in the quality of the educational programs in the language of the minority, to consolidate the network of French-language post-secondary institutions and to promote the learning of the second language;

WHEREAS Manitoba has approved a series of special measures designed to improve the quality of the educational programs in the language of the minority;

NOW THEREFORE, this Agreement witnesses that the parties hereto agree as follows.

1. PURPOSE OF THE SPECIAL AGREEMENT

- 1.1 The purpose of this Agreement is to establish a framework for ~~cooperation~~co-operation between Canada and Manitoba for the purpose of enhancing the quality of the minority-language education programs, pursuant to the Action Plan submitted by the "Division scolaire franco-manitobaine no. 49 (DSFM)" which appears in Schedule 2 to this Agreement.

2. PURPOSE OF THE CONTRIBUTION

- 2.1 Subject to the provisions of Clause 3.1 of this Agreement, Canada agrees to contribute to the additional expenses incurred by Manitoba in order to carry out the activities described in the DSFM's Action Plan (Schedule 2) related to the provision of quality French minority-language education, namely:

- a) ;
- b) ;
- c) ;
- d) .

- 2.2 The DSFM's Action Plan appearing in Schedule 2 to this Agreement includes a description of the activities to be undertaken, the desired outcomes and the performance indicators, as well as a proposed breakdown of Canada's and Manitoba's respective contributions.

3. MAXIMUM AMOUNT OF CONTRIBUTION

- 3.1 Subject to the appropriation of funds by Parliament, the maintenance of current and forecasted budgetary levels for the Official Languages in Education Program and the terms and conditions of this Agreement, Canada agrees to contribute to the eligible expenditures made by Manitoba for the implementation of the DSFM's Action Plan (Schedule 2) for the purposes described in Clause 2 of this Agreement, the lesser of fifteen million dollars (\$15,000,000 over five years from April 1999 to March 2004, of which \$3,600,000 was provided in 1999-2000) or 50% of the eligible expenditures made by Manitoba through the DSFM, according to the following schedule:

2000-2001 :	\$3,300,000
2001-2002 :	\$3,000,000
2002-2003 :	\$2,700,000
2003-2004 :	\$2,400,000

- 3.2 Canada and Manitoba recognize that Canada's contribution provided in a particular fiscal year shall be paid to support measures that are implemented during the provincial school year.

- 3.3 Subject to the appropriation of funds by the Legislative Assembly of Manitoba and the maintenance of the current and forecasted budgetary levels of the Department of Education, Training and Youth, Manitoba agrees to contribute to the eligible expenditures incurred under the approved Action Plan (Schedule 2) submitted by the DSFM, in accordance with the following schedule (Manitoba has already provided the DSFM an amount of \$1,000,000 in 1999-2000):

2000-2001 :	\$1,900,000
2001-2002 :	\$3,000,000
2002-2003 :	\$4,000,000
2003-2004 :	\$5,100,000

- 3.4 Manitoba's financial assistance, as per clause 3.3, shall be in addition to the funds normally granted in the context of the Schools Funding Program and to the regular increases pertaining thereto.
- 3.5 The budgeted contribution from Manitoba shall also be in addition to Canada's and Manitoba's contributions under the *Canada-Manitoba Agreement for Minority-Language Education and Second-Language Instruction* or any other similar agreement between Canada and Manitoba regarding French-language education.
- 3.6 The administrative terms and conditions governing the payment of Canada's contribution under this Agreement appear in Schedule 1 to this Agreement.

4. ELIGIBLE EXPENDITURES

- 4.1 For the purposes of this Agreement, the eligible expenditures for each activity listed in Clause 2.1 may include, among others, salaries and benefits, professional fees, administrative fees, costs associated with purchasing or renting essential material and equipment, with producing and acquiring pedagogical materials and with training.

5. BUDGET AND APPROVED ACTIVITIES

- 5.1 Canada and Manitoba agree that the contributions referred to in Clause 3 apply only to the activities described in the DSFM's Action Plan (Schedule 2), in accordance with the federal and provincial budgetary breakdowns (Schedule 3) provided for in this Agreement.

6. PUBLIC INFORMATION

- 6.1 Canada and Manitoba agree that this Agreement and the Schedules thereto shall be made available to all provincial and territorial governments and to the Canadian public.
- 6.2 Manitoba shall make public an annual report on the activities carried out and the results achieved as part of the DSFM's Action Plan (Schedule 2). This report shall be made public in conjunction with the annual report referred to in Clause 1.3 of Schedule A to the *Canada-Manitoba Agreement for minority-language education and second-language instruction*.
- 6.3 Manitoba shall provide the information referred to in Clause 6.2 of this Agreement in the manner it considers to be most appropriate to its particular circumstances. If there is a need, in the opinion of Canada or Manitoba, to clarify the information provided, Canada and Manitoba will hold discussions to do so and to review the pertinence of such information to the needs of Canada.
- 6.4 Manitoba agrees to give recognition of Canada's participation when conducting publicity for all programs and activities for which financial assistance was provided by Canada. For the purpose of this Agreement, publicity includes, without being limited to, news releases, reports of provincial government departments or agencies; and correspondence with educational institutions. Manitoba agrees to provide Canada annually with samples of these different kinds of publicity ~~annually~~.

7. DURATION

- 7.1 This Agreement between Manitoba and Canada is valid for the period beginning April 1, 2000 and ending March 31, 2004, and all of the contributions to be paid by Canada pursuant to the provisions of this Agreement shall cover only the activities conducted and the expenditures made by Manitoba during the said period in the carrying out of the DSFM's Action Plan (Schedule 2).

8. AMENDMENT AND TERMINATION

- 8.1 The parties may, by mutual agreement in writing, amend this Agreement or terminate it during the term of the Agreement.
- 8.2 Either party may terminate this Agreement at the end of any fiscal year by giving notice in writing to the other party at least one full fiscal year in advance.
- 8.3 Upon receipt of such a notice as described in Clause 8.2:
- a) no new measure shall be undertaken; and
 - b) the existing measures shall terminate as of the date provided for in this notice and no expenditure shall be made after the date of expiration of the Agreement.

9. EVALUATION

- 9.1 The parties shall meet annually to review progress made under this Agreement and to discuss the results of the activities conducted within its framework. They may agree to invite the representatives of the DSFM to participate in this meeting.
- 9.2 Manitoba agrees to provide to Canada a final detailed report on the activities undertaken within the framework of the DSFM's Action Plan (Schedule 2), including an evaluation of the results achieved. This report shall be submitted by December 31, 2004.

10. CONSULTATIONS

- 10.1 Manitoba will continue to consult in particular the *Commission scolaire franco-manitobaine*, whose members are elected, and the interested groups and associations in relation to the educational programs contemplated under this Agreement. Canada, within its field of jurisdiction, proposes to consult the interested associations and groups concerning the programs established under this Agreement.

11. PARTNERSHIP

- 10.1 The parties acknowledge that this Agreement does not constitute an association for the purpose of forming a partnership or joint venture, nor does it create any

agency relationship between Canada and Manitoba.

12. MEMBERS OF THE HOUSE OF COMMONS, THE SENATE AND THE LEGISLATIVE ASSEMBLY OF MANITOBA

12.1 No member of the House of Commons, the Senate or the Legislative Assembly of Manitoba may be admitted to any share or part of this Agreement or to any benefit arising therefrom.

13. OFFICIALS AND EMPLOYEES OF THE GOVERNMENT

13.1 No official or employee of Canada may be admitted to any share or part of this Agreement or to any benefit arising therefrom without the consent in writing of the Minister to whom the official or employee reports.

14. LIABILITY OF CANADA

14.1 Canada is not liable for any injury, including fatal injury, or material damage suffered by Manitoba or anyone else as a result of the implementation of this Agreement by Manitoba unless such injuries or damages are attributable to the fault of an employee or agent of Canada in the course of his or her duties.

15. INDEMNIFICATION

15.1 Manitoba shall indemnify Canada and the Minister of Canadian Heritage and their servants or agents and release them from any liability for and against all claims, losses, damages, costs and expenses related to any injury or death of a person, or loss or damage to property caused or alleged to be caused by Manitoba or its servants or agents in carrying out the activities described in this Agreement.

16. COMMUNICATIONS

16.1 Any notice concerning this Agreement intended for Canada shall be sent by mail to the following address:

The Minister of Canadian Heritage
Ottawa, Ontario
K1A 0M5

16.2 Any notice concerning this Agreement intended for Manitoba shall be sent by mail to the following address:

The Minister of Education, Training and Youth
Government of Manitoba
450 Broadway street

Room 168, Legislative Building
Winnipeg, Manitoba
R3C 0V8

- 16.3 Any notice sent in this way shall be deemed to have been received after the time required for a letter to reach its destination under normal circumstances.

17. SCHEDULES

- 17.1 The Schedules attached hereto are an integral part of this Agreement:

Schedule 1 - Administrative Terms and Conditions;
Schedule 2 - DSFM's Action Plan; and
Schedule 3 - Federal and Provincial Contributions.

IN WITNESS WHEREOF, the parties have executed this Special Agreement on the date inscribed on the first page.

ON BEHALF OF CANADA

ON BEHALF OF MANITOBA

Minister of Canadian Heritage

Minister of Education, Training and Youth

IN THE PRESENCE OF:

IN THE PRESENCE OF:

Witness

Witness

SCHEDULE 1

ADMINISTRATIVE TERMS AND CONDITIONS

1. PAYMENT

- 1.1 In each fiscal year, Canada agrees to pay to Manitoba the contribution referred to in Clause 3 of this Special Agreement, as follows:
- (a) in the first fiscal year, an initial payment representing about one half (50 per cent) of Canada's contribution, following the signing of this Agreement;
 - (b) in each subsequent year, the first payment, representing approximately one-half (50%) of Canada's contribution for that year, will be paid subject to the receipt and acceptance of the updated DSFM's Action Plan (Schedule 2), where necessary, and on the condition that the requirements for the previous payments have been met;
 - (c) in each fiscal year of this Agreement, the second payment, which shall not exceed the balance of Canada's contribution for that year, shall be paid following receipt and acceptance:
 - (i) of a final certified financial statement in relation to Canada's contribution to Manitoba for the preceding year, except for the first year of the Agreement;
 - (ii) of an interim certified financial statement demonstrating the actual expenditures made by Manitoba during the period ending January 31 of the current year and the anticipated expenditures to the end of the school year;
 - (iii) of a detailed report on the activities conducted under the DSFM's Action Plan (Schedule 2) in the preceding year, except for the first year of the Agreement.

DELETED 1.2

- 1.23 In addition to the financial statements referred to in Clause 1.1 of this Schedule, a final certified financial statement demonstrating the actual expenditures made by Manitoba during the fiscal year ending March 31, 2004 shall be submitted to Canada no later than nine months following the end of that fiscal year, i.e. December 31, 2004.

SCHEDULE 1

- 1.34 The amounts payable by Canada to Manitoba pursuant to this Agreement shall be paid within a period of approximately thirty (30) business days following the receipt of the documents referred to in Clause 1.1 of this Schedule, provided that the information submitted in the said documents is consistent with the terms and conditions of this Agreement and that Manitoba has responded to any questions raised by Canada, where applicable.

2. TRANSFERS

- 2.1 Manitoba may transfer funds among the activities of the DSFM's Action Plan (Schedule 2) with the authorization in writing of Canada, except for capital projects, provided that these transfers do not call into question the achievement of the results set out in the DSFM's Action Plan. Manitoba shall submit the appropriate request to Canada before February 15 of the fiscal year in question.

3. CERTIFIED FINANCIAL STATEMENTS AND ACTIVITY REPORTS

- 3.1 For the purposes of this Agreement, Manitoba will submit financial statements to Canada, certified by a senior program officer and a senior financial officer, who shall be duly authorized by Manitoba and agreed to by Canada.
- 3.2 For the purposes of this Agreement, the financial statements referred to in Clause 1 of this Schedule are detailed statements of all expenditures made by Manitoba in regard to the activities funded within the framework of this Agreement. These financial statements shall be presented in a way that is consistent with the budget of the DSFM's Action Plan (Schedule 2).
- 3.3 The activity reports referred to in Clause 1 of this Schedule shall contain a detailed description of the activities carried out within the framework of the DSFM's Action Plan (Schedule 2) and of the ensuing outcomes.

4. OVERPAYMENT

- 4.1 Should the payments made to Manitoba pursuant to this Agreement exceed the amounts to which Manitoba is entitled, the excess amount shall be returned to Canada. Should the excess amount not be returned, Canada may deduct an equivalent amount from its subsequent contributions to Manitoba.

SCHEDULE 1

5. FINANCIAL AUDIT

- _____5.1 Canada reserves the right to undertake, or cause to have undertaken, a financial audit of the accounts and records of Manitoba concerning the provisions of this Special Agreement to ensure compliance with the provisions of the Agreement, and Manitoba shall make available to such auditors any records, documents and information that the auditors may require. The scope, coverage and timing of such financial audits shall be determined by Canada and if conducted may be carried out by officials of the Department of Canadian Heritage or their agent(s).
- _____5.2 Canada agrees to inform Manitoba of the results of any financial audit and to pay Manitoba, as soon as possible after the audit, any monies that the audit may show to be then due and owing to Manitoba. Manitoba agrees to pay to Canada, on being informed of the results of such financial audit, any monies that the audit may show to be due and owing to Canada.

SCHEDULE 2

DIVISION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE N° 49

ACTION PLAN

SCHEDULE 3

**FEDERAL AND PROVINCIAL
CONTRI-BUTIONS**

Micheline Guilbeault

02/27/2001 08:42 AM

Pour : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA
cc :


Objet : Réf. : CH2000-27265

C'est ce qu je pensais aussi. Tout comme on l'a fait avec le dossier Manitoba (PLO).

Comme je te le disais hier, Henri Grimard a eu une rencontre positive avec la DSFM. Il semble que les représentants ont bien reçu nos commentaires. Ils travaillent présentement à refignoler leur plan d'action et la répartition fédérale/provinciale est faite.

Des grosses chances que l'entente soit signée avant que la DSFM reçoive la réponse de la Ministre qui leur dirait tout simplement ce qu'ils savent déjà... Les négociations vont bon train.

Lise Toupin


 Lise Toupin
02/26/2001 05:53 PM

Pour : Micheline Guilbeault
cc :

Objet : CH2000-27265

Que proposes-tu? Attend signature entente Mesures spéciales?

----- Envoyée par Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA le 02-26-2001 05:56 PM -----

 Isabelle Cote
02-26-2001 05:39 PM

Pour : Lise Toupin/HullOttawa/PCH/CA@PCH
cc : Cytia Plouffe/HullOttawa/PCH/CA@PCH, Annie Lambert/HullOttawa/PCH/CA@PCH

Objet : CH2000-27265

Salut!!!!!!

ce dossier devait monter le 5 janvier dernier.

sujet : Fait parvenir le plan d'action 2000-2004 de la (DSFM); informe la Ministre des droits à la gestion scolaire et souhaite qu'une entente à long terme garantirait la survie financière et des droits constitutionnels.

svp assurer le suivi de ce dossier ou demander un report de b.f.

merci

isabelle

8122-3-1-00

PROGRAMMES D'APPUI AUX LANGUES OFFICIELLES
OFFICIAL LANGUAGES SUPPORT BRANCH

NOM/NAME

FRANÇAIS/FRENCH	8122-3-1-00 : ENTENTE SPÉCIALE - GESTION DES ÉCOLES FRANÇAISES
ANGLAIS/ENGLISH	

MODIFICATIONS

<input type="checkbox"/>	NOUVEAU DOSSIER / NEW FILE
<input checked="" type="checkbox"/>	NOUVEAU VOLUME / NEW VOLUME #2
<input type="checkbox"/>	ANNULER NOUVEAU DOSSIER / CANCEL REQUEST
<input type="checkbox"/>	CHANGEMENT DU NOM FRANÇAIS
<input type="checkbox"/>	CHANGE IN THE ENGLISH NAME

COMMENTAIRES/COMMENTS

PROGRAMME D'APPUI AUX LANGUES OFFICIELLES S.V.P. ME RETOURNER LE DOSSIER. MERCI CYNTIA PLOUFFE- 953-5125 MERCI! / THANK YOU!

DEMANDÉ PAR / REQUESTED BY:


SIGNATURE

13 MARS 2001

DATE